

Une petite ville de Sicile
menacée d'évacuation
pour cause de pollution

LIRE PAGE 8

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Arabie, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Belgique, 10 sch. ; Espagne, 20 pes. ; Grèce, 200 dr. ; Italie, 200 L. ; Japon, 100 y. ; Liban, 120 p. ; Luxembourg, 12 fr. ; Maroc, 200 m. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal, 200 esc. ; Royaume-Uni, 10 p. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 d. din.

5, RUE DES ÉCRIVAINS

75007 PARIS - CENDEX 89

C.O.P. 420522 Paris

Tél. Paris 26 69672

Tél. : 246-72-23

M. Kissinger somme le Pakistan de renoncer

FRANCHISE

M. Bhutto se pliera-t-il ou non aux injonctions de M. Kissinger ? La France, qui l'a fait pour un accord du même genre prévu avec la Corée du Sud, remettra-t-elle en cause, « de son propre chef », sa promesse de fournir une usine de retraitement à un pays tiers, malgré les objections des États-Unis ? Le proche avenir le dira. Pour le moment, on ne peut que noter la fermeté de la pression et le caractère inhabituel que lui ont donné les propos de M. Kissinger.

La position américaine sur les ventes d'équipement nucléaire est bien connue. L'embargo des candidats à la présidence sur ce point l'a rendue, cette année, encore plus éminente : le premier grand projet déposé par M. Carter en politique étrangère était un catalogue de mesures extrêmement strictes, visant à éviter la prolifération des armes atomiques et les dangers pour l'environnement.

En substance, Washington ne fait pas d'objection à l'exportation de centrales nucléaires et la pratique elle-même très largement, comme en témoignent l'accord que M. Kissinger vient de confirmer, à Téhéran, pour la fourniture à l'Iran de six à huit réacteurs. En revanche, les Américains estiment que les usines de retraitement du combustible irradié, productrices de plutonium, ne sont pratiquement pas d'autre nature que de fabriquer des bombes. Non seulement ils ne l'interdisent — et une résolution du Sénat, déjà, avait demandé que l'aide américaine fût refusée à tout pays acquiesçant d'une telle installation — mais ils estiment insuffisantes les garanties prévues sur ce chapitre par l'Agence atomique de Vienne. Comme ils l'ont demandé sans succès à la conférence des pays exportateurs, à Londres, dès l'an dernier, ils souhaitent que le retraitement, s'il doit avoir lieu, soit confié à des usines internationales situées ailleurs que dans les pays titulaires. C'est en arguant de ces considérations qu'ils se sont opposés, également sans succès, à un accord germano-brésilien, le plus important du genre.

Sans doute peut-on penser que les firmes américaines seraient bien placées pour enlever les marchés de ces usines internationales soustraites par Washington. Mais la position américaine n'est pas seulement commandée par des considérations mercantiles. Elle est très largement soutenue par l'ensemble de l'opinion aux États-Unis, les critiques portant plutôt sur son caractère insuffisant qu'on ne sur son caractère excessif.

Washington n'a sans doute pas tort de se méfier des intentions pacifiques proclamées par les candidats à ce type d'équipement. Tous disent que leur but est exclusivement pacifique, mais, comme par hasard, les pays qui cherchent à acquiescer une installation de retraitement sont ceux qui ont quelques bonnes raisons politiques ou géographiques de vouloir se doter d'un armement atomique : la Corée du Sud, pays le plus exposé en Asie actuellement ; le Pakistan, dont le voisin et rival indien a fait exploser il y a deux ans sa première « bombe pacifique » ; le Brésil, qui veut être la grande puissance de l'Amérique latine.

Le gouvernement français a, dans cette affaire, le droit pour lui, puisque l'Agence atomique de Vienne a approuvé son accord avec le Pakistan, alors pourtant que la France, non signataire — tout comme le Pakistan — du traité de non-prolifération, aurait pu s'en passer. D'autre part, la pression de M. Kissinger ressemble trop à un « diktat » pour être acceptable. Mais il serait sans doute plus correct de reconnaître franchement les risques inhérents à une politique d'exportation trop laxiste.

On peut parfaitement soutenir que la prolifération des armes nucléaires est irréversible et inévitable : qu'elle peut même avoir des effets positifs pour certains équilibres régionaux ; enfin, que le monopole de la puissance que cherchent à conserver les Deux Grands n'est pas la solution. Ne vaudrait-il pas mieux en parler ouvertement plutôt que de prétendre satisfaire les exigences des uns et des autres ?

à acheter à la France une usine nucléaire

M. Kissinger devait quitter le Pakistan ce lundi 9 août pour la France, où il compte prendre quelques jours de repos dans les environs de Deauville. Avant même d'ouvrir ses conversations avec le président Bhutto, le secrétaire d'État l'avait mis en garde contre l'achat à la France d'une usine de retraitement de l'uranium, déclarant aux journalistes que l'aide militaire et économique américaine au Pakistan pourrait être dans ce cas suspendue.

M. Kissinger avait auparavant présidé à Téhéran une session de la commission économique irano-américaine. Les échanges entre les deux pays atteignent 40 milliards de dollars pendant les cinq années à venir, auxquels s'ajoutent une somme de 10 milliards de dollars pour les ventes d'armes américaines à l'Iran. A Moscou la « Pravda » a dénoncé dimanche les « livraisons massives d'armements américains » dans les pays du Proche-Orient, mentionnant notamment l'Arabie Saoudite et l'Iran.

Enfin, le secrétaire d'État américain, dans une lettre adressée au sénateur Ribicoff et que ce dernier a rendue publique, révèle qu'il est « très probable que l'Inde a utilisé de l'acier fourni par les États-Unis » pour fabriquer sa première bombe atomique en 1974.

C'est officiellement un « haut fonctionnaire américain voyageant dans l'avion de M. Kissinger » — formule traditionnelle employée en de telles circonstances pour désigner le secrétaire d'État lui-même — qui a informé les journalistes, dimanche 8 août, avant même l'arrivée de la délégation au Pakistan et l'ouverture des conversations avec le président Bhutto, de la pression exercée sur ce dernier pour l'amener à renoncer à acheter à la France une usine de retraitement du combustible nucléaire. Selon ce haut fonctionnaire, le président Ford a écrit personnellement à M. Bhutto sur ce point. Le Pakistan pourrait ne plus recevoir d'aide économique, mais il a refusé cette offre, estimant que la fourniture d'avions Conquest A-7 munis de missiles Sidewinder, qui intéressent actuellement le gouvernement d'Islamabad.

Un peu criminel...

Depuis la levée, en février 1973, de l'embargo imposé sur les livraisons d'armes à ce pays à la suite du conflit indo-pakistanaï, le Pakistan a commandé des missiles anti-chars pour une somme de 26 millions de dollars et divers autres équipements. Il doit recevoir cette année plus de 14 millions de dollars d'aide alimentaire et au développement, sur une

somme de 332 millions approuvée par le Congrès pour les deux prochaines années.

Selon l'Agence Associated Press, comme un journaliste demandait à ce « haut fonctionnaire », si les États-Unis allaient suspendre toute aide « tant que le Pakistan ne se sera pas incliné », celui-ci a répondu : « C'est dit un peu prématurément », mais il a laissé entendre que telle était bien sa pensée.

On sait que la France doit livrer au Pakistan, outre une centrale nucléaire de 800 mégawatts, une usine de retraitement dont la capacité n'a pas été précisée, mais au sujet de laquelle un accord de garantie, signé à Vienne le 18 mars dernier, entre la France, le Pakistan et l'Agence internationale de l'énergie atomique, a été publié le 8 juillet par le journal officiel.

Le Pakistan s'engageait à n'utiliser aucune des installations ou matières premières fournies par la France à la fabrication d'armes nucléaires. Il devait aussi des assurances sur les installations qui pourraient être établies par la suite au Pakistan sur la base des connaissances acquises grâce à la France. Mais les États-Unis estiment que ces garanties insuffisantes.

(Lire page 2 « Centrales nucléaires et usines de retraitement »)

La révolution du Mozambique face aux pouvoirs blancs

La tension monte entre le Mozambique et la Rhodésie, qui dénonce les incursions de l'armée de l'Etat voisin (« le Monde », daté 8-9 août). Dimanche, Salisbury a annoncé la « perte » sur le « front » qui s'ouvre, de cinq militaires européens, dont un officier. Cinq mois après la fermeture de la frontière

entre les deux pays — décision prise le 3 mars dernier par le président Machel, — la menace d'un conflit ouvert avec Salisbury pèse lourdement sur les choix du jeune Etat, où un régime militaire a pris le pouvoir, et invite la population à soutenir la « guerre de libération du Zimbabwe ».

I. — Créer un homme nouveau

Maputo. — « Nous étions des ânes, les ânes des Portugais. Nous devions les porter sur notre dos, eux, leurs femmes, leurs enfants, leurs choses, jusqu'à Tete. Ou, comme au Zomba, ils nous obligeaient à cultiver le coton qu'ils nous payaient seulement 150 escudos le sac. Ils nous prenaient notre miel, nos poulets, nos porcs :

De notre envoyé spécial
RENÉ LEFORT

il fallait tout leur donner pour qu'ils ne nous fassent pas de mal ».

Devant la population du village, assise à l'ombre d'un eucalyptus, les hommes d'un côté, les femmes et les enfants de l'autre, le commissaire politique ne trouve pas de mots assez durs pour dénoncer en présence du « camarade étranger », le colonialisme défunt. Dans le district de Jeke, province de Tete, les conditions de vie étaient si dures que la plupart des hommes émigraient clandestinement pour travailler en Rhodésie, la frontière n'étant qu'à 70 kilomètres à vol d'oiseau. Ils affirmèrent avoir tant souffert du travail forcé, des impôts écrasants et du despotisme des chefs de poste que, « lorsque le FRELIMO (Front de libération du Mozambique) est venu nous dire qu'il allait libérer le Mozambique, nous l'avons suivi ». Le 25 septembre 1964, le Front de libération déclenchait la lutte armée. Les autorités portugaises perdirent peu à peu le contrôle des provinces septentrionales : Cabo Delgado, Niassa, Tete et Zambezia. Ces « zones libérées » allaient devenir le berceau et le chantier de la révolution mozambicaine.

Le responsable de la production nous interroge longuement sur les conditions de travail des agriculteurs français. Il réfléchit à nos réponses et se tourne vers les auditeurs : « Nous aussi, avec

le produit de la vente de notre champ collectif, nous aurons bientôt un tracteur ». L'approbation est générale.

« Compter sur ses propres forces ». Les rares observateurs autorisés à visiter les anciennes « zones libérées » sont frappés par la capacité d'initiative d'une population qui n'attend pas qu'un pouvoir central et lointain résolve ses problèmes, mais, consciente de sa force, se jette à l'eau pour améliorer, jour après jour, sa vie quotidienne avec les moyens du bord.

La lutte armée était propre à dissiper le complexe de soumission ressenti par la grande majorité des Noirs. D'ailleurs, la primauté de la collectivité sur l'individu, avant de devenir vertu révolutionnaire, était une condition de survie sous les coups d'une armée coloniale d'une rare brutalité. Comment survivre, en effet, sans prendre en main la vie du village, puisque les autres centres de décision étaient à des journées de marche, et les échanges pratiquement impossibles ? Le FRELIMO considérait cette mentalité nouvelle comme la clé d'une révolution dont il espérait peu à peu les contours. L'effondrement du colonialisme viendrait par surcroît.

La chute du régime portugais, le 25 avril 1974, alors que les avant-gardes de la guérilla opéraient le long du chemin de fer de Beira, à plus de 700 kilomètres de leurs bases arrière, somma le glas de la lutte armée.

(Lire la suite page 2.)

La troisième expérience biologique faite par la sonde Viking-1 a donné, comme les précédentes, un résultat positif qui, s'il ne prouve encore rien, accroît l'espoir de trouver une forme de vie sur Mars. C'est la mise sur orbite martienne de la sonde Viking-2 à ce lieu samedi 7 août, conformément au programme de la mission Mars 73. La sonde, à 1380 kilomètres d'altitude, a choisi pour son atterrissage et va pouvoir la photographier.

ramasser des échantillons, qui s'étaient bloqués le mardi 3 août d'un prélevement, a pu être débarrassé dimanche.

Enfin, la mise sur orbite martienne de la sonde Viking-2 à ce lieu samedi 7 août, conformément au programme de la mission Mars 73. La sonde, à 1380 kilomètres d'altitude, a choisi pour son atterrissage et va pouvoir la photographier.

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

(Lire nos informations page 16.)

AFRIQUE

Mozambique

La révolution face aux pouvoirs blancs

(Suite de la première page.)

Elle coupe l'herbe sous les pieds du FRELIMO. Pourtant, le parti refusait de déposer les armes avant que soient signés le 7 septembre 1974, les accords de Lusaka, qui fixaient les modalités du transfert du pouvoir au seul Front. Dans les régions libérées, peuplées d'un million d'habitants, et les moins touchées par la colonisation, le FRELIMO décida de maintenir les structures du « pouvoir populaire démocratique », qui avaient fait leurs preuves. Ailleurs, dans les usines, les plantations, les administrations, les quartiers, partout où les Mozambicains vivent et travaillent, le parti a lancé les « groupes dynamisateurs » pour faire exploser son idéologie, sa tactique et ses ambitions.

Autour d'un vieux militant de la lutte clandestine, la commission « coopérative » du Bairro de Zixaza tient une réunion de plus dans le bloc scolaire du quartier. La majorité de ses membres sont visiblement des « intellectuels » de ce bidonville, si pauvre que toutes les barriques sont en canisses ; personne ici ne peut s'offrir des planches et de la toile ondulée.

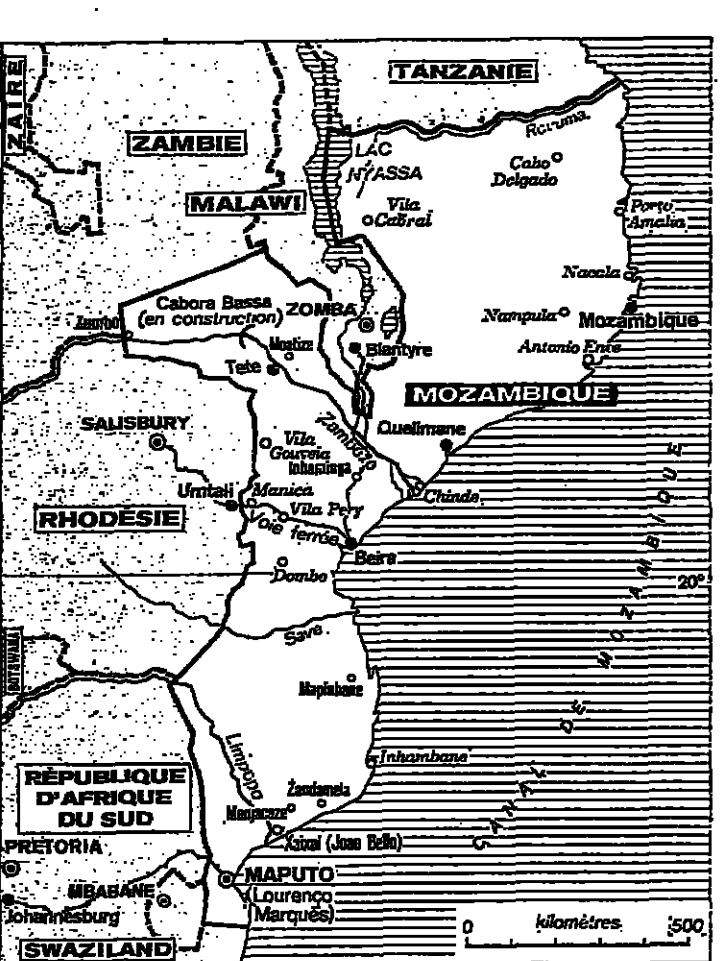
Les ruptures dans l'approvisionnement des produits de première nécessité et la spéculation des épiciers locaux, les cantiniers, ont poussé le groupe dynamisateur à faire campagne, conformément au mot d'ordre du parti, pour la constitution d'une coopérative de consommation et d'entraide. Sur les quatre mille familles du bidonville, cent trente ont cotisé pour constituer le capital de départ. Mais l'entreprise est délicate, car elle n'a pas de précédent au Mozambique, et l'Etat n'a pas encore défini clairement son rôle dans ce secteur. A quel niveau et sous quelle forme va-t-on demander l'aide et l'intervention des autorités ? Comment empêcher les fraudeurs de se servir de la coopération pour alimenter le marché noir, et une élite dirigeante d'accaparer les leviers de commande ?

Face à ces problèmes, la commission décide que le fonctionnement de la coopérative restera toujours « soumis aux critiques des masses ». D'autre part, elle sollicitera de l'Etat une aide financière pour lancer un organisme, former du personnel, vulgariser les expériences tentées ailleurs, et installer une centrale d'achat. Il est clair pour tout le monde que l'Etat ne saurait intervenir directement au niveau local. Dans tous les domaines : éducation, santé, culture, production, la population s'organise pour sortir de sa misère, et elle découvre qu'elle est capable de prendre son sort en main. « *At-des-vous, et l'Etat vous aidera.* »

En revanche, le FRELIMO dirige et contrôle avec beaucoup de fermeté et de minutie l'éducation politique, qui est la tâche prioritaire des groupes dynamisateurs. Toutes leurs réunions font l'objet d'un rapport analysé avec soin par le parti qui, à son tour, leur envoie en toutes occasions des directives extrêmement précises. Car les groupes dynamisateurs ne sont pas les cellules de base du parti. Ils le deviendront lorsqu'à travers les épreuves, les crises, les combats quotidiens, leurs membres auront suffisamment gagné la confiance du Front pour mériter le titre de militants, réservé à ceux qui ont lutté les armes à la main, et dans la clandestinité. Les nouveaux venus doivent faire leurs preuves.

« Au moins avec le FRELIMO, on sait où l'on va », nous confie un vieux militant africain débauché par les « événements » d'autres pays révolutionnaires du continent noir. La clarté, la rigueur et la cohérence de la ligne politique du

Front sont le ciment de l'unité et le moteur de l'action du parti. A travers les crises qui ont secoué celui-ci, cette ligne politique est née de l'osmose de plus en plus étroite entre la population paysanne des régions libérées et un



groupe d'intellectuels à qui la lutte armée de libération, à l'intérieur du pays, servait d'école politique. Le gouvernement de la province de Tete nous assure que la qualité première d'un membre du parti est de « servir le peuple, c'est-à-dire de savoir vivre ses problèmes pour pouvoir ensuite les résoudre ».

Les rassemblements entre la révolution chinoise et la lutte de libération nationale au Mozambique expliquent-elles la similitude des analyses, de la stratégie, des méthodes et même du vocabulaire du parti communiste chinois et du FRELIMO ? Tout incite, en tout cas, au rapprochement : affirmation de la permanence de la lutte des classes, rôle moteur des contradictions, nécessité des

crises « salutaires pour avancer », importance attribuée aux discussions collectives, mode de développement choisi. Surtout, les dirigeants du FRELIMO ont acquis la conviction dans les régions libérées qu'ils doivent émanciper

à trancher partout où surgit un problème délicat. Aucune réforme n'est entreprise sans une vaste consultation locale et régionale. Mais les décisions finales appartiennent à un noyau très restreint. Partout, nous dit-on, dans les structures, dans les choix, dans les crises, « la politique est placée au poste de commandement ».

Cette centralisation extrême a plutôt aggravé le penchant bureaucratique que les fonctionnaires avaient hérité de l'Etat colonial. Toutefois, le FRELIMO estime indispensable pour tenir le pays dans une main de fer. L'ennemi a changé de nature, mais le parti continue à lui livrer une guerre qui exige une discipline, un respect de la hiérarchie, et des structures aussi rigoureuses que pendant la lutte armée. Hors du parti, aucune contestation n'est tolérée.

En maintenant le parti sur le pied de guerre, les dirigeants du FRELIMO ont pu passer le cap difficile de la période de transition, et surmonter la crise du mois de décembre. Des chefs glorieux des forces armées, las de se battre depuis dix ans, et quelques nouvelles recrues, s'étaient lancés dans une tentative désespérée pour imposer une pause dans la révolution. Le FRELIMO, ayant eu vent de cette conspiration, a laissé se dérouler la tentative de coup de force, qui a fait quelques heures, grâce au loyalisme d'une très forte majorité de l'armée et à l'intervention de la population de Maputo. Le parti a ainsi démontré que « la réaction s'était démantée » aux yeux de tous. Les putschistes ont été placés, pour un temps indéterminé, dans des « camps de rééducation ».

Ce « coup » du mois de décembre marqua le creux de la vague. Le mouvement, forgé par une guérilla conduite dans les campagnes septentrionales, aura eu besoin de quinze mois pour s'adapter à ses nouvelles responsabilités : contrôler tout le pays et organiser l'Etat. Aujourd'hui, les dirigeants n'ont plus qu'à courir ici et là pour combler les brèches. Calmement, mais fermement, le FRELIMO est en train de faire table rase de la société passée, et de lancer le pays dans une révolution totale.

Une extrême centralisation

Les activités des organes dirigeants et les divergences internes sont entourées d'un épais mur de mystère. Mais ce qui parvient à filtrer des réunions du parti, à quelque niveau que ce soit, indique que ces assemblées sont loin d'être de pure forme ; les empoussiérés y sont vigoureux, et le franc-parler, tant qu'il ne remet pas en cause la ligne du parti, est de rigueur. Les dirigeants sillonnent le pays et n'hésitent pas à venir s'informer et

l'immense potentiel humain écrasé jusqu'alors par une domination étrangère et le poids des traditions.

Prochain article : CONTRE LES « VALEURS OCCIDENTALES »

RENÉ LEFORT.

Le projet de vente française au Pakistan

Centrales nucléaires et usines de retraitement

Les centrales nucléaires ont pour élément essentiel un réacteur, dans lequel on fissure le noyau d'uranium naturel ou enrichi en isotope 235. Le chaleur produite est convertie en électricité. Les centrales n'ont aucune application militaire. Celles qui servent à la séparation du plutonium contiennent du plutonium, matériau fissile utilisable dans une bombe atomique, mais ce plutonium est disséminé dans l'uranium résiduel, à une faible concentration. L'uranium contient aussi de nombreux autres éléments produits dans la fission nucléaire, et dont la seule présence interdit l'utilisation éventuelle du plutonium. Le tout dégage une intense radioactivité et ne peut être manipulé que dans des conditions de sécurité draconiennes.

Le plutonium ne devient utilisable que lorsqu'il a été séparé de l'uranium usagé et des autres produits créés par la fission. Cette opération se fait dans une usine de retraitement. Dans son principe, c'est une simple usure chimique. Mais comme elle traite des matériaux fortement radioactifs, elle fait appel à une technologie très perfectionnée : non seulement toutes les opérations doivent être commandées à distance, mais l'entretien ou le remplacement de plusieurs parties de l'usine doit aussi être télécommandé. En effet, dès la mise en service, la plupart des

places seront contaminées par les matériaux radioactifs, et aucune intervention manuelle ne pourra plus être faite.

Peu de pays ont les moyens techniques de concevoir et de construire une usine de retraitement. La France en a construit une à La Hague, près de Cherbourg. Dans le monde non communiste, seuls les Etats-Unis et la Grande-Bretagne possèdent aussi des installations industrielles de retraitement. L'Allemagne fédérale, l'Italie et l'Inde ont des usines pilotes ; le Japon a un atelier de démonstration.

Le plutonium qui sort d'une usine de retraitement peut trouver deux emplois. Il peut servir de matériau fissile pour une centrale nucléaire, en remplacement de l'uranium 235. Mais cette utilisation est pour l'instant tout à fait théorique, aucune centrale nucléaire ne fonctionnant au plutonium. L'autre emploi est, bien sûr, la fabrication d'une bombe atomique.

L'usine que la France doit vendre au Pakistan est, selon toute vraisemblance, une installation pilote, qui ne pourra produire que de faibles quantités de plutonium. Mais il suffit de quelques kilos pour faire une bombe, et l'Inde, qui n'a aussi qu'une usine pilote, en a fait exploser une. — M. A.

PROCHE-ORIENT

Egypte

Le Caire rejette sur la Libye la responsabilité d'un attentat à la bombe

De notre correspondant

Le Caire. — Ce que d'anciens — y compris des personnalités politiques exprimant en privé — redoutaient depuis longtemps en Egypte s'est produit le dimanche 8 août au Caire. Deux bombes ont explosé à deux heures d'intervalle dans des bâtiments de l'administration publique, aux moments d'affluence. Les explosions ont eu lieu au cinquième étage du Ministère, vaste complexe administratif situé place Tahrir, en plein centre de la capitale, à deux pas de l'Université américaine et du siège de la Ligue arabe. Selon un premier bilan officiel, l'attentat a fait quatorze blessés, dont trois grièvement. Les déflagrations, très violentes, ont été entendues dans tout le quartier environnant.

La presse caennaise de ce lundi matin montre, à la une, la photographie d'un blessé quasiment défiguré. Il s'agit de l'auteur des attentats, atteints par la seconde bombe. Il s'appellerait El-Soudoudine Abou Bakr et serait « un étudiant raté » originaire de la tribu arabe des Abou-All dont les terrains de parcours confinent avec la Libye. Le « terroriste » serait, selon la police égyptienne, rentré la semaine passée de ce pays. Le général Abou Pachà, porte-parole du ministère égyptien de l'Intérieur, a d'ailleurs accusé nommément le colonel Kadhafi d'être l'instigateur des deux attentats, le chef de l'Etat libyen « voulant démontrer par des sabotages que la situation en Egypte est instable ».

L'attentat intervient au moment où la candidature de M. Sadate aux élections présidentielles de l'automne prochain doit être annoncée, et où le premier Festival cinématographique international du Caire est sur le point de s'ouvrir, aussi la police a-t-elle été mise en état d'alerte.

An cours des deux années écoulées, des engins avaient été découverts ou avaient éclaté à plusieurs reprises, notamment dans une résidence secondaire du Raja, dans une église d'Alexandrie et, récemment, sur la voie ferrée Le Caire-Alexandrie. Ces incidents, à propos desquels le nom du colonel Kadhafi avait presque chaque fois été prononcé par la presse caennaise, n'avaient causé que des dégâts légers ou une émotion locale. Ils furent donc vite oubliés. En revanche, les deux bombes du Ministère, qui constituèrent le premier attentat commis dans une administration

● A TRIPOLI, l'agence officielle libyenne a catégoriquement rejeté dimanche soir les accusations égyptiennes. « Le régime de Sadate, a-t-elle affirmé, a pris l'habitude de rejeter sur la République arabe libyenne la responsabilité de tous ses problèmes intérieurs. » — (A.F.P.)

de l'Etat égyptien depuis l'accession au pouvoir du président Sadate il y a cinq ans, ont suscité d'emblée une vive inquiétude dans le pays.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Syrie

La formation du cabinet Khleifaudi

LES PRINCIPAUX MINISTRES CONSERVENT LEUR POSTE

Damas (A.F.P.). — Le nouveau cabinet syrien formé par le général Abdel Rahman Khleifaudi samedi 8 août a, à priori, conservé la plupart des anciens ministres dans son nouveau cabinet. Sur les trente-six membres de l'équipe, quatorze conservent les portefeuilles qu'ils détenaient déjà. Parmi eux figurent M. Abdel Halim Haddad, vice-président du conseil et ministre des affaires étrangères, le général Moustafa Tlass (défense), M. Omar Sibai (communications), M. Ahmed Iskandar Ahmed (information), et M. Abdel Sattar Al Sayed (travail, biens religieux).

Trois membres de l'ancien cabinet ne font plus partie du nouveau gouvernement, dont M. Mohamed Haidar, précédemment vice-président du conseil pour les affaires économiques, et le colonel Ali Zaza, ministre de l'Intérieur, remplacé par le général Adnan Daghab. Le nouveau gouvernement comprend sept ministres d'Etat, dont trois sont chargés des affaires de la présidence de la République, des questions dépendant de la présidence du conseil et des affaires étrangères.

Par ailleurs, une femme entre pour la première fois au gouvernement en Syrie : Mme Najah Attar, qui occupait de hautes fonctions au ministère de la culture et de l'orientation nationale, devient titulaire de ce portefeuille. La moitié des membres du nouveau cabinet, dont le président du conseil, le général Khleifaudi, appartiennent au parti Baas. Le gouvernement comprend également des communistes, deux représentants de l'Union arabe, trois unionistes socialistes, deux socialistes arabes et neuf indépendants.

Éthiopie

● Les Etats-Unis reconsidéreront leur aide économique et militaire à Addis-Abeba si la « révolution éthiopienne » prend une tournure « anti-américaine ». Déposant le 8 août devant une sous-commission sénatoriale, M. William Schaefele, secrétaire d'Etat américain adjoint pour les affaires africaines, a déclaré que la coopération entre son pays et l'Ethiopie « sera largement tributaire des options finales du régime militaire révolutionnaire qui a pris le pouvoir en 1974 ».

M. Schaefele a également indiqué que son gouvernement examinait « avec une inquiétude considérable » la situation à Djibouti, tout en espérant cependant que la Somalie et l'Ethiopie respecteraient l'indépendance annoncée du Territoire français des Afars et des Issas.

A la radio allemande

M. SAUVAGNARGUES : le Parlement européen n'aura que les compétences prévues par le traité de Rome.

M. Sauvagnargues, ministre français des affaires étrangères, considère que le Parlement européen élu au suffrage universel n'aura pas de compétences élargies.

Dans une interview à la radio allemande Deutschlandfunk, le ministre français des affaires étrangères a déclaré : « Le Parlement européen élu au suffrage universel n'aura que les compétences prévues par les traités de Rome, ni plus ni moins. Ceux qui pensent qu'un tel Parlement devrait élaborer une quelconque Constitution pour l'Europe se font des illusions. L'Europe ne sera pas construite de cette manière. Elle sera édifiée par la collaboration des institutions européennes existantes ».

Evitant les rapports franco-allemands, le ministre a nié qu'il connaissait un refroidissement et a affirmé que le gouvernement français n'avait nullement critiqué le chancelier Helmut Schmidt pour ses déclarations sur l'Italie. — (A.F.P.)

Cette dernière déclaration de M. Sauvagnargues est quelque peu surprenante. C'est en effet le porte-parole de l'Elysée, M. Guyon-Beauchamps, qui avait déclaré, le 19 juillet, que les autorités françaises « désapprouvent les déclarations extérieures concernant la situation politique interne des Etats partenaires ». Il se rétracta à la déclaration du chancelier Schmidt selon laquelle il avait été décidé, au sommet de Porto-Rico, de refuser toute aide économique à un gouvernement italien où siègeraient des ministres communistes.]

LES VENTES D'ARMES AMÉRICAINES À L'IRAN ATTEINDRONT 10 MILLIARDS DE DOLLARS D'ICI À 1980

Téhéran (A.F.P.). — « Le volume des échanges commerciaux trans-américains atteindra la somme de 40 milliards de dollars pendant les cinq années à venir », a déclaré, samedi 7 août, le ministre iranien de l'Economie et des finances, M. Ehsanbakhsh, au cours d'une conférence de presse qu'il donnait en compagnie du secrétaire d'Etat américain, M. Henry Kissinger, à l'issue de la session de la commission économique mixte trans-américaine.

« Les livraisons de pétrole iranien aux Etats-Unis (environ 16 milliards de dollars) sont comprises dans ce chiffre », a-t-il précisé. En outre, les achats d'armes américaines par l'Iran, qui doivent atteindre une dizaine de milliards de dollars, n'y figurent pas.

M. Kissinger a précisé que l'accord sur la vente de six ou huit réacteurs nucléaires américains à l'Iran sera conclu prochainement. En ce qui concerne le renforcement du potentiel défensif de l'Iran, M. Kissinger a déclaré que la politique iranienne dans ce domaine correspond aux intérêts des Etats-Unis, qui souhaitent que les pays soucieux de leur sécurité fassent un effort en vue d'assurer leur propre défense.

Le secrétaire d'Etat s'est félicité du rôle constructif assumé par l'Iran sur le plan international, et a invité les pays de la région à coopérer avec l'Iran et dans l'intérêt du monde et dans celui du développement de la région.

M. FORD INTERROGE M. BREJNEV SUR LA PUISSANCE DES DERNIÈRES EXPLOSIONS NUCLÉAIRES SOVIÉTIQUES

Washington (A.F.P.). — Le président Ford a révisé dimanche 8 août qu'il avait envoyé une note à M. Leonid Brejnev lui demandant si les deux essais nucléaires soviétiques qui ont eu lieu en U.R.S.S. les 4 et 29 juillet ont excédé le plafond de 150 kilotonnes fixé par le traité américano-soviétique du 22 mai dernier.

Dans une interview accordée à Associated Press à Camp David, près de Washington, où il a passé une partie du week-end, le président Ford a noté que, même si ces essais avaient dépassé la limite des 150 kilotonnes, il n'y aurait pas de violation, puisque les traités n'ont encore été ratifiés ni par les Etats-Unis ni par l'U.R.S.S. Mais, a ajouté M. Ford, ce serait « décevant ».

Parallèlement, la Maison Blanche a décidé de ne plus révéler à l'avenir la puissance des explosions nucléaires soviétiques, a annoncé un porte-parole. M. Ford espère sans doute ainsi couper court aux critiques de son rival dans la course à l'investiture républicaine. M. Reagan, qui accuse le président de placer les Etats-Unis dans une position militaire diminuée par rapport à l'U.R.S.S.

● M. JEAN CHAPDELAIN, député général du Québec à Paris, est rentré dans son pays le jeudi 5 août après avoir été reçu en visite d'adieu par le premier ministre, M. Jacques Chirac. M. Chapdelaine, qui était en poste à Paris depuis décembre 1964, devient président du conseil de la culture du Québec. — (A.F.P.)

هنا من الأمل

Le Caire rejette sur la Libye la responsabilité d'un attentat à la bombe

Syrie

Le volat militaire de l'accord n'est pas le seul à être demeuré intacte, le volet politique a subi le même sort. En premier lieu, le comité syro-libano-palestinien n'a pas tenu de réunion et ne paraît pas près de le faire.

Le camp conservateur a, en effet, refusé la participation à ce comité d'une délégation progressiste. Faisant un distingué entre l'aspect « libano-palestinien » de la crise et son aspect « libano-libanais », la droite chrétienne soutient que, l'accord de Damas se rapportant à la présence palestinienne au Liban, le « mouvement national » progressiste n'a aucune raison de participer à la discussion puisqu'il s'agit totalement de la cause et des vues de la résistance palestinienne. Le « front libanais » (conservateurs chrétiens) quant à lui, étant en conflit avec la résistance, doit négocier avec elle. « Par contre, font valoir les phalangistes, lorsqu'on devra débattre des structures libanaises, les progressistes auront leur place autour d'une éventuelle « table ronde ». Mais ils ne seraient pas nos seuls interlocuteurs : d'autres forces devront être présentes. D'autres forces, c'est-à-dire la droite musulmane. La gauche et les Palestiniens ne sont naturellement pas de cet avis et soutiennent que « tous les combattants doivent être associés à toutes les négociations ». Ils ont en riposte, d'après leur position et vont soumettre à l'émission de la ligne arabe, M. Kholid, qui paraissait dimanche soir les et septicisme, un mémorandum résumant l'application des résolutions de cet organisme et interprétant celles-ci comme impliquant le retrait des troupes syriennes du Liban. M. Jomblatt, de son côté, a déclaré dimanche soir : « La guerre durera tant que les Syriens seront au

Damas et ses alliés chrétiens demandent de nouvelles concessions à la résistance palestinienne

De notre correspondant

Liban. Nous ne capitulerons pas. Il va sans dire que Damas est indignée par cette attitude. La persistance des attaques dont elle est l'objet dans les organes d'information palestiniens et la présence dans la délégation proposée par les progressistes de deux officiers de l'armée du Liban arabe avaient déjà provoqué l'indignation des responsables syriens. Ceux-ci ne semblent donc plus, de leur côté, intéressés dans l'immédiat à la réunion du comité syro-libano-palestinien qu'ils avaient mis sur pied.

Les conservateurs libanais et Damas auraient donc abouti à la même conclusion : de nouvelles concessions sont nécessaires pour obtenir les concessions politiques exigées de la résistance palestinienne qui doivent se traduire par le contrôle de la présence palestinienne au Liban et par l'élimination de la gauche de la scène politique libanaise.

Pas de « cassure » dans l'opinion syrienne

Quelle forme revêtira cette pression ? Nouvelle escalade sur le terrain ou pourrissent-ils ? En tout état de cause, malgré les tiraillements qui ont caractérisé la formation du nouveau gouvernement syrien, on n'observe ni chez les conservateurs ni chez les palestino-progressistes de changements notables de la politique syrienne au Liban. Certes, le général Khlifati a réitéré plus d'une fois sa volonté de rapprochement avec l'Irak que ne l'était son prédécesseur, M. Ayyoub. Néanmoins, c'est le président Assad qui détermine cette politique, et plutôt que de s'être laissé imposer un censeur en la personne de M. Khlifati, il est bien plus probable que le chef de l'Etat syrien a cherché à assurer une couverture solide en la personne de son nouveau premier ministre.

En effet, s'il paraît tenir bien en main la situation intérieure, le président Assad n'en fait pas moins face à de sérieux problèmes consécutifs à la crise libanaise. Celle-ci est, en effet, aussi présente à Damas qu'à Beyrouth. Non seulement parce que plus d'un million de réfugiés du Liban — cinq cent mille syriens, cent cinquante mille Palestiniens et surtout cinq cent mille Libanais, selon les chiffres cités par le président Assad — ont, dans les villes syriennes, une « présence socio-économique » qui s'impose à chacun et à chaque coin de rue, mais surtout parce que le gouvernement syrien et la population n'ont pratiquement pour unique souci que l'affaire libanaise.

L'O.L.P. et la gauche libanaise ont beaucoup spéculé sur la « cassure » qui se produirait en Syrie entre les dirigeants d'une part, l'armée et le peuple de l'autre, du fait que l'armée est engagée au Liban contre les Palestiniens et leurs alliés. Force est de constater que cette cassure ne s'est pas produite. Certes, le militarisme propalestinien reste vivace à l'université. Et il s'est sans doute produit d'autres renouveau dans l'armée, par suite de l'intervention syrienne au Liban, que les cas reconnus des deux aviateurs qui se sont posés avec leurs Mig en Irak. Néanmoins, l'armée syrienne paraît avoir « digéré » la besogne qu'on lui fait faire au Liban. Quant à la population, tout en se plaignant de la charge que représente pour elle les « cousins », qui, chassés par la guerre civile, ont redécouvert leurs parents de Damas d'Alep et d'ailleurs, elle ne semble pas faire déborder ses griefs sur le plan idéologique ou politique comme l'espèrent les Palestiniens et les progressistes de Beyrouth.

L'explication pourrait être simple : les réfugiés libanais appartenant en majorité à la moyenne et à la petite bourgeoisie musulmane. Or celle-ci était déjà opposée à la résistance palestinienne et, par nature, à la gauche. Effrayée par l'anarchie grandissante dans le secteur palestinien-progressiste qui l'a portée à fuir, cette classe moyenne musulmane n'est certes pas venue

Les forces conservatrices contrôlent entièrement le quartier musulman de Nabaa

De notre correspondant

Les combats, qui avaient diminué d'intensité au Liban dans la journée du dimanche 8 août, se sont intensifiés dans la soirée. De violents accrochages et des tirs meurtriers se sont produits sur l'ensemble des « fronts traditionnels » dans la région de la capitale et en montagne.

La radio progressiste a annoncé lundi matin que les éléments des nouvelles minorités à Beyrouth, en secteur conservateur chrétien, ont été totalement défaits dans la nuit de dimanche à lundi par des « obus à forte puissance explosive » tirés par l'artillerie progressiste « après l'utilisation de projectiles similaires par les islamistes ».

Les obus de ce type sont généralement utilisés pour la destruction de bâtiments ou d'ouvrages fortifiés. C'est la première fois qu'ils sont utilisés dans le conflit libanais. Après la suspension des opérations d'évacuation des blessés de Tell-El-Zaatar, le camp palestinien est de nouveau soumis à de violents bombardements. Ses défenseurs affirment avoir repoussé lundi matin une tentative d'infiltration des milices chrétiennes. Les Voix du Liban (phalangiste) a annoncé que quatre cents familles de Tell-El-Zaatar avaient réussi à s'enfuir du camp dans la nuit de samedi à dimanche et à trouver refuge dans le quartier de Dekouaneh, tenu par les forces chrétiennes. Cette information a été catégoriquement démentie par un porte-parole palestinien qui l'a qualifiée de « propagande ridicule ».

Les forces conservatrices contrôlent désormais le quartier populaire de Nabaa, à majorité musulmane chiite, dont presque tous les habitants ont fui le quartier est maintenant livré au pillage et de nombreux immeubles sont éventrés ou ont été incendiés. Les phalangistes ont annoncé que près de deux cents « Palestiniens et communistes », qui avaient trouvé refuge dans le quartier arménien de Bourj-Hamoud, ont été déportés vers le camp de Dekouaneh. M. Amine Gemayel, responsable militaire régional, a précisé que ces prisonniers seront traités conformément aux conventions internationales. Les combats de lundi et de vendredi auraient fait à Nabaa, selon le quotidien

Tension en mer Égée à propos de l'exploitation des ressources pétrolières

ATHÈNES : défendre le « statu quo »

De notre correspondant

Athènes. — Les recherches hydrographiques que le bateau turc *Xora*, rebaptisé *M.C.A. Sismik-1*, effectuée depuis le 24 juillet dernier en mer Égée, et qui doivent durer plusieurs semaines, se trouvent au centre de la tension régnant entre la Grèce et la Turquie depuis la fin de 1973.

Depuis quinze mois, les dirigeants d'Athènes avaient prévenu les Etats-Unis et l'O.T.A.N. que, si le *M.C.A. Sismik-1* entrait dans les eaux territoriales grecques, il en résulterait une situation pouvant déclencher la guerre entre la Grèce et la Turquie. Les autorités turques ont bien spécifié que le *M.C.A. Sismik-1* resterait dans les eaux territoriales turques, mais la Turquie ne reconnaît pas l'accord de Genève de 1958 qui donne aux îles grecques de l'Égée le contrôle du plateau continental sur lequel elles reposent.

Le 6 août dernier, à 19 h. 45, le *M.C.A. Sismik-1* a navigué pendant quelques heures dans les eaux territoriales grecques au-dessus de la région nord-ouest du plateau continental de l'île grecque de Lesbos. Le gouvernement hellénique a immédiatement mis en garde celui d'Ankara et averti les pays amis sur le danger que représentait pour la paix dans cette région ce qui est considéré par les Grecs comme une « provocation ». Les dirigeants d'Athènes souhaitent que le pire soit évité, mais ils estiment qu'en agissant de la sorte les Turcs jouent avec le feu.

Un risque de guerre

Les Grecs savent que, depuis la découverte d'importantes gisements de pétrole au large de l'île de Thasos, dans le nord de la mer Égée, leurs voisins turcs ont relancé l'opération visant à remettre en cause le « statu quo » accepté depuis un demi-siècle par la Grèce et la Turquie. Tablant sur la situation de force créée par l'invasion de Chypre, les Turcs revendiquent le règlement du problème de leur contentieux avec la Grèce : frontière maritime, espace aérien, plateau continental, pétrole, minorité. Ils n'ont pas donné suite à la proposition faite, en mai dernier, par le premier ministre grec Caramanlis d'un pacte de non-agression et refusé de s'en

ANKARA : pour un partage plus équitable

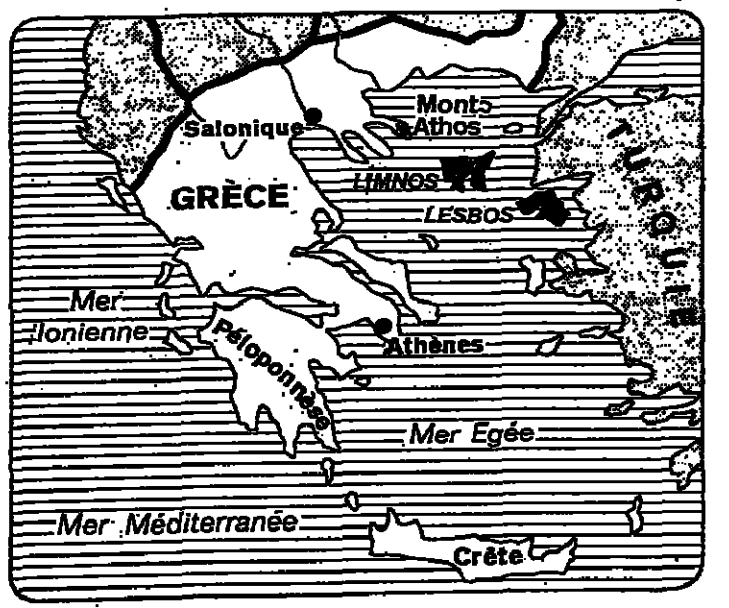
De notre correspondant

Ankara. — La Turquie n'est pas signataire de la convention de Genève de 1958. Tout en acceptant que les Etats d'archipel puissent avoir un droit exclusif sur leur plateau continental jusqu'à 200 mètres de profondeur, elle estime toutefois inapplicable cette stipulation aux réalités de la mer Égée, mer semi-fermée. Ankara considère qu'il s'agit d'un « cas particulier » puisque la Grèce ne possède pas moins de trois mille cinq cents îles en mer Égée. Reconnaître aux îles grecques, proches des côtes turques, certaines éloignées à peine de 300 mètres, comme les îles de Kos ou Samos, un droit exclusif sur le plateau continental jusqu'à 200 mètres de profondeur, serait insensé, puisque la partie sud-est de plusieurs îles grecques, proches de la Turquie, n'est en réalité que « la prolongation naturelle du continent anatolien ». A toute occasion, les dirigeants turcs déclarent qu'ils s'opposent à « la main basse grecque sur la mer Égée ».

Ankara propose donc à Athènes de s'entendre par voie de négociation pacifique et sur un principe d'équité, en raison du caractère particulier de la mer Égée. Les Grecs, de leur côté, insistent pour que le différend soit porté devant la Cour internationale de Justice.

La Turquie propose donc à Athènes de s'entendre par voie de négociation pacifique et sur un principe d'équité, en raison du caractère particulier de la mer Égée. Les Grecs, de leur côté, insistent pour que le différend soit porté devant la Cour internationale de Justice.

MARC MARCEAU.



nale de La Haye, ce que les Turcs refusent, ou par méfiance aux juges occidentaux, qui pensent-ils, statueront conformément à la convention de Genève.

Mais il semble que les deux parties attendent depuis plusieurs années déjà la fin de la conférence des Nations unies sur le droit de la mer. Dans le cas où la Grèce porterait à 12 milles marins la limite de ses eaux territoriales, Ankara estimera que la mer Égée devant ainsi un lac grec, il y aurait là un casus belli. A l'heure actuelle, selon le régime des 6 milles marins, une part de la mer Égée entre dans les eaux territoriales de la Grèce, 55 % demeurant comme zone internationale et seulement 5 % constituant les eaux territoriales turques.

A ce différend est liée également la question du contrôle de la zone aérienne (FIR) au-dessus de la mer Égée, que les Turcs estiment vitale pour leur sécurité. Athènes n'autorise aucun survol de la mer Égée depuis août 1974, même ses avions commerciaux. Ces derniers doivent passer par Sofia avant d'atterrir à Istanbul.

Après la découverte de gisements pétroliers près de l'île grecque de Thasos, les Turcs ont compris enfin l'enjeu que représentait pour eux l'utilisation des ressources pétrolières de la mer Égée et beaucoup plus importante aux yeux des Turcs que le problème chypriote. Les Turcs déclarent se sentir « étouffés » par la présence grecque très proche de leurs côtes. Ils paraissent décidés à sauvegarder l'espace vital de six millions de Turcs habitant le long du littoral égéen.

Espagne

Les lenteurs dans l'application de l'amnistie suscitent de nouvelles protestations

De notre correspondant

Madrid. — Le cabinet Suarez a attendu le 7 août, premier mois d'existence au cours duquel la politique espagnole a changé de style et surtout de rythme. M. Alfonso Osorio, ministre de la présidence et second vice-président du gouvernement, a déclaré : « Le gouvernement est fermement décidé à se manifester, par des actes plus que par des paroles. » Or, au cours des trente jours qui viennent de s'écouler, on ne peut dire que ce gouvernement ait réalisé des actes concrets tels que la déclaration de programme du 18 juillet, la révision du concordat de 1853 et l'amnistie du 30 juillet.

Pour le moment, cette amnistie s'applique néanmoins au compte-goutte. Le 7 août, quatre jours après la promulgation du décret-loi d'amnistie, cinquante-cinq personnes seulement en avaient bénéficié. Les avocats du barreau de Barcelone constatent, à ce propos, que « l'amnistie est partielle, limitée et ne correspond pas à ce que demandait le peuple ». Un groupe d'une centaine d'avocats ont attiré l'attention sur le fait « que le procureur principal du tribunal suprême, de qui on attend une circulaire d'orientation sur l'application de l'amnistie, est en vacances à Marbella, et que le tribunal d'ordre public n'a pas non plus reçu les orientations qu'il attendait du ministère de la Justice ».

On sait, d'autre part, que pour la plupart, les prisonniers politiques basques ne bénéficieront pas de l'amnistie. MM. Juan María Bandres et Miguel Castell, défenseurs de militants de l'organisation révolutionnaire basque ETA dans plusieurs procès, ont déclaré : « Le peuple basque continuera de demander une amnistie totale et sans restriction. » En tout cas, le gouvernement ne prendra guère de vacances cet été : deux conseils des ministres auront lieu ce mois-ci à Madrid. Le premier est fixé au mardi 10 août. L'un des objectifs prioritaires est de préparer la réforme constitutionnelle et la loi électorale, qui seront soumises à référendum.

Le gouvernement semble vouloir négocier la loi et le référendum avec l'opposition avant de la proposer à l'approbation des Cortes. Le président Suarez a pris personnellement contact avec la plupart des diri-

geants de l'opposition de droite, du centre et de la gauche, au point d'avoir, par exemple, une convention de quarante minutes avec le Raul Morodo, secrétaire général du parti socialiste populaire. Quant à l'opposition, son principal problème est celui de l'unité. Certains partis, comme la gauche démocrate-chrétienne, dont la force va croissant, ne sont pas membres de la Coordination démocratique (jusqu'à maintenant l'organisme unitaire plus large de l'opposition). D'autre part, au sein de cette même Coordination démocratique, des tensions se manifestent entre les grands partis politiques de gauche, qui ont une vision pragmatique de la réalité, et des petits partis d'extrême gauche et du groupe de droite des démocrates indépendants que dirige M. Antonio Garcia-Trevijano, qui ont des positions beaucoup plus radicales.

Le gouvernement négocie également sur sa droite. Le président Suarez s'est entretenu, entre autres, avec M. Gonzalo Fernandez de la Mora, directeur de l'école diplomatique et président de l'Union nationale espagnole, parti qui se situe de la continuité franquiste. Le gouvernement espère ainsi pouvoir compter avec les deux cent quatre-vingt voix qui lui sont nécessaires aux Cortes, afin de pouvoir soumettre les nouvelles lois démocratiques au référendum.

Un autre problème pour le gouvernement est celui qui représente le chômage (un million de personnes sans travail, environ) et l'inflation (plus de 15 % en 1975). Ce lundi 9 août, il devait signer avec un groupe de banques espagnoles et étrangères un emprunt d'un milliard de dollars.

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

Le professeur Enrique Tierno Galván, président du parti socialiste populaire, a retrouvé samedi sa chaire de droit politique à l'université de Salamanca, qu'il avait perdue en 1965 pour avoir pris part à une manifestation d'opposition à l'université de Madrid. Deux autres professeurs d'opposition, MM. José Luis López Aranguren Jimenez et Augustín García Salvo, ont retrouvé leur poste à l'université de Madrid en vertu du décret-loi d'amnistie. — (Reuter.)

EUROPE

ASIE

Chine

Nouvelle « secousse secondaire » à Pékin

« Le Quotidien du peuple » exalte l'efficacité des secours

Une nouvelle secousse, relativement faible, consécutive au tremblement de terre du 28 juillet, a été ressentie lundi matin à Pékin. Cette secousse secondaire, qui, selon l'Agence japonaise Kyodo, aurait atteint une magnitude 5 sur l'échelle de Richter, ne semble pas avoir provoqué de dégâts supplémentaires dans la capitale chinoise, dont les six millions d'habitants sont toujours en état d'alerte. Lundi, en fin de matinée, aucune information de source officielle n'avait encore été donnée sur cette nouvelle secousse.

Dans la région de Tang-Chan, qui se trouve à l'épicentre du séisme du 28 juillet, et également, selon les Japonais, du tremblement de terre de ce lundi, la situation a été rendue plus critique ces derniers jours par des pluies torrentielles. D'importants secours ont cependant été organisés, et plusieurs milliers de médecins et d'infirmières se trouvent sur place. Dans une récente émission, la radio de Changhaï a mis l'accent sur la lutte contre les épidémies.

Un groupe de dix-huit voyageurs danois, qui se trouvaient à Tang-Chan la nuit du séisme ont rapporté dimanche que toute la partie ouest de la ville, la seule qu'ils aient pu voir, était totalement rasée et transformée « en un immense tas de briques et de gravats ». Ils ont assuré à l'A.P.P. avoir vu un grand nombre de morts et assisté à l'évacuation de centaines de blessés vers Pékin et Shenyang, la capitale du Liaoning. En l'absence de tout bilan officiel, les rares témoignages recueillis auprès de Chinois, dont la famille a été touchée par le séisme, confirment des pertes humaines extrêmement lourdes et des dégâts matériels immenses.

De notre correspondant

Pékin. — Le Quotidien du peuple, ce lundi 9 août, la « réalisation miraculeuse » des secours de Tang-Chan qui, deux jours après le tremblement de terre du 28 juillet, ont réussi à faire redémarrer la production du charbon dans les houillères de Kailuan. « Peu après le tremblement de terre, écrit l'organe du P.C. chinois, des étrangers ont dit qu'il s'agissait d'un miracle de Kailuan et de Tang-Chan. L'héroïsme des mineurs, des ouvriers et des soldats de l'armée populaire a réduit à néant cette estimation sans fondement. L'Agence Chine nouvelle donne d'autres quelques détails sur les effets de la catastrophe dans les galeries minières. Elle assure notamment que, sur les dix mille mineurs qui faisaient partie des équipes de nuit et se trouvaient au fond du

moment du séisme, seuls « quelques-uns » n'ont pas pu être sauvés et ramené à l'air libre dans les heures qui ont suivi.

Certes, les quantités de charbon extraites depuis le tremblement de terre sont symboliques, mais il est clair que le travail de reconstruction a avancé à un rythme rapide dans la région sinistrée. Dès samedi, l'Agence Chine nouvelle avait annoncé le rétablissement du trafic ferroviaire sur la ligne qui traverse Tang-Chan et qui avait été endommagée par le séisme. Elle a également annoncé que, au moins gravement, sur une longueur de 230 kilomètres.

Le Quotidien du peuple, en vantant ces exploits, observe qu'« ils auraient été impossibles dans l'ancienne Chine, sous le régime capitaliste » et sont le résultat de « l'initiative socialiste » déployée par la classe ouvrière.

Ces nouvelles encourageantes n'ont pas modifié toutefois l'état d'alerte toujours en vigueur à Pékin. Selon des indications concordantes, les autorités chinoises estiment que le danger d'autres « répliques » sensibles au séisme du 28 juillet est encore sérieux cette semaine et ne s'atténuera réellement qu'une fois passé le cap du 15 août.

ALAIN JACOB.

● Selon des informations en provenance de Tachien, les autorités nationales ont envoyé plus de 170 000 ballons chargés de médicaments et de vivres destinés aux victimes du tremblement de terre du 28 juillet. Les lancers de ballons ont eu lieu de l'île de Hainan, qui fait face à la province du Fukien. Selon la même source, des avions de chasse chinois auraient abattu ces ballons. — (A.F.P., U.P.I.)

Cambodge

UN FAUX « APPEL »

Plusieurs des personnalités dont la signature figurait au bas d'un appel présenté comme une lettre à M. François Mitterrand s'abstiennent de menaces pendant sur les familles (le Monde) daté 8-9 août) nous signalent qu'elles n'ont pas signé un tel texte. Il apparaît donc qu'il s'agit d'un faux.

Le Monde, dans la bonne foi, a été surpris, présente ses excuses à Mme Maria Jolas, dont la signature, évidemment apocryphe, figurait au bas du document en question, et aux autres victimes de cette manœuvre.

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

● DE VIOLENTS AFFRONTEMENTS ont opposé samedi 7 août, à Hambourg, les forces de l'ordre à des manifestants qui protestaient contre un congrès international d'extrémistes de droite organisé par le parti national démocratique (N.D.P.) d'Allemagne de l'Ouest. Trois personnes ont été blessées et onze interpellées. — (Reuters)

Inde

● LA B.B.C. a annoncé, jeudi 5 août, qu'elle ferait son bureau de New-Delhi, ne pouvant maintenir ses activités normales depuis la mise en place de la censure, l'an dernier, dans le cadre de l'état d'urgence. Le bureau de la B.B.C. à New-Delhi n'avait été fermé qu'une seule fois, en 1970, lors de la controverse consécutive à la diffusion, à Londres, des documents de Louis Malle sur l'Inde.

Irlande du Nord

● UNE MANIFESTATION, organisée dimanche 8 août, à Belfast, par les sympathisants de l'I.R.A. provoqua une dégradation dans la soirée. Des groupes de jeunes gens ont jeté des pierres et des cocktails Molotov contre les forces de l'ordre, qui ont riposté avec des gaz lacrymogènes. Un cocktail Molotov a mis le feu à un immeuble de la rue de la ville. La manifestation était organisée pour célébrer le cinquantième anniversaire de l'instauration de la dévolution sans jugement en Irlande du Nord. Cette procédure a été supprimée en mars dernier, mais les manifestants réclamaient le rétablissement du statut de prisonniers politiques pour les détenus « républicains ». — (A.F.P.)

Italie

● M. TULLIO CIANETTI, qui fut membre du grand conseil fasciste et ministre des cor-

porations de Mussolini, est mort à Maputo, au Mozambique, il était âgé de soixante-dix-huit ans.

En 1943, Tullio Cianetti avait été jugé avec dix-huit autres dirigeants fascistes, dont le genre de Mussolini, Galeazzo Ciano, au cours d'un grand procès à Vérone. Accusés de haute trahison, les inculpés furent tous exécutés, à l'exception de Cianetti, grâce à l'intervention personnelle du Duce. Condamné à trente ans de prison, Cianetti fut libéré à la fin de la guerre, et vivait depuis lors au Mozambique. — (A.F.P.)

Japon

● M. TANAKA, l'ancien premier ministre arrêté le 27 juillet et inculpé d'obstruction à la législation sur le contrôle des changes, s'est entendu signifier le 5 août une nouvelle inculpation de corruption. — (A.F.P.)

Rhodésie

● LE PREMIER ARCHEVÊQUE NOIR DE RHODESIE, Mgr Patrick Chakaipa, âgé de quarante-quatre ans, a été intronisé le 7 août, à Highfield, dans la banlieue noire de Salisbury, en présence de vingt mille personnes. Mgr Chakaipa remplace Mgr Francis Mark-sall, un jesuite né à Londres, qui a pris sa retraite. Le nouvel archevêque était, depuis deux ans, évêque auxiliaire de Salisbury. — (Reuters, A.F.P.)

Territoire des Afars et des Issas

● M. AHMED OMAR BOURHAN, secrétaire général du Mouvement de libération de Djibouti (M.L.D.), dont le siège est à Addis-Abeba, a accusé, le 7 août, la France d'avoir installé dans le territoire un régime « fautoche », « dans le but d'y maintenir le plus longtemps possible sa domination coloniale ». — (A.F.P.)

RELIGION

La « suspense a divinis » de Mgr Lefebvre

Huit personnalités demandent à Paul VI de reconsidérer sa décision

Huit personnalités du monde des lettres et des arts ont adressé à Paul VI une lettre demandant au pape de reconsidérer la sanction canonique dont vient d'être frappé Mgr Marcel Lefebvre, supérieur du séminaire d'Ecône. Ce sont : Michel Ciry, Michel Droit, Jean Dubourd, Edouard Benaïm, Michel de Saint-Pierre, Louis Sallanon, Henri Sanguet et Gustave Thibon.

Voici des extraits de ce document : « Les sanctions qui viennent d'être prises contre Mgr Lefebvre et son séminaire d'Ecône ont créé une grande émotion en France. Bien au-delà des traditionalistes proprement dits, c'est la foule immense des catholiques français qui se sentent touchés. Depuis des années, ils s'inquiètent de l'évolution de leur religion. Ils ne disent rien, n'ayant aucune qualité pour parler. Simplement, ils s'alignent [...] »

Mgr Lefebvre avait passé le plus clair de sa vie dans une activité de mission-

naire. Il avait été délégué apostolique en Afrique. Votre prédécesseur, le pape Jean XXIII, qui l'estimait beaucoup et l'aimait bien, l'avait nommé membre de la commission centrale de préparation du concile (...). Comment un tel évêque, qui, toute sa vie, a servi l'Eglise de manière insigne, pourrait-il y être soudainement un étranger ? (...) »

D'étranges messes — parfois occuméniques — et qui n'ont rien à voir avec la messe de Paul VI sont célébrées un peu partout dans la plus parfaite impunité. Toute « célébration eucharistique » serait-elle permise sans la messe traditionnelle ? Toute église pourrait-elle être ouverte aux musulmans, aux israélites, aux bouddhistes et fermée aux seuls prêtres en soutane ? (...) Ce très grave procès fait à Mgr Lefebvre et à son séminaire ne pourrait-il être reconsidéré ? (...) L'amour que vous éprouvez pour le peuple chrétien de France ne pourrait-il l'emporter sur une rigueur qui, frappant

le plus notoire de nos défenseurs de la tradition, achèverait de traumatiser irrémédiablement ce peuple ? La charité ne pourrait-elle inspirer la restauration de l'unité dans la vérité unique ? Il nous semble que la messe traditionnelle et le sacerdoce de toujours seraient susceptibles de trouver leur place dans la consolidation et l'extension d'une Eglise qui n'a jamais cessé de garder ses dogmes et ses formes essentielles à travers ses adaptations successives aux vicissitudes de l'histoire. Que deviendrait une Eglise sans prêtres et sans messe ?

D'autre part, deux responsables de l'Association Pie X, qui groupe les chrétiens du Nord, du Pas-de-Calais, de l'Alsace, de la Somme, ainsi que ceux de la Belgique, ont confirmé à Lille, le dimanche 7 août, la venue dans cette ville de Mgr Lefebvre, prévue pour le 28 août. Le prélat doit y célébrer la messe dans un motel de la banlieue.

POINT DE VUE

LE CHAMPION, L'ÉVÊQUE ET LA CLAMEUR

par ANDRÉ MANDOUZE (*)

B IEN que « suspendu a divinis », Mgr Lefebvre aura-t-il l'audace de célébrer sa messe le 29 août à Lille ? Encore un peu, et cette question va devenir en France presque aussi lancinante que, dans la seconde quinzaine de juillet, celle qui se posait à propos de Guy Druet : va-t-il ou non gagner les 110 mètres haies à Montréal ?

Et, quand on pense au télégramme du secrétaire général de l'U.D.R. au « cher Guy Druet » pour ce exploit qui honore la France et le mouvement gaulliste auquel vous appartenez, on est en droit de se demander quel nouveau record va battre l'imbécillité humaine, et comment « l'exploit » éventuel de l'évêque intégriste va être salué par ceux qui y verront la marque du champion incontesté de l'orthodoxie anticonciliaire ou, inversement, va être conspué comme une trahison par rapport à l'Eglise romaine à laquelle il aura ainsi voulu manifester qu'il n'appartient plus.

La fonctionnement actuel des mass media est tel que la périodique cache presque toujours l'événement. Solutions de facilité, cultes des vedettes, frissons devant les « scandales » — scandés ou non, tentations instinctives ou idéologiques de dissimuler les vrais problèmes ou

d'en divertir par des exemples édifiants ou malsains, tout concourt aujourd'hui à égarer l'opinion et à faire prendre pour des réactions personnelles des réflexes conditionnés. Difficile est ici le partage entre stimulation et simulation, mais certain le rapport entre provocation et mystification.

Même si l'on peut déplorer que la « sportivité » des Français se mesure essentiellement à la ténacité de leur position assise sur les gradins des stades ou devant leur poste de télévision (un beau sujet de réflexion pour M. Druet en tant que conseiller technique du premier ministre), il n'en demeure pas moins que la magie des images olympiques nous a, au moins pour un temps, donné l'illusion que nous nous intéressons au sport. Pour ce qui est de l'intérêt porté aujourd'hui à l'Eglise par la masse des Français, qui pourrait sans rire prétendre qu'il est grand ? Il n'est pas besoin de sondages d'opinion pour s'apercevoir de la baisse de la pratique religieuse et plus particulièrement de l'indifférence manifestée par beaucoup de jeunes à l'égard de l'Eglise considérée comme institution.

Une « petite histoire » prise au tragique

Et voilà qu'on prétend nous mobiliser sur les problèmes ecclésiastiques — les plus institutionnels qui soient ! Voilà qu'on ne trouve rien de mieux, ici et là — non seulement dans les milieux de l'information, mais encore dans les milieux chrétiens, intégristes ou progressistes, — on ne trouve rien de mieux que de se passionner pour cette « petite histoire » qu'on voudrait nous faire prendre au sérieux, voire au tragique. Et les uns en ont profité pour

clamer : « Voilà bien où nous a menés le concile en changeant tout ! », les autres de rétorquer que la sanction contre Mgr Lefebvre n'est qu'une mesure d'urgence pour faire un exemple d'un « catéchisme » plus facilement l'autre, et finalement ne rien changer de l'accessoire. Entre les deux bords, les officiels l'ouvoient, partagés entre la crainte que l'exemple ne soit contagieux et le désir de défendre le pape en le créant d'un dosage équitable de rappels à l'ordre sur sa gauche comme sur sa droite, la réduction à l'état laïc de Dom Franzoni intervenant à point nommé.

Reste qu'il suffit d'avoir l'air martyr pour éveiller en faveur d'une cause, même mauvaise. A la télévision, Mgr Lefebvre n'a pas caché qu'il comptait sur ce mouvement instinctif de l'opinion en faveur d'un « persécuté », et, comme il n'est pas dans les habitudes des chrétiens de gauche d'applaudir aux coups de crosses, l'instinctif dirigé contre leurs adversaires, le champ est largement ouvert aux initiatives d'une poignée de maurassiens qui n'ont rien oublié ni rien appris, mais qui, disposant de gros moyens et de forts appuis politiques, sont bien placés à profiter de l'occasion afin d'essayer de se faire passer pour les seuls défenseurs de l'Eglise authentique.

On peut être sûr que, jusqu'à la date fatidique du 29 août (on joue décidément sur le — ou la — « suspense », dans les deux sens du mot), rien ne sera négligé pour faire nombrer, tapage et éventuellement violence (voir l'attentat contre l'archevêque de Marseille). Freuve menaçant de l'Eglise conciliaire, on peut douter que leurs auteurs aient jamais mis le pied dans une parole actuelle, accents angloisés sur le « trouble » de l'Eglise, chantage au schisme, tout sera bon pour susciter dans les milieux bien-pensants des déclarations dont la flamme paillera l'indignance, pourvu que les titres de l'auteur paraissent une garantie au bon public. Et voilà comment, dans un pays où l'on fréquente beaucoup

plus les stades que les églises, on réussit à faire d'un obscur évêque une vedette... catholique !

Je ne connais pas personnellement Mgr Lefebvre, mais je suis à peu près certain qu'il ne se doute pas un seul instant de la façon dont on veut se servir de lui et l'obliger en fin de compte à franchir la dernière haie pour obtenir la médaille de l'excommunication. Pauvre vieil homme qui se déclare traditionaliste mais qui se trouve paradoxalement la proie de la publicité moderne, d'une publicité alternativement larmoyante ou terroriste, mais soigneusement programmée selon une stratégie essentiellement à faire peur.

Faire peur dans l'espoir d'anéantir le mouvement — pourtant bien modeste — de l'aggiornamento esquissé par Vatican II ; faire peur en jetant la suspicion sur tout ce qui n'est pas reproduction « intégrale » d'un certain passé de l'Eglise ; faire peur en suggérant que la rupture avec Rome est le seul moyen de « restaurer le catholicisme » ; telle est la triple tentative du paroxysme imminent ne laisserait personnellement froid si je ne pensais à tous les honnêtes gens qui risquent d'être impressionnés, voire abusés, par ce baroud fracassant sur ce triple terrain qu'ils des titres divers je connais quelques pas.

Et tout d'abord on a beau dire, du côté de Rome comme du côté d'Ecône, que l'usage du latin n'est pas la question essentielle, il n'en est pas moins vrai que les traditionalistes en font pratiquement le signe externe de la validité de la messe, elle-même tenue essentiellement par « obligation » au moins hebdomadaire. Letinisme de profession, je me crois autorisé à affirmer qu'aucun argument ne saurait justifier une revendication tendant à faire d'une langue morte le véhicule d'une Eglise vivante.

S'il est un homme qui a été dérangé dans ses habitudes, quand on s'est mis à dire la messe en français, c'est bien moi, qui avais tout normalement accoutumé au texte latin, et qui n'aurais pas besoin de loucher sur la traduction du missel pour y comprendre quelque chose. Cependant, face aux difficultés croissantes d'un clergé dont il a bien fallu admettre qu'il était dans sa majorité incapable de lire le bréviaire autrement qu'en français, qui aurait pu être assez sot pour prendre en considération les satisfactions infinies de quelques professeurs, de surcroît bien placés pour constater que, parmi leurs étudiants, ce n'est pas

nécessairement les ecclésiastiques qui comprennent le mieux la langue de saint Jérôme ?

Mais surtout, comme son nom même l'indique (d'ailleurs issu du grec et non du latin), l'Eglise est d'abord l'assemblée du peuple de Dieu. Or, comment n'être pas scandalisé qu'on ait pu si longtemps prétendre initier ce peuple aux « saints mystères » par la mystification d'un instrument linguistique interdit à sa compréhension ? Latin, que j'aime plus que toute autre langue, que de sacrifices n'a-t-on pas commis en son nom en le transformant en un idiome de sorcières ! La meilleure illustration de cette escroquerie a été donnée par l'évêque de Nantes à propos d'une vieille dame s'extasiant sur le latin d'une messe dite en fait en portugais. L'essentiel pour elle — la garantie du mystère, — c'était évidemment de n'y rien comprendre.

Historien de l'Eglise tout autant que latiniste, c'est aussi à ce titre que je ne puis admettre l'épave ignorance de ceux qui prétendent, comme Mgr Lefebvre, non seulement passer, bien plus vite que celle de Guy Druet, de la tradition à l'actualité, mais même être seuls contre tous habilités (par eux-mêmes) à la représenter.

Quand le supérieur du séminaire d'Ecône n'hésite pas, devant les caméras, à se proclamer « en rupture avec l'Eglise du présent, pour être fidèle à celle du passé », c'est qu'il compte bien faire croire ainsi à un public peu informé que, à défaut de beaucoup de chrétiens vivants, il a au moins tous les morts derrière lui. Prétendant parler au nom de « deux mille ans de christianisme », que n'a-t-il pour le moins recommandé à ses disciples de feuilleter les cinq volumes parus de l'ouvrage de haute vulgarisation qui porte ce nom (1). Ils y auraient au moins appris que l'Eglise ne commence pas avec le concile de Trente, et que le Syllabus pas plus que l'invention de la soutane ne suffisent à faire de l'Eglise du dix-neuvième siècle celle qui dispensait de connaître l'Eglise des dix-huit siècles précédents.

Il est vrai que, à partir du moment où on commence à connaître, il est moins aisé de dogmatiser, car, si elle n'est pas arbitrairement amputée, l'histoire réelle de l'Eglise révèle constamment de donner tort à l'imprudent. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, l'intégriste moyen aurait-il quelque idée de l'existence des Pères de l'Eglise, qui ne s'avèrent plus de dénoncer comme une scandaleuse invention de Vatican II cette « communion dans la main », très précisément attestée comme étant celle de l'Eglise ancienne. Du jour où ces chrétiens, qui s'imaginent traditionalistes, essayeront de connaître la tradition, la vie réelle de l'Eglise ne leur apparaîtra plus à travers son histoire que bannir une seule chose : l'uniformité.

Ce qui m'amène au troisième et dernier point. « Catholique », ce mot prend volontiers, dans la bouche des pseudo-traditionalistes, une nuance d'exclusivité. Il n'est pour eux de chrétiens que catholiques. Et qui ne répond pas à leur définition très particulière du catholicisme — protestantisme —, à commencer par Paul VI.

Je ne sais comment les sectateurs de la salle Wagram et leurs semblables envisagent de se faire reconnaître sur le monde, l'historien de l'Eglise pourrait offrir bien des prévisions apparemment plus sérieuses, après avoir brisé bien des vies, n'ont pas résisté à l'usage du temps. Mais, plus encore, le simple chrétien que je suis — ou plutôt que j'essais d'être — sait bien qu'il n'est rien s'il prend délibérément le parti de se séparer des autres chrétiens.

Je dis bien des autres chrétiens et

non pas des seuls catholiques, lesquels cependant, depuis le grand schisme et la Réforme, doivent, sous peine d'être des menteurs, se prêter à l'apostrophe que l'Eglise a subie et qui les empêche de pouvoir être vraiment ce qu'ils prétendent être. Si aujourd'hui tant d'hommes se moquent pas mal d'appartenir ou non à l'Eglise, c'est non point à cause du concile, des progressistes ou de je ne sais quoi, mais c'est parce que, enseignant à croire, elle n'est pas elle-même crédible dans la mesure où elle donne l'impression de mettre plus l'accent sur l'unité d'une institution grandement humaine à la communion des hommes en Jésus-Christ.

Aussi bien, après avoir risqué de se laisser prendre à la clameur égoïstement entretenue autour de cette affaire (tellement moins grave par exemple que le drame libanais où les chrétiens sont si gravement impliqués), il serait trop facile de hausser finalement les épaules et de laisser les clercs régler entre eux une question qui ne serait que de boutique. Quelle que soit la décision que prendra Mgr Lefebvre, son étoile passera, bien plus vite que celle de Guy Druet, de la tradition à l'actualité, car s'estompant. En attendant, il faut certes espérer que, du côté du Vatican, on ne se contentera pas de jouer avec ce genre de présences hiérarchiques qui, dans tous les déchirements passés de l'Eglise, a toujours tenu un rôle exorbitant. Mais cela ne suffit pas. Si les scribes et les marchands du Temple tentent une fois de plus d'utiliser un certain appareil d'Eglise contre l'inspiration de l'Evangile, c'est en misant à fond sur le « catholicisme » du peuple de Dieu à manifester qu'il est majeur et qu'il refuse de se laisser mettre en pièces sous prétexte que des hommes d'Eglise s'enchaînent à confondre ministère et pouvoir.

* Professeur de langues et patristiques latines à l'université de Paris-Sorbonne.

DOM FRANZONI NE FERA PAS APPEL

Dom Giovanni Franzoni, ancien abbé de Saint-Paul-Hors-les-Murs, qui vient d'être révoqué par le pape à l'état laïc (« le Monde » du 6 août), ne fera pas appel de cette sanction.

L'ancien abbé estime que « la procédure suivie par les autorités ecclésiastiques ne fournit aucune garantie ». « Je préfère, a-t-il dit, en appeler au peuple de Dieu ».

Cependant, Giovanni Franzoni a déclaré qu'il ne céderait pas de messe. Il a indiqué qu'il ne croyait pas, comme Mgr Lefebvre, à une messe de protestation. « Mgr Lefebvre n'a aucun avenir : ses idées se condamnent d'elles-mêmes », a encore affirmé Dom Franzoni.

D'autre part, le prieur du couvent Sainte-Marie-de-la-Tourrette à Evreux (Rhône), le Père François Biot, a publié dimanche 8 août un communiqué de soutien à Dom Franzoni.

« Des militants politiques et syndicaux, chrétiens ou non, venus de différents pays (Allemagne, Italie, Espagne, Belgique, Suisse, Chili, France), ont communiqué, réunis au couvent Sainte-Marie-de-la-Tourrette pour une rencontre de travail sur le thème « Pratiques politiques, pratiques de la foi », ainsi que des Pères, des Sœurs, des amis du couvent, exprimant publiquement leur réprobation contre les mesures prises de réduction à l'état laïc ».

« Ces personnes se reconnaissent solidaires des combats menés par Dom Giovanni Franzoni pour une Eglise renouvelée, au service des pauvres, débarrassée des compromissions avec les idéologies dominantes ».

(1) Voir dans le Monde du 28 août l'article de Henri Marrou.

هنا من الأهل

RELIGION

LA FIN DU CONGRÈS EUCHARISTIQUE DE PHILADELPHIE

Le président des États-Unis dénonce « le manque de plus en plus grand de respect pour la vie »

Un message de Paul VI aux fidèles

De notre envoyé spécial

Philadelphie. — Le quarante et unième congrès eucharistique international a pris fin, dimanche 8 août, par un message du pape émis par satellite dans le grand stade de Philadelphie où s'était rendu le président Ford, assistant à un service qui avait réuni des dizaines de milliers de fidèles. Le président des États-Unis a affirmé qu'il partage l'inquiétude des catholiques à propos du « manque de plus en plus grand de respect pour la vie ».

Cette situation vécue au problème de l'avortement lui a valu de vifs applaudissements. « La vie est un don de Dieu », a-t-il ajouté. De son côté, Paul VI a déclaré dans son message : « Nous sommes tentés de penser que le Christ ne correspond pas à la réalité des hommes, des destins de l'homme, particulièrement de l'homme moderne. C'est-à-dire une sorte d'illusion d'être sa pour une autre nouveauté, à la nouveauté même. Il croit avoir réussi à se ressaisir d'autres conquêtes que celles de la foi, et même il soupçonne la religion d'être une pseudo-nouveauté, pratiquement vaine de sens et inutile. »

L'événement le plus significatif fut le symposium eucharistique qui, après avoir réuni pendant trois jours des théologiens catholiques, protestants et orthodoxes, a permis de constater que les « progrès étonnants » avaient été accomplis sur le sujet fondamental qui les divise depuis des siècles, celui de la signification de la sainte communion.

En attendant la communion commune — certains estiment qu'elle sera autorisée dans dix ans — les membres du symposium expriment leur désir d'unité chrétienne par une cérémonie de lavement des pieds.

Après avoir discuté de la signification de la sainte communion, les participants ont voté une déclaration de principes.

« Comme il est bon de se sentir catholiques », disent une jeune ouvrière du Civic Center exprimant les sentiments des quarante-neuf millions de fidèles de l'Eglise catholique des États-Unis, fière d'avoir définitivement surmonté son complexe de minorité, manifestant son pluralisme par une imprévisible vitalité ainsi qu'un sens aigu de l'organisation et du spectacle.

Une grande kermesse

A l'intérieur du grand hall, il était difficile de se frayer un chemin parmi les fidèles tombant en prières devant des autels de fortune, de traverser les escaliers de secours du toit à la fois de couleur, pour jeter un coup d'œil sur les somptueux princes de l'Eglise qui descendaient de grandes limousines présidentielles, voitures de la police, dans la rue, divers groupements étaient leurs éventails et certains recueillaient des signatures au bas de pétitions protestant contre la torture. Plus loin, le leader de Dignity — un groupe d'homosexuels catholiques — embrassait gentiment sur la

bouche un de ses camarades après la messe réservée au groupe.

Cette grande kermesse avait été organisée de main de maître par deux hommes vigoureux : le maire, M. Rizzo, un homme à poigne (il fut agent de police), fils d'immigrants italiens, et le très conservateur cardinal de Philadelphie, fils d'immigrants polonais, qui s'était fait faire un imposant portrait grandeur nature pour la circonstance. Le congrès a été dominé par des groupes de manifestation pour la première fois, comme les deux cents Indiens américains, ou les trente mille disciples du Ressuscité chrétien, qui ont célébré une messe spéciale avec des chants bruyants et des prières spontanées.

A dire vrai, bien que l'objectif initial du congrès ait été de promouvoir un renouveau spirituel, les problèmes de la famine, de la violence, de la maladie et de la justice sociale retiennent l'attention des délégués, insuffisamment peut-être pour démentir les soupçons qui avaient dérangé le congrès comme un exercice gratuit d'un spiritualisme exagéré. Et il est vrai que des questions délicates, comme la diminution de la fréquentation des églises, les difficultés de recrutement des prêtres et des religieuses ne furent qu'évoquées.

Une querelle d'amoureux

L'événement le plus significatif fut le symposium eucharistique qui, après avoir réuni pendant trois jours des théologiens catholiques, protestants et orthodoxes, a permis de constater que les « progrès étonnants » avaient été accomplis sur le sujet fondamental qui les divise depuis des siècles, celui de la signification de la sainte communion.

En attendant la communion commune — certains estiment qu'elle sera autorisée dans dix ans — les membres du symposium expriment leur désir d'unité chrétienne par une cérémonie de lavement des pieds.

Après avoir discuté de la signification de la sainte communion, les participants ont voté une déclaration de principes.

DES IMMIGRÉS DANS LE LOIRET

Les Maghrébins d'Ouzouer

De notre envoyé spécial

Ouzouer-sur-Loire. — A deux pas du maire courant de la Loire, au milieu des chaumes et des fermes basses du Loiret, un immense chantier. Des terrasses en sa, des bois éparpillés, quelques maisons isolées parmi les tas de terres creux ; c'est là que s'édifie la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly.

Un vaste cylindre en béton, entouré de bâtiments en construction sur un emplacement couvert d'amis de terrasses, de tuyaux de canalisations, le tout surmonté par une forêt de grues d'où jaillissent les lumières des projecteurs ; voilà ce qu'est, devenu le site paisible des Maghrébins. Autour, une haute clôture enroulée de fils de fer barbelés est installée. A l'intérieur mille sept cents hommes environ travaillent, pour la plupart des travailleurs immigrés parmi lesquels près de huit cents Maghrébins.

Il s'agit plus de deux mille au début de l'année prochaine, sans compter les ingénieurs et les techniciens de l'E.D.F. et de France. Pour ces derniers, pas de problèmes : les jugements sont déjà en construction. Pour les autres, les « témoins », comme disent certains habitants du coin, pas de difficultés non plus. Deux cités ouvrières ont été installées à proximité d'Ouzouer-sur-Loire : au camping de la Forêt, où deux cent soixante-dix travailleurs étrangers sont logés, et sur la route de la centrale, où l'entreprise Saito a aménagé un camp. La « cité Saito », comme on l'appelle localement, sept cents personnes environ y vivent, entourées par les champs de maïs. Une mauvaise route y conduit. Les autres sont dispersés à peu partout ailleurs, à Glen ou à Sully-sur-Loire.

Un efflux énorme de population dans ces petites bourgades tranquilles du Val de Loire, et des étrangers. Puis, le lundi 2 août, un drame, une rixe, entre un garçon de vingt ans, Patrick André, et un Algérien, Brahim Kadadi, après une altercation dans le bar d'un hôtel de Sully-sur-Loire, le « Sully-Wellis », à propos du niveau sonore d'un disque en langue arabe (le Monde daté 8-9 août). Le jeune homme est tué, et son père blessé de plusieurs coups de couteau.

C'est le drame à Sully, cinq mille quarante-neuf habitants, grand pour. A la Villandrie, le quartier où il a eu lieu le meurtre, l'insécurité gagne la population. Les rumeurs les plus folles circulent. Les habitants s'arment, dit-on. Une jeune Portugaise de six ans a failli être violée. La nuit tombée, les bars se ferment. « C'est le couvre-feu », affirmait certains Sullylois.

Les gens n'osent plus sortir le soir. Les immigrés pas davantage.

M. Paul Dautin (s. d. d.), le maire, estime qu'on fait beaucoup de bruit pour rien. « On n'est pas habitué à ce genre d'incident. Ça impressionne la population. Mais il n'y a jamais eu de problème à Sully. C'est un pays calme. Pas de racisme, pas de violence. Il y a plus de sept cents travailleurs étrangers dans les usines de la ville. »

De son côté, le patron du « Sully-Wellis », M. Roger Chollet, un ancien gendarme de la coloniale, qui séjourne entre autres à Wallis et Futuna, met le drame sur le compte de l'« arabe des Arabes ». « Ils ont ça dans le sang. Mais jamais auparavant il n'y a eu d'incident. » Cinq-vingt étrangers logent dans son hôtel. Les quinze Maghrébins ont été immédiatement expulsés.

« Ils font tout »

La cohabitation de plusieurs communautés est-elle impossible ? Le seul de tolérance fixé par les sociologues et au-delà de quel des phénomènes sociaux se produisent est-il dépassé ? A Ouzouer-sur-Loire, petite bourgade de mille quatre cents habitants, les étrangers sont « parqués » à la périphérie dans deux cités.

La cité Saito : un alignement de barreaux préfabriqués en aggloméré ou en tôle, un ensemble rectiligne gris au milieu d'allées géométriques. Le règlement y interdit les femmes et les tracts politiques.

Dans une maison voisine, on est saisi de ces nouveaux voisins : « Ils disent toujours bonjour. » Les commensaux du village, eux aussi, sont contents. Les affaires marchent bien. « Une bonne culture veut mieux qu'une bête de ferme », annonce une affichette collée au bar d'un café de la place.

Les quatre-vingts ans de Jean Piaget

(Suite de la première page.)

Il en conserva une passion pour la recherche expérimentale de ses idées, qu'il commença d'exercer en psychologie dans des laboratoires de Zurich. Après la première guerre, il vint à Paris, et c'est là qu'il commença à s'intéresser aux enfants : « Je découvris avec satisfaction que les raisonnements les plus simples (...) pour les enfants normaux, des difficultés insurmontables de l'adulte. »

Ce fut le début de sa tentative — qui dure encore — de découvrir « une sorte d'embryologie de l'intelligence ». Lorsqu'il revient en Suisse, à Genève, en 1921, Jean Piaget croit que la psychologie de l'enfant l'occupera deux ou trois ans et qu'il pourra ensuite « attaquer le problème de la pensée en général ». Mais, un demi-siècle plus tard, l'observation de l'intelligence enfantine constituera toujours pour lui une base pour une étude de la pensée humaine et du développement de la connaissance. En 1976, à quatre-vingts ans, Jean Piaget

travaille ainsi — avec son équipe du Centre international d'épistémologie génétique à Genève — à une recherche sur l'émergence des idées nouvelles chez l'enfant (« le Monde » daté 25-26 juillet).

Un anxieux

La carrière universitaire de Piaget ne peut s'enfermer dans les barrières d'une discipline figée : il a enseigné la philosophie, l'histoire des sciences, la sociologie aussi bien que la psychologie. Ses écrits sont si nombreux qu'il lui est arrivé de remarquer des collaborateurs qui lui avaient communiqué un texte jugé excellent : Piaget ne se souvenait pas de l'avoir écrit. Mais la méthode suprême de Piaget est de n'être même pas docteur en psychologie. A l'occasion de ses quatre-vingts ans, ses collaborateurs et ses amis ont organisé une soutenance de thèse où il devait défendre ses idées face à un jury sévère. Les autorités académiques ont jugé que « cela ne faisait pas sérieux » et ce doctorat restera clandestin.

Il en résulte, écrit Piaget, que je mourrai sans diplôme effectif, emportant avec moi le secret des locues de ma formation.

Quant au secret de sa longévité scientifique, de l'ampleur de ses travaux et de son génie, il perçoit peut-être dans cette confiance contenue dans les dernières pages — écrites en 1976 — de son autobiographie : « Fondamentalement je suis un anxieux, que seul le travail salue (...). Aussitôt que viennent les vacances, je me réfugie dans les régions sauvages du Valais et j'écris pendant des semaines sur des tables improvisées et après d'agréables promenades. C'est cette dissociation entre moi en tant qu'être social et en tant qu'homme de la nature (en qui l'excitation diabolique s'achève en activités intellectuelles) qui m'a permis de surmonter un fond permanent d'anxiété ».

Du petit garçon de Neuchâtel courant après un minuscule ballon au villageon de Genève, trente fois docteur « honoris causa », Piaget a poursuivi, durant trois quarts de siècle d'une recherche constante, un objectif central qu'il définissait ainsi en 1972 : « Essayer de comprendre et d'expliquer ce qu'est un développement vivant, en son perpétuelle construction de nouveautés et en son adaptation progressive à la réalité. » La communauté scientifique a mis prix d'un demi-siècle à admettre qu'il n'avait pas sans doute échoué.

OPÉRATION COUP... DE PIED

Dimanche après-midi. Vers 14 heures, sur le tapis vert, en contrebas du château, deux jeunes étrangères « réjouissent », les yeux fermés, malgré les nombreux visiteurs la pelouse est presque déserte. Pourtant ce vaste tapis n'est pas un simple tapis. Il est en fait un vaste tapis vert en français. Et l'herbe est si tendre par cette chaleur !

Soudain, il y a une fontaine de Latone, un coup de sifflet résonne, mais avec la foule on ne distingue pas très bien. Les deux jeunes femmes ne bougent pas. Au pas de course, un gardien à képi, agile malgré son embonpoint, frisant le coup de sang, s'élance. Il siffle et voit à la fois. On s'arrête pour admirer le spectacle.

Le représentant de la loi fonce sur les jeunes femmes et, prévenant, les a brasées à une jambe. Les deux femmes, relevées malgré elles, sont interdites. Mais, par un savant jeu de jambes, sans que le képi ait eu le temps de se lever, un vit coup de pied dans les fesses de chacune des complices. Endoctrinées et interloquées, elles s'éloignent, heureuses de ne pas avoir été sanctionnées pour ce crime de lèse-majesté.

RICHARD DEUTSCH.

BRUNO FRAPPAT.

POLITIQUE

A TF1

M. Lecanuet : le président de la République a intérêt à avoir une nouvelle majorité

Le journal télévisé de TF1 a diffusé, samedi 7 août, une interview de M. Lecanuet, secrétaire d'Etat à l'Intérieur, à la conférence de presse réunie à Port-Cros par le garde des sceaux qui avait présidé la séance de clôture de l'assemblée nationale de l'université d'été des jeunes démocrates sociaux (le Monde daté 1-2 août).

« Le président de la République a intérêt à avoir une nouvelle majorité », estime M. Lecanuet. Une nouvelle majorité qui soit en pleine cohérence avec ses orientations politiques, alors qu'il est le président de la République, il y a un mois, l'U.D.R. s'est encore couchée au moment de vote sur les plus-values.

« A qui M. Lecanuet essaie-t-il de faire croire que le président de la République n'est pas satisfait ? Celle-ci, avec tous ses députés pécuniers, n'est pas satisfaite, ne s'agit-elle pas de tous points la politique pécunière ? Il y a un mois, l'U.D.R. s'est encore couchée au moment de vote sur les plus-values. »

M. Lecanuet, Thomas du parti de l'étranger, veut tirer la couverture à lui, celle qui ressort sous son ombrelle de ses déclarations. Mais voudrait-il qu'on croie que l'U.D.R. n'est plus pécunière ? Il y a en fait belle lurette qu'elle n'est plus gaulliste, l'U.D.R. pécunière qui appliquait à la politique d'abandon nationale.

« Ne serait-ce pas pour le faire oublier que M. Lecanuet crie si fort sur les toits ? »

M. François Mitterrand, qui séjourne actuellement en Finlande, a rencontré dimanche 8 août plusieurs dirigeants du parti social-démocrate finlandais dont M. Kalevi Sorsa, ministre des affaires étrangères. Le premier secrétaire du parti socialiste, le communiste équivalent, a interrogé la réunion des P.S. européens prévues au printemps prochain. Cette conférence doit être consacrée aux problèmes de l'emploi et à la politique sociale.

EDUCATION

RECTIFICATION. — C'est par erreur que nous avons indiqué dans l'article consacré au projet de budget du ministère de l'éducation pour 1977 (le Monde du 7 août) que « parmi les trente-cinq mille emplois budgétaires créés, huit mille seront supprimés à des postes supprimés ».

L'analyse de ce projet de budget montre qu'il y aura bien trente-cinq mille nouveaux emplois budgétaires.

Quant aux huit mille emplois supprimés au sein de certaines catégories de personnels, ils serviront par exemple à transférer un poste budgétaire à l'extérieur, à recruter un nombre équivalent de fonctionnaires d'autres catégories.

DÉFENSE

LE GÉNÉRAL BIGEARD : j'aurais voulu avoir une tranche de travail à moi.

« On a parlé d'un différend entre Bourges et Bigeard. Eleons le débat. Le problème n'est pas là. Ce qui compte, c'est la France, ce qui compte, c'est la France, ce côté-là », a déclaré samedi 7 août, à R.T.L., l'ancien secrétaire d'Etat à la Défense, qui a donné sa démission mercredi 5 août.

Sur son rôle au sein du gouvernement, le général Bigeard a été très bref, répondant par cette formule : « J'aurais voulu avoir une tranche de travail à moi. Mais le ministre m'a dit : « On a fait ça tous les deux. C'est difficile. »

Secrétaire d'Etat, a-t-il ajouté, est un poste délicat. C'est bien pour un jeune qu'il faut former et en faire un ministre plus tard. Mais quand on a soixante ans, quand on a tourné beaucoup, quand on a eu l'habitude des responsabilités, on aime bien être au pied du mur. Moi je réussis ou je loupe. »

A la question : « Si le président de la République vous demandait d'être candidat aux élections, à Toulouse ou à Belfort, que feriez-vous ? » Le général Bigeard a répondu : « C'est bien difficile. Giscard d'Estaing, c'est un libéral, c'est pas dans son style. S'il me le demande, c'est un devoir national, et la patrie est en danger, c'est autre chose. On verra. Il faut que je souffle un peu. »

Edité par la S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Rivest, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 5487.

LES MARCHEURS NON VIOLENTS N'ONT PAS ÉTÉ AUTORISÉS A ENTRER DANS L'OSSUAIRE DE DOUAIUMONT

Les participants à la marche internationale non violente de Meuse, versant haut, ont obtenu l'autorisation, dimanche 8 août, de se rendre à l'Ossuaire de Douaumont (Meuse), comme ils en avaient manifesté l'intention.

A côté des forces de police, placées à proximité du cimetière où reposent les corps de soldats de la première guerre mondiale, des anciens combattants, décorés de la Légion d'honneur, ont été parachutés — cotifs de leur baret — se sont opposés à l'entrée de non-violents dans l'Ossuaire.

Pour M. de Felice, avocat au barreau de Paris, marchant toujours en tête du cortège, qui groupe six cents personnes environ, cette manifestation, « si elle est ressentie comme une provocation chez certains, est nécessaire à la provocation de la réflexion. L'aspect constructif de cette marche, a poursuivi l'avocat français, a été congru par les populations des villages traversés, et l'absence d'incidents le démontre avec certitude. »

RECTIFICATION. — Dans l'article consacré au budget ministériel dans le Monde daté 8 et 9 août, il fallait lire : « Le ministère de la Défense sera ainsi, probablement, avec les affaires sociales, l'une des seules administrations à ne pas recevoir en 1977 de crédits inférieurs en valeur absolue à ceux de 1976. »

BÈGUES

Depuis 1938, les découvertes d'un Anselme Béguet témoignent le témoignage à tout âge. Ex. Pr. M. Boudier, 185, bd Wilson, 33200 Bordeaux.

ROBERT & RENÉ
13, Rue du Fbg du Temple
PARIS (104) REPUBLIQUE
Une boucherie
"Grande Surface"
au service des consommateurs
PRIX DISCOUNT
ouvert l'été

JEUNES
DU 1^{er} AU 15 SEPTEMBRE
Ne restez pas découverts
TOUT UN VILLAGE
VOUS ATTEND EN TUNISIE
Forfait tout compris : 1 295 F
Renseignements et inscription :
COMITÉ D'ACCUEIL
88, bd Saint-Michel, 75006 PARIS
Tél. 925.11.61 et 326.60.97

STE FASHION 113
Vente en gros de jeans
113, rue Vieille-du-Temple,
PARIS (37) - 278-33-93
Métro Filles-du-Calvaire
Informez son amiable clientèle
qu'elle reste ouverte au mois
d'août de 9 h à 18 h.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

La situation des transports maritimes mondiaux
Vent d'est

Dans son dernier rapport, intitulé « Les transports maritimes en 1975 », l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) souligne que les mois les plus récents ont été marqués par une baisse sensible des coefficients de remplissage des navires appartenant aux pays industrialisés.

Les Conférences maritimes et les grands armements traditionnels qui les dominent économiquement et commercialement, ont subi des pressions de la part des pays en voie de développement, notamment l'Inde et la Côte d'Ivoire, qui favorisent la croissance de leurs compagnies nationales. L'O.C.D.E. estime que le développement des flottes régionales de l'Afrique occidentale, du golfe Persique et des Caraïbes fait mal augurer des Conférences desservant ces parties du monde.

Entre 1973 et 1975, les flottes des dix principaux États producteurs de pétrole ont passé de 1,9 à 3,16 millions de tonnes, cet accroissement étant imputable, pour plus de 600 000 tonnes, au Koweït et à l'Irak. Les navires-citernes de ces deux pays ont augmenté leur capacité de 70 % et les cargos de 40 %.

Mais c'est surtout la concurrence engendrée par les transporteurs des pays de l'Est qui inquiète les responsables de l'O.C.D.E. Entre 1971 et 1975, la flotte de l'U.R.S.S. a progressé de 19 %, celle de la Pologne de 80 %, celle de la République démocratique allemande de 35 %. Dans le même temps, les pays de l'O.C.D.E. (non compris les États-Unis) ne connaissent qu'une croissance de 20 %, mais une régression de 11 % si l'on ne compte que les cargos et les porte-conteneurs. La palme

de l'expansion revient aux armateurs de Singapour : 242 %. Il n'est pas étonnant alors que le niveau des frets sur les lignes régulières ait connu une quasi-stagnation. Selon les renseignements fournis par les armateurs et les courtiers d'Allemagne fédérale, l'indice des frets n'a augmenté que de 3 % l'année dernière, contre 14,5 % en 1974. Cette tendance à la détérioration des prix du transport s'est surtout manifestée sur les lignes Grands Lacs américains, Europe et Japon et côte Pacifique de l'Amérique du Nord, où le pavillon soviétique, en transporteur rémunéré en devises, s'est montré particulièrement entreprenant. Même si la reprise des économies occidentales se confirme dans les derniers mois de 1976, il est évident que les données du transport maritime mondial auront été bouleversées pour longtemps. L'U.R.S.S. prend place sur le marché des frets, où les Norvégiens, pendant plus d'un siècle, avaient acquis leur réputation. La République populaire de Chine, pour sa part, a réouvert des ports qu'elle avait placés sous pavillon soviétique et se met à acheter de très nombreux bateaux neufs. Oran est venu récemment s'ajouter à la liste des pavillons de complaisance, ceux du Libéria, du Panama, de Singapour ou de Chypre, qui tolèrent parfois pour leurs marins des conditions de vie et de travail horribles. Les pays arabes veulent désormais transporter « leur » pétrole.

La France s'est engagée dans un important programme de renouvellement et d'augmentation de sa flotte. Mais, au sein de la Communauté économique européenne, les armateurs des Neuf ne savent pas encore ce que coopération veut dire. L'Europe maritime est dans les limbes. Sa naissance, si elle a lieu un jour, risque d'être très douloureuse.

FRANÇOIS GROSCHARD.

QUALITÉ DE LA VIE

DANS L'AIN, UN CONVOI TRANSPORTANT UNE CUVE NUCLÉAIRE EST STOPPÉ PAR DES MANIFESTANTS.

(De notre correspondant.)

Lyon. — Une cinquantaine de manifestants appartenant à des comités antinucléaires ainsi qu'à l'association de défense des sites de Bugey et de Malville, ont stoppé pendant trois heures samedi 7 août, dans la traversée de Lagnieu (Ain), un convoi spécial de 250 tonnes transportant une cuve fabriquée au Creusot et destinée à la centrale nucléaire de Bugey. Le groupe, composé en majorité de jeunes gens et jeunes filles, avait adopté une attitude résolument non violente, contentant de s'asseoir sur la chaussée, au milieu de la localité en question. Les gendarmes de Lagnieu et de Belley n'ont pas moins fait preuve, à cette occasion, d'un « zèle » qu'on ne leur a pas toujours connu dans ce département, par exemple lorsque les « commandos » de vicinités venant en autocars du Midi dévastaient les entrepôts d'un négociant en vins ou, plus récemment, lorsque des arboriculteurs de la vallée du Rhône manifestèrent par deux fois, à huit jours d'intervalle, détruisant des stocks de pêches italiennes en gare de Cuire. Ils s'en prirent à un cameraman de la station FR 3 de Lyon, M. Jean-Daniel Geney, qui filmait leur intervention. Conduit à la gendarmerie de Lagnieu menottes aux mains, le journaliste a été détenu plus d'une heure. Une de ses caméras a été précipitée à terre par un gendarme, la seconde lui a été rendue plus tard, sans le film qu'il avait commencé à tourner sur les incidents. Le bureau national des journalistes F.O., auquel appartient M. Geney, a adressé à M. Michel Ponlatou, ministre de l'Intérieur, un télégramme de protestation dans lequel il se déclare « profondément choqué par ces brutalités portant une atteinte à la liberté de la presse, constamment réaffirmée par le chef de l'État et les membres du gouvernement ». Les vingt-quatre manifestants interpellés, dont certains sont de nationalité allemande et suisse, ont été relâchés au cours de la nuit de samedi à dimanche.

R. E.

LES ADVERSAIRES DU BARRAGE DE NAUSSAC VEULENT CONTINUER A S'OPPOSER AU PROJET

(De notre correspondant.)

Montpellier. — Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi 7 et dimanche 8 août en Haute-Loire, à près de 1 000 mètres d'altitude, là où doit être construit le barrage de Naussac. Cet ouvrage nécessitera une vaste cuvette naturelle drainée par un petit ruisseau, le Douzon, qui se jette dans l'Allier en franchissant un verrou rocheux. Un barrage de 250 mètres de long, 150 millions de mètres cubes d'eau, formant un lac de plus de 1 000 hectares et noyant le village de Naussac. Avec un ensemble d'autres barrages, ce barrage est destiné à régulariser le débit de la Loire et à améliorer l'alimentation en eau potable des villes du bassin. Une subvention d'exploitants agricoles sera versée par les travaux dans cette haute plaine facile à cultiver, au cœur des terres ingrates de la Lozère. Au cours d'une réunion herbeuse et ombragée, ils ont manifesté, samedi et dimanche, avec leurs sympathisants en évitant toute « déviation » politique ou folklorique, au cours d'un rassemblement qui avait plutôt l'allure d'une kermesse paisible et grave. Les manifestations se sont terminées dimanche, à 18 heures, par une marche sur Naussac, précédée des tracteurs des paysans de la région, et par une soirée avec des groupes et plusieurs chanteurs occasionnels. Il n'y a pas eu d'incident. Les opposants au projet font remarquer que le débit des ruisseaux qui alimentent la cuvette de Naussac ne suffira pas, et qu'il faudra détourner d'autres cours d'eau comme le Chapeauroux, et même pomper les eaux de l'Allier. Dans ces conditions, ils suggèrent de barrer plutôt la vallée de l'Allier, par exemple dans les gorges, en aval de Lagnieu. Dans ce cas, on n'inonderait pratiquement que des terres non cultivées, mais il faudrait fermer la voie ferrée Paris-Nîmes. Pour certains, comme M. Odilon Viala, maire de Naussac, les dés sont maintenant jetés, et cette manifestation arrive trop tard. Mais le comité de défense ne renonce pas. ROGER BECIAUX.

ENVIRONNEMENT

En Italie

La décontamination de l'usine de Seveso
va peut-être pouvoir commencer

A Seveso, en Lombardie, une équipe d'ouvriers de l'entreprise Immea va tenter ce lundi, sous la conduite des dirigeants de l'usine et avec la participation des autorités sanitaires, d'évacuer le gaz toxique qui se trouve encore à l'intérieur des installations. Les

La controverse autour de l'avertement éventuel de l'entreprise de Seveso contaminée par la diosine se développe devant la commission parlementaire chargée des problèmes de santé. M. Luciano dal Falco, ministre de la Santé, a, on le sait, le 10 août, déclaré que le Conseil constitutionnel, dans un arrêt rendu il y a dix-huit mois, avait reconnu que l'avertement pouvait être prononcé « si le santé publique ou morale de la nation était gravement menacée ». Mais sans changer la loi, l'interruption de grossesse thérapeutique est donc possible.

Un télégramme du pape

Mais Mgr Giovanni Colombo, cardinal-archevêque de Milan, a vivement réagi en parlant de « campagne orchestrée par les partisans de l'avortement ». Selon le prélat, certains couples se seraient portés volontaires pour adopter les enfants malades, qui viendraient au monde. « Nous insistons sur ceux qui sont prêts à en faire autant à se faire connaître. »

Le cardinal-archevêque a également reçu du pape un télégramme de réconfort pour les populations lombardes frappées par le malin toxique.

Une clinique milanaise a fait savoir qu'elle était prête à pratiquer des interruptions de grossesse, mais, à ce jour, aucune candidate ne s'est présentée. A Seveso, les médecins ont examiné près de trois cents femmes enceintes habitant le secteur contaminé. Un tiers d'entre elles se trouvaient dans le premier trimestre de leur grossesse. Jusqu'à présent, un seul cas d'arythmie cardiaque chez le fœtus a été constaté, et trois femmes ont fait des fausses couches. Selon les autorités, rien n'indique que ces anomalies soient dues à la contamination par la diosine.

UNE PETITE VILLE DE SICILE VIT SOUS LA MENACE D'UNE ÉVACUATION POUR CAUSE DE POLLUTION

Rome (A.F.P.). — Une ville de douze mille habitants, Priolo, dans la banlieue de Syracuse, en Sicile, est menacée d'évacuation. L'assesseur régional du développement économique de l'île a en effet prévu, par décret, au mois de juillet dernier, l'interdiction de toute nouvelle construction dans le secteur et le « transfert graduel » de la population. Cette décision a été rendue publique ces jours derniers sous la pression, sans doute, des événements de Seveso. Priolo se trouve au centre d'une région où sont concentrés deux raffineries de pétrole, une usine pétrochimique, une usine d'engrais appartenant à la Montedison, une usine de magnésium. Une centrale thermique de 640 mégawatts est prévue prochainement y être inaugurée.

Selon les syndicats locaux, la pollution aurait déjà porté atteinte à la pêche côtière en détruisant le poisson de la mer voisine et les habitants manifesteraient de graves troubles respiratoires et intestinaux divers. L'opposition s'est, d'autre part, emparée de ce nouveau dossier pour affirmer par la voix de ses élus locaux son refus formel de permettre l'installation d'une fabrique d'arsenic projetée par la Montedison dans ce même endroit. Les décontaminations pourraient alors commencer.

FEUILLETON

Un train d'or pour la Crimée

Londres, Novembre, 1856. — Plus d'un an après la grande attaque du train qui contenait la solde en or des troupes anglaises en Crimée, et dont les auteurs n'ont jamais été identifiés, un fait nouveau survient.

LA TRAQUEUSE D'IVROGNE

EN Angleterre, le 5 novembre, commémore le nom de jour de la Conspiration des poudres, ou jour de Guy Fawkes, était, depuis 1805, un jour de fête nationale. Mais, comme le faisait remarquer le journal News en 1856, « c'était devenu depuis quelques années une manifestation de dévotion à un simple amusement ». En voici un exemple qui mérite d'être lu. Le mercredi soir, il y eut un grand feu d'artifice sur les terrasses de l'orphelinat de la marine marchande, route Bow, destiné à alimenter les caisses de l'institution. Les terrasses étaient illuminées un peu selon la mode adoptée à Vauxhall, et on avait engagé un orchestre. Derrière les communs, on avait édifié un gîte auquel était suspendue une effigie du pape ; autour de ce gîte se trouvaient plusieurs barriques de goudron que l'on ferait brûler en temps voulu en une formidable flamme. Une grande foule assistait au spectacle et le résultat promettait d'être très bénéfique pour les fonds de l'œuvre.

Les grandes affluences à un spectacle distrayant étaient toujours d'un grand profit pour les pickpockets, les coupeurs de bourses et les voleurs d'ivrognes. A l'orphelinat, la police eut fort à faire cette nuit-là. Au cours de la soirée, il n'y eut pas moins de trente mendiants, rôdeurs et petits escrocs arrêtés par les agents de la force métropolitaine, y compris une femme accusée d'avoir volé un gentleman ivre. Cette arrestation fut effectuée par un certain gardien de la paix, Johnson, et de façon assez personnelle, pour qu'on en donne une explication.

Les faits sont assez clairs. Le gardien Johnson, un homme de vingt-trois ans, parcourait les terrasses de l'orphelinat, lorsque,

à la lumière aveuglante des feux d'artifice qui explosaient au-dessus de sa tête, il remarqua une femme accroupie au-dessus d'un homme prostré. Craignant que l'homme ne fût malade, le gardien Johnson s'avança pour offrir son aide, mais, à son approche, la fille tourna les talons et prit la fuite. Le gardien la prit en chasse et la rattrapa assez vite quand elle se prit les pieds dans ses robes et tomba.

En l'observant de près, il vit que c'était une femme à l'aspect impudique et au comportement lascif. Il soupçonna tout de suite la vraie nature de ses attentions pour le gentleman. Elle était en train de le voler alors qu'il était ivre mort. C'était une délinquante de l'espèce la plus basse, une « traqueuse d'ivrognes », dit l'agent Johnson l'arrêta promptement.

La personne mit ses mains sur ses hanches et lui lança un regard indigné. « Je n'ai pas la moindre bosse verte », déclara-t-elle. Ces mots firent immédiatement réfléchir Johnson. Il se trouvait dans un sérieux dilemme.

Dans l'esprit victorien, un homme convenable devait traiter toutes les femmes, même celles de la classe la plus basse, avec précaution, en tenant compte de la délicatesse de leur nature féminine. Cette nature, notait un manuel de conduite du policier contemporain, « avec ses sources de vie émotionnelle sacrée, sa richesse naturelle ennoblissante, ses exquises sensibilités et sa fragilité, etc., toutes ces qualités qui font l'essence même du caractère féminin » étaient leur origine des principes biologiques ou physiologiques déterminant toutes les différences entre les sexes mâles et femelles. On doit donc comprendre que l'essence du caractère féminin se trouve chez tous les membres de ce sexe et doit être dûment respectée par les agents, et cela malgré l'apparence que certaines personnes vulgaires, de l'absence de ce caractère féminin.

L'idée que la personnalité était biologiquement déterminée chez les hommes comme chez les femmes était à peu près acceptée par la quasi-majorité des gens, à tous les niveaux de la société victorienne, et cette conviction tenait bon, même devant l'absurde. Un homme d'affaires

pouvait aller chaque jour à son travail en laissant à sa femme la responsabilité de le soigner, de diriger une énorme maison, tâche professionnelle d'une ampleur extrême ; cependant, jamais le mari ne considérerait de cette façon les activités de sa femme.

De toutes les absurdités du code, la plus gênante était la situation du policier. La fragilité inhérente aux femmes pesait des problèmes évidents au policier confronté à des femmes délinquantes. Les escrocs tiraient avantage de la situation. Ils employaient souvent des complices femmes présimant parce que

la police répugnait à arrêter ces dernières.

Dans la nuit du 5 novembre, le gardien de la paix Johnson, devant cette maudite personne, avait pleinement conscience de sa situation. La femme prétendait n'avoir sur elle aucun objet volé ; et si c'était vrai, elle ne serait jamais déclarée coupable, malgré le témoignage du garde qui l'avait trouvée en train de voler un homme ivre. Si elle n'avait ni montre de gousset, ni quelque autre objet indiscutablement masculin, la fille serait mise en liberté.

Il ne pouvait pas non plus la fouiller ; l'idée même de toucher au corps de la femme était pour lui impensable. Son seul recours était de l'escorter jusqu'au poste de police où on appellerait une matrone pour procéder à la fouille. Mais l'heure était tardive, il faudrait sortir la matrone de son lit, et le poste était à quelques pâtés de maisons. Pendant qu'on la conduirait par des rues sombres, la petite escroque aurait mille occasions pour se débarrasser de tout ce qui pourrait l'incriminer.

De plus, si l'agent Johnson l'emmenait appeler la matrone, et faisait toutes sortes d'embarras, pour que l'on découvre ensuite que la fille était innocente, on le considérerait comme un véritable imbécile et il recevrait une sévère réprimande. Il le savait, et la fille debout devant lui dans une attitude de défi effronté, le savait aussi.

Tout bien pesé, l'affaire ne valait pas qu'on prenne un risque ou qu'on se fasse du souci et l'agent Johnson aurait aimé renvoyer la fille avec une réprimande. Mais Johnson avait récemment été avisé par ses supérieurs que son dossier de vol en arret devait être déclassé. On lui avait dit d'être vigilant dans sa poursuite des malfaiteurs. Et cela voulait nettement dire que son emploi était menacé. L'agent Johnson, dans le pétillement des explosions du feu d'artifice, décida d'arrêter, pour la faire fouiller, la traqueuse d'ivrognes, au grand étonnement de la femme et malgré sa propre répugnance.

Par MICHAEL CRICHTON

nement de la femme et malgré sa propre répugnance.

Dalby, le sergent du poste, était d'une humeur noire, car on l'avait appelé pour travailler en cette nuit de vacances et il était irrité de ne pas prendre part aux fêtes qui se déroulaient autour de lui.

Il regarda d'un air furieux Johnson et la femme. La femme dit se nommer Alice Nelson et déclara être âgée de « dix-huit ans environ ». Dalby soupçonna et regarda le visage d'un air endormi tandis qu'il remplissait les formulaires. Il envoya Johnson chercher la matrone, et l'ordonna à la fille de s'asseoir dans un fauteuil. Le poste était désert et le silence n'était troublé que par l'explosion et le sifflement lointains des pièces d'artifice.

Dalby avait une gourde dans sa poche et, aux heures tardives, il prenait souvent un petit verre ou deux quand il n'y avait personne. Mais à ce moment, cette sale petite morveuse, professionnelle de l'escroquerie, était assise là, et quelle que fût la vérité à son sujet, elle l'empêchait de prendre sa gourde ; cette idée l'importunait ; il fronça les sourcils, avec le sentiment d'être frustré. Chaque fois qu'il ne pouvait avoir son petit verre, il en ressentait le besoin, ou du moins le croyait-il.

Après un instant, la fille prit la parole.

« Si vous croyez que j'ai planqué du fric sous mes frusques, venez voir vous-même et tout de suite. »

Le ton était lasif ; on ne pouvait se méprendre sur l'attitude, et, pour la rendre plus nette, elle se mit à se gratter les cuisses à travers la jupe, avec des gestes languoureux.

Vous trouvez ce que vous désirez, je crois », dit-elle.

Dalby soupira. La fille continuait à se gratter.

« Je sais comment vous plaire, dit-elle, vous pouvez en être sûr. Dieu m'en est témoin. »

« Et l'asthénie a une chaude-pièce par la main, dit Dalby. Je connais les filles de ton espèce, ma poularde. »

« Eh là, protesta la fille en passant soudain de l'involution à l'opinion. Vous n'avez pas le droit de venir de pareilles choses. Il n'y a sur moi aucune trace de vérole, et il n'y en a jamais eu. »

« Bon, bon, dit Dalby d'un ton las en songeant de nouveau à sa gourde. T'es pure, hein ? »

La petite grue rebotta dans le silence. Elle cessa de se gratter et bientôt se redressa sur sa chaise et adopta un comportement normal.

« Faisons un marché », dit-elle. Je vous garantis que ce sera à votre goût. »

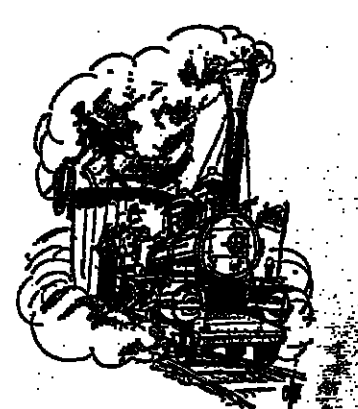
« Ma poularde, il n'y a pas de marché à faire », dit Dalby, faisant à peine attention à ce qu'elle proposait.

Il connaissait la chanson, car il l'avait entendue à maintes et maintes reprises, chaque fois qu'il travaillait au poste la nuit. Un agent travaillait au poste une fois dépravée qui protestait de son innocence. Puis la fille s'arrangeait pour offrir ses faveurs, et si cela n'était pas accepté, elle se mettait à parler de pot-de-vin. C'était toujours la même chanson.

« Laissez-moi partir, dit la fille, et vous aurez une guinée d'or. »

Dalby soupira en hochant la tête. Si cette créature avait sur elle une guinée d'or, c'était la preuve certaine qu'elle avait dérobé l'ivrogne, comme le prétendait le jeune Johnson.

« Eh bien, dit la fille, vous en aurez dix ! »



Se voir avait maintenant un ton effrayé.

« Dix guinées ? », demanda Dalby.

« Ça, au moins, c'était nouveau. Jamais auparavant on ne lui avait offert dix guinées. Siles devaient être fausses, pensa-t-il. »

« Dix, je vous le promets ! », Dalby hésitait. Il était, à ses propres yeux, un homme à principes. Il était un agent de police saisonnier. Mais son salaire hebdomadaire était de quinze shillings et, parfois, il était vite à sec. Dix guinées, il n'y avait pas à dire, c'était un paquet. Il lâcha son esprit errant sur cette idée.

« Eh bien, reprit la fille se méprenant sur son hésitation. Ce sera cent ! Cent guinées d'or ! »

Dalby se mit à rire et reprit ses esprits. Ses rêves s'évanouirent brusquement. Dans son anxiété, la fille imaginait visiblement une histoire dérisoire. Cent guinées ! Absurde !

« Vous ne me croyez pas ? »

« Du calme », dit-il en revenant par la pensée à la gourde qu'il avait dans sa poche.

Il y eut un court silence durant lequel la fille se mordait les lèvres et fronçait les sourcils. Finalement, elle dit :

« Il y a une ou deux petites choses que je connais. »

Dalby leva les yeux au plafond. Tout cela était si ennuyeux, si banal. Après l'heure du pot-de-vin, venait l'offre de renseignements sur telle ou telle affaire. Le processus était toujours le même. Par ennui, plus que par autre chose, il demandait :

« Et quelles sont ces une ou deux choses ? »

« Un trépan secret sur un coup fumant et je ne parle pas en l'air. »

(A suivre.)

(Copyright Fayard, « Le Monde ».)

هنا من الأمل

هنا من الامم

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

Les conséquences de la sécheresse

Comment assurer aux agriculteurs une compensation « juste et rapide » ?

FALLAIT-IL, ne fallait-il pas, prendre des mesures immédiates pour venir en aide aux agriculteurs dont l'exploitation a été frappée par la sécheresse ? Le parti socialiste et le parti communiste le pensaient, qui ont fait des propositions pour le dégelage immédiat de fonds. Le gouvernement a choisi d'attendre le 20 septembre pour dresser le bilan des dégâts et décider des aides correspondant à sa promesse : « Le revenu des agriculteurs ne baissera pas en 1976 ».

Comment tenir cet engagement ? L'évaluation du manque à gagner est difficile pour l'heure, d'autant que certains milieux paysans sont tentés de forcer la

note. On l'a vu le 5 août, lors de la conférence de presse organisée par le Centre des démocrates sociaux (C.D.S.) : M. Pierre Méhaignerie, secrétaire d'Etat à l'Agriculture et membre du bureau politique de cette formation, rappelait qu'il ne serait pas sérieux d'évaluer dès maintenant ce que coûteront les conséquences de la sécheresse. A côté de lui, Pierre Comoréche, vice-président de la F.N.S.E.A. et membre de la commission rurale du C.D.S., lançait le chiffre de 10 milliards et soulignait des mesures immédiates. Une après négociation va donc s'engager dans la coulisse d'ici à la fin septembre sur les trois problèmes posés par la calamité : évaluation, indemnisation, financement.

1) L'EVALUATION. — La promesse du chef de l'Etat et du premier ministre a été faite lorsque l'année se présentait quasi normalement. A la fin du premier trimestre, les semis d'automne avaient été faits dans de bonnes conditions, et les marchés des produits animaux se tenaient bien, dans l'ensemble. Les experts des organisations paysannes estimaient, néanmoins, que le coût des charges d'exploitation et l'inflation entraîneraient plus vite que les recettes. Ils pensaient donc nécessaire d'« injecter », dans des conditions climatiques normales, quelque 3 milliards de francs pour maintenir les comptes des agriculteurs en 1976 à leur niveau relatif de 1975.

Le ciel en a décidé autrement. D'avril à fin juin, il n'a pratiquement pas plu. La sécheresse a gravement affecté une partie des productions végétales — herbes, céréales de printemps, betteraves, — tandis que le cheptel était en passe de manquer d'aliment.

Quelle perte cela entraînera-t-il pour les exploitants ? De 4 à 40 milliards de francs, les chiffres les plus variés ont été avancés. Les experts s'accordent à dire qu'il n'est guère possible de donner une évaluation précise pour l'instant : les conditions climatiques des derniers mois de l'année modifieront du tout au tout les comptes des agriculteurs, selon qu'ils seront rendus possibles ou non des cultures « dérobées », qu'elles obligeront les bêtes à rentrer à l'étable plus ou moins tôt. En fonction de différentes hypothèses, les économistes ruraux évaluent la perte de revenu due à la sécheresse à 5 ou 8 milliards de francs. Sur la base d'une estimation moyenne de 7 milliards, ils pensent que 4 milliards seraient dus à la baisse de production, et 3 milliards au supplément de charges nécessités par l'entretien du cheptel.

Simultanément, l'administration départe-

mentale a entrepris, par petites régions naturelles, d'évaluer de façon précise le manque à gagner ou les pertes des agriculteurs. Pour les cultures végétales, les livraisons aux organismes stockeurs sont comparées aux déclarations d'embarquement, en fonction des rendements moyens obtenus au cours des dix dernières années. La méthode a un inconvénient : les exploitations polyculturelles livreront moins de grains, de toute façon, car, en raison du manque de fourrage, une partie plus large de la récolte sera consacrée à l'alimentation du bétail.

Pour le cheptel, le coût supplémentaire pour l'entretien du troupeau à la ferme est apprécié. Avec une difficulté réelle : les achats supplémentaires d'aliments, pour conserver le cheptel, devront permettre de nourrir les bêtes jusqu'au printemps prochain. Une évaluation des dépenses, jusqu'à fin décembre, serait donc insuffisante pour savoir ce qu'il faut dépenser pour éviter des abatages massifs.

Les deux types de calculs — global et départemental — devraient être terminés avant le 20 septembre, date fixée par les pouvoirs publics pour « faire les comptes ». Ils devraient être assez fins pour que le gouvernement puisse décider équitablement de la répartition des aides. Après les chiffres « énormes » lancés par certains agents professionnels, les services de la rue de Rivoli se disposent à discuter sagement de la facture. On aurait déjà laissé entendre aux experts agricoles qu'on réduirait de 50 % « leurs prétentions ». On d'entamer les discussions. Or, selon les chiffres des milieux professionnels, les pertes dues à la sécheresse et au maintien du revenu additionnés atteignent « au mieux » 8 milliards de francs et « au pire » 12 milliards de francs.

l'hectare pour les productions affectées par des perturbations anormales de marchés et le versement d'une aide forfaitaire de l'ordre de 1 200 francs aux exploitants dont le revenu familial est faible. Il existe sur ce dernier point une divergence entre organisations paysannes : l'A.P.C.A. souhaite que la barre soit mise au minimum impossible à l'I.R.P.P. (impôt sur le revenu des personnes physiques). Ce qui conférerait à l'aide un caractère social concernant quelque trente mille exploitants. La Fédération des exploitants préférait que la barre soit ramenée à 1 000 francs de revenu impossible. Environ deux cent mille agriculteurs seraient concernés, mais, pour une même enveloppe financière, le chèque serait beaucoup moins important.

Où vont les fonds ?

Ces deux conceptions — quantitative ou qualitative — s'affronteront au long des négociations que mèneront les professionnels avec les pouvoirs publics. Il semblerait que, pour l'instant, tout le monde s'accorde pour que, après l'évaluation globale des besoins, la distribution des aides soit fort décentralisée. Reste que la décision finale appartient à l'Etat. Or, déjà une opposition de vocabulaire est apparue entre le président de la République et l'A.P.C.A. : le premier parle d'« aides » tandis que la seconde demande des « indemnités ». Jusqu'où ira la nuance ?

3) LE FINANCEMENT. — Ce sera un problème assez difficile à résoudre que la « juste » et « rapide » aide des exploitants, car la note est impressionnante. Au pire : 10 % de la valeur totale de la production agricole, 30 % des budgets gérés par le ministère de l'Agriculture. Sous quelle forme dégager ces sommes ?

Une dévaluation du « franc vert », de l'ordre de 5 %, aurait permis, en provoquant une augmentation des prix garantis aux producteurs, d'augmenter les recettes des exploitants d'au moins 2 milliards de francs. Cela aurait diminué d'autant la note en compensant pour partie la perte de revenu due à l'inflation. Cette solution — qui n'a pas la faveur du P.S. — a été écartée par M. Christian Bonnet. Les nouveaux assauts spéculatifs contre le franc, qui obligent à la mécanique complexe des montants compensatoires, modifieront-ils la position du gouvernement ?

ALAIN GIRAUD.

(Lire la suite page 8, 5^e col.)

Un rapport d'experts pour la C.E.E.

Les gouvernements doivent réviser leur politique à l'égard du chômage

LES neuf pays de la Communauté européenne comptent actuellement près de cinq millions de chômeurs enregistrés : malgré la reprise économique, le niveau du chômage est partout — sauf en Allemagne et au Danemark — supérieur à ce qu'il était il y a un an, au cœur de la crise. Selon un rapport rédigé par quatre experts à l'intention de la C.E.E. (1), « il est permis de chiffrer à quelque 7 à 8 % au moins le taux de sous-emploi » si l'on ajoute aux chômeurs complets, les chômeurs partiels, les personnes sous-utilisées, ainsi que celles qui désirent travailler mais ont temporairement renoncé à chercher un emploi.

Les auteurs de ce document intitulé « Les Perspectives de l'emploi dans la Communauté jusqu'en 1980 » se fixent comme objectif de ramener le sous-emploi à 3 % dans cinq ans. Ils estiment que cela implique, non seulement une croissance de l'ordre de 5 à 6 % par an, mais une remise en cause des politiques d'aide globale à l'investissement et d'indemnisation du chômage de la plupart des gouvernements européens au profit d'actions plus sélectives, en particulier d'aides directes à la création d'emplois.

A la crise, estiment les auteurs du rapport, présenté comme le résultat de « énormes travaux », a joint un « rôle de révélateur à l'égard d'un certain nombre de déséquilibres », qui existaient bien avant 1974, mais qui étaient « souvent masqués par une évolution économique générale favorable » : pénurie prononcée de main-d'œuvre suscitant un rapide courant d'immigration, persistance d'un chômage et d'une émigration partiels élevés dans certaines zones géographiques de la Communauté — en France, le taux de chômage par rapport à la population active, qui n'était que de 0,6 % dans les années 1955-1959, triplait presque pour atteindre 1,6 % dans la période 1970-1973 (moyenne pluri-annuelle). Puis, à partir de 1970 : difficultés croissantes rencontrées par certaines catégories de travailleurs sur le marché, notamment les femmes, « nouvelles venues » ; décalage accentué entre la nature des emplois offerts et les caractéristiques de la main-d'œuvre ; tendance à la sous-utilisation, voire à l'exclusion, des travailleurs âgés ou han-

dicapés ; volume « préoccupant » de l'immigration.

La crise a donc aggravé ces déséquilibres, et les quatre experts affirment que les pays de la C.E.E. « auront peu de chances de retrouver, au terme de la reprise économique qui commence à se manifester, des niveaux d'emploi comparables à ceux observés avant 1974 ».

D'abord, assurent-ils, « l'évolution démographique des prochaines années sera caractérisée dans l'ensemble par un accroissement notable de la population en âge de travailler », la baisse de la natalité enregistrée depuis 1968-1970 dans tous les pays membres de la Communauté ne se répercutant qu'à partir de 1985. En France, par exemple, la population active passera de 22 533 000 en 1975 à 23 721 000 en 1980 et 25 253 000 en 1985, et la population en âge de travailler sera de 23 610 000 en 1980 et de 25 621 000 en 1985 contre 23 477 000 en 1975.

Un taux de croissance de 5 à 6 %

« Quelle que soit l'évolution future de la scolarité, souligne ensuite le rapport, le phénomène le plus marquant semble devoir résider dans le décalage entre les niveaux de qualification acquis par les nouvelles générations de femmes et la nature des emplois offerts par l'économie. (...) A l'heure actuelle, les générations entrant sur le marché du travail comportent, selon les pays (de la C.E.E.), à 10 % de jeunes diplômés universitaires contre une moyenne de 3 % pour l'ensemble de la population active et sensiblement moins pour les générations approchant de la retraite. En supposant que le pourcentage d'universitaires par génération s'augmente pas au cours des dix prochaines années, il faudrait que

l'économie parviennent à créer (ou à transformer) d'ici à 1985 quelque deux à trois millions d'emplois à remplir par les candidats de ce niveau ».

Enfin, « pour ramener le taux de sous-emploi au voisinage de 3 % en 1980 », les quatre experts estiment qu'il faudrait « obtenir un accroissement total de l'emploi d'environ 7 à 8 % d'ici à 1980, soit 1,6 % par an ». A si l'on suppose, écrivent-ils, que les gains de productivité se situent, en moyenne, autour de la tendance antérieure 1960-1973 (soit environ 3 à 4 % pour l'ensemble de la Communauté), un tel accroissement de l'emploi demanderait un taux de croissance annuel moyen de 5 à 6 % pour la Communauté (...), 9 à 10 % par exemple pour la France (2).

C'est énorme. Aussi n'est-il pas question, pour les auteurs de ce texte, de « s'en remettre à la seule recherche d'une forte croissance pour rétablir un équilibre satisfaisant de l'emploi ». Ce serait, selon eux, provoquer inévitablement une vive reprise de l'inflation et aboutir à « des politiques alternant expansion et restrictions brutales (stop and go) ». A l'inverse, les quatre experts jugent qu'une situation de stagnation ou de croissance très faible aurait des « conséquences dramatiques » sur l'emploi, et ils expriment à plusieurs reprises leur crainte de voir les gouvernements de l'Europe des Neuf s'installer, bon gré mal gré, dans une politique de sous-emploi. Il conclut, assurent-ils, de « naviguer entre ces deux extrêmes ».

Aussi, « le moment paraît venu de remettre en question la préférence généralement accordée à l'aide à l'investissement aux dépens de l'aide à l'emploi ». Bien qu'ils se défendent, dans un note brève, que ce soit à leur « recommandation essentielle », les auteurs de ce rapport préconisent d'abord, en effet, « l'octroi de prime aux entreprises pour l'investissement et de main-d'œuvre ». Cette aide directe à la création d'emplois, pensent-ils, « peut apparaître souvent comme la forme la plus efficace et la plus anti-inflationniste de promotion de la demande de main-d'œuvre ».

M. C.

(Lire la suite page 8, 1^{re} col.)

Justice et rapidité

2) L'INDEMNISATION. — En 1974, « année noire », et 1975, « année grise », le gouvernement a dû recourir à des aides directes pour essayer de maintenir le pouvoir d'achat des exploitants. Pour compenser l'augmentation particulièrement vive des charges d'exploitation, le gouvernement a attribué 42 milliards de subventions en 1974, notamment sous la forme d'aides « habituelles » au stockage du vin et de la viande (2 155 millions), et de subventions « exceptionnelles » : prime à la vache et à la truie (1,8 milliard) ; paiement d'une annuité d'intérêt due par les jeunes agriculteurs et les éleveurs (280 millions de francs). Le pouvoir d'achat payan a néanmoins baissé de 9 % en moyenne.

L'année suivante, le gouvernement a eu recours une nouvelle fois — mais avec l'accord préalable de Bruxelles — à des aides directes pour « compléter » les effets des hausses de prix agricoles européens décidées par les Neuf : 180 F de prime à la vache pour les quinze premières bêtes du troupeau (1 350 millions), dont 35 % ont été financées par le Fonds agricole européen ; 1 200 F de prime spéciale agricole « pour les exploitants affiliés à l'AMEXA (Assurance maladie des exploitants agricoles), dont le revenu cadastral est le plus faible (1 340 millions de francs). Sans compter les 1 350 millions de francs de subventions « habituelles » destinées à régulariser les marchés. Au total, plus de 4 milliards de subventions, qui n'empêchaient pas le pouvoir d'achat des exploitants de baisser encore de 1 % en moyenne.

Aide ou indemnisation ?

C'est le « plan global de sauvetage pour l'agriculture », adopté en session extraordinaire par l'assemblée des chambres d'agriculture, qui sert actuellement de base aux premières négociations sur la manière de répartir les aides. Outre un dispositif de « mesures immédiates de maintien du pouvoir de production agricole » (le Monde du 23 juillet), ce plan prévoit une « indemnisation » des pertes de revenus dues à la sécheresse.

L'assemblée consultative préconise une approche « individuelle et forfaitaire », conduisant à des indemnités variables en fonction de la nature des productions et de l'importance de la perte pour chacune d'elles, dès qu'elle dépasse 15 %. Les exploitations seraient alors classées en trois catégories en fonction de coefficients d'équivalence entre les productions : pertes comprises entre 15 et 40 %, entre 40 et 60 %, supérieures à 60 %.

Comment, en 1976, être « juste » et « rapide », selon le souhait du président de la République, avec un montant d'aides exceptionnelles prévisibles largement supérieur à ceux qui ont été alloués en 1974 et 1975 après de longs marchandages ? Les deux choses n'apparaissent guère compatibles puisqu'il faudrait du temps pour évaluer avec précision les dégâts causés par la sécheresse.

Le recours, comme les deux années précédentes, à la prime à la vache, a paru un moment avoir la faveur du ministre de l'Agriculture : M. Christian Bonnet a déclaré que les aides aux éleveurs seraient fonction du nombre de bêtes conservées sur l'exploitation. Il s'agissait d'éviter que les éleveurs, pris de panique à l'idée de ne pouvoir assurer l'alimentation de leurs bêtes durant l'hiver, ne fassent abattre en masse. Le danger a jusqu'à présent été écarté : mais le commissaire européen chargé des questions agricoles, M. Pierre Lardinois, a indiqué au ministre français que l'attribution d'une nouvelle prime aux bovins ne serait pas souhaitable, d'autant que la situation budgétaire de la C.E.E. ne permettrait pas une prise en charge partielle des dépenses.

Certains professionnels ne sont pas davantage favorables à cette prime. Ils pensent préférable d'aider les éleveurs qui auront dû faire abattre à reconstituer leur cheptel et de subventionner le coût supplémentaire de l'alimentation dû au déficit fourrage.

Pour que les exploitants engagés auprès du Crédit agricole puissent faire face à leurs échéances, l'A.P.C.A. a demandé à l'Etat : l'allongement des prêts-calamités à neuf ans, en cas de sinistres successifs ou de décapitalisation (ce qui a été acquis au cours d'une réunion avec M. Méhaignerie, le 5 août) ; le remboursement complet des crédits bloqués de T.V.A. ; la prime en charge par l'Etat des intérêts 1976 de certains emprunts contractés par l'exploitation dans la limite d'un plafond à définir ; une aide fiscale à l'achat des engrais. Il paraît également acquis que les plans de financement des exploitations dont le montant des en-cours a atteint un niveau insupportable du fait des calamités, seront refoqués, c'est-à-dire étalés sur une période plus longue.

Enfin, pour soutenir les revenus agricoles qui auraient été insuffisants du fait de l'inflation de toute façon, comme on l'a vu, l'A.P.C.A. préconise l'octroi d'une prime à

BULLETIN ARBITRAGES...

LES cambistes, qui, chaque jour, achètent et vendent les monnaies, se comportent vis-à-vis du franc, du deutschemark ou du dollar comme d'autres le feraient vis-à-vis d'une banale marchandise. Contrairement à ce que l'on dit, les bonnes monnaies chassent les autres. Qui ferait l'achat d'une voiture chère, tenant mal la route, si un autre constructeur proposait un modèle supérieur ?

M. Fourcade est tellement conscient de cette élémentaire vérité qu'il s'est mis à la recherche de bons indicateurs, capables d'impressionner l'étranger. Un budget 1977 en équilibre fait partie du nombre. Empêcher les dépenses de l'Etat d'excéder ses recettes nécessitera de gros efforts d'austérité, notamment dans le recrutement du personnel administratif, mais qu'on se dise : le déficit budgétaire enregistré en 1974 avait atteint 36 milliards de francs — les effets du plan de relance, — et que cette année le « trou » devrait être voisin de 20 milliards de francs.

Le colmatage se pourrait possible, d'autant que les recettes fiscales, alimentées par une bonne activité, sont maintenant abondantes.

Le tout est de savoir si les pouvoirs publics pourront préserver tout au long de 1977 l'équilibre du budget qui sera présenté au Parlement à la rentrée. Bien

des commentaires ont été faits sur le côté facile de comptes présentés en équilibre aux parlementaires, mais largement défectueux une fois l'exercice clos. La critique n'est pas vraiment fondée tant il est vrai que ce qui est important n'est pas tellement de savoir si les comptes publics restent conformes, une fois auditées, au schéma de départ, mais de connaître l'importance du déficit effectif.

Or, depuis dix ans, l'expérience prouve qu'en France — à l'exception des accidents de 1968 et de 1975 — le déficit budgétaire a toujours été faible. Sur ce plan, le comportement français est sérieux : surtout si on le compare aux habitudes prises dans ce domaine par l'Allemagne ou les Etats-Unis.

Oui, mais voilà : la santé d'une monnaie ne se juge pas sur un seul critère. Il y a aussi les comptes extérieurs — déséquilibrés, — la forte hausse des prix. Sur ces points, nos faiblesses sont évidentes. Comment les cambistes pourraient-ils ne pas en tenir compte dans leurs arbitrages ? Il est étonnant que depuis des années les pouvoirs publics s'accommodent aussi facilement de taux d'inflation extravagants. Il y a dix ans, les prix augmentaient chez nous de 2,5 % l'an. Nous en sommes à 10 %. Les Allemands et les Américains sont revenus, eux, aux environs de 5 %...

des commentaires ont été faits sur le côté facile de comptes présentés en équilibre aux parlementaires, mais largement défectueux une fois l'exercice clos. La critique n'est pas vraiment fondée tant il est vrai que ce qui est important n'est pas tellement de savoir si les comptes publics restent conformes, une fois auditées, au schéma de départ, mais de connaître l'importance du déficit effectif.

(1) MM. Burkhardt Lutz, professeur à l'Institut des sciences sociales de Munich ; Bernard Lutz, ingénieur économiste, Paris ; Santos Mukherjee, de l'université d'Oxford, et Gösta Rahn, professeur à l'Institut de la recherche sociale de Stockholm.

(2) Les prévisions pour 1976 indiquent un taux de croissance, par pays, de 4,5 % pour la France et de 4,3 % pour les quatre principaux pays de la C.E.E.

LIVRES

LES NOTES DE LECTURE

d'Alfred Sauvy

Jean Choffel

CHANGER POUR VIVRE

UNE intéressante et consciencieuse réponse à la préoccupation de tant de Français, insatisfaits de « l'état de choses », réponse qui conduit à passer en revue les sujets de mécontentement, c'est-à-dire tous les problèmes, avec un moyen rarement utilisé : la logique.

Les contradictions entre les désirs et les attitudes des hommes se rencontrent à chaque pas. Dès l'abord, nous voyons le procédé de sondage, et répandu, qui consiste à demander aux Français leur avis (êtes-vous pour l'abaissement de l'âge de la retraite ? pour la réduction des impôts ? etc.), sans leur montrer l'autre plateau de la balance. Le souci d'informer prime, au contraire, ici celui de plaire. La démagogie d'information est plus dangereuse que l'autre, rendant impraticable une politique de progrès, la seule changement étant alors fatalement celui de la monnaie. Le plan Ruffi Armand, conçu pour changer ou mieux, a été vite enterré, est-il également ramené.

Une perle rare ensuite : la question de la natalité est traitée avec un souci pénétrant de l'avenir social, en particulier pour les retraites.

Ne reculant devant aucune difficulté, l'auteur nous engage successivement sur les chemins épineux de l'éducation, terrain idéal des contradictions, puis de l'automobile, domaine où la bonne volonté de Jean Choffel bute cependant sur les obstacles classiques : non-connaissance du bilan déficitaire de la route (comment le connaîtrait-il ?) et du retard des impôts de la voiture individuelle sur les tarifs des transports en commun (le silence est d'or) ; sous-estimation des emplois potentiels en France dans d'autres branches, etc.

Laissons de côté la cible universelle des plus-values, pour toucher davantage l'information. Les objectifs sont, malheureusement, mieux dessinés que les moyens. Gardons notre second souffle pour l'entreprise, la défense, les « acheteurs de canons », les problèmes internationaux (à peine touchés seulement), avec les inévitables multinationales, et surtout pour la conclusion qui se dégage. Partout, la réflexion suggère les difficultés des changements souhaités, se révélant alors conservatrice, avec le risque révolutionnaire.

Avant tout, est-il précisé, nous devons savoir ce que nous voulons. Et plutôt que la célèbre boutade d'Alphonse Karz, rappelée non sans amertume, ne vaudrait-il pas mieux parodier l'Avare en disant : « Il faut changer pour vivre et non pas vivre pour changer » ?

* Paris 1976. L'Arche, 24 cm, 137 pages, 38 F.

Edouard Leclerc

LA PART DU BONHEUR SOLUTIONS A LA CRISE

ETONNANT du début à la fin. Le premier étonnement, d'ailleurs antérieur au livre, est de voir une époque se lamenter sur la hausse des prix, dénoncer unanimement l'inflation et son corollaire, tout en faisant la guerre à ceux qui luttent contre cette hausse et en votant des lois favorables à la hausse des prix. Quarante ans après Dutueller, Leclerc livre le même combat et subit les mêmes attaques de l'ordre établi.

Après quelques belles pages lyriques sur la Bretagne, « ses champs gras et son air épais », nous

plongeons dans le concret, le commerce, ce qui permet à Leclerc d'annoncer son refus de l'argent et son désir de socialisation du monde. Une promenade dans la galerie : huile, prêt-à-porter, moquette, bière, pétrole, torréfacteurs, lessive, etc., nous convainc que des « réserves » de prix existent en bien des points. Un salut « inquiétant », au passage, à l'intégrité des ministres algériens, cause possible des différends entre les sociétés pétrolières et ce pays. Attentifs et parfois indignés, nous espérons. Mais, dès que nous arrivons à l'emploi, c'est la déviation, le contresens le plus classique, le plus contemporain, encore que multiséculaire. Maudite, la machine qui remplace l'homme, d'où le chômage. Et cependant, si nos industries n'avaient pas constamment remplacé les hommes par des machines, depuis deux siècles, ne serions-nous pas commes... les pays sans machines ? La haute essentielle incombe, il est vrai, aux économistes de tête, sans idée, sans connaissance du mécanisme de l'emploi.

S'inquiétant justement de la pénurie croissante de matières premières en France et des besoins immenses de nourriture dans le monde, le pionnier de Landemane estime qu'il faut miser sur la technologie. Des données positives de rentabilité nationale auraient été ici les bienvenues.

Après un retour aux fausses factures et à diverses pratiques, décrites un peu sommairement, nous voyons affirmer l'importance croissante de la science économique. L'essentiel n'est-il pas plutôt la connaissance des faits ? Or nous voyons malheureusement, tout au long de la lecture, l'insécurité des illusions, sur des faits simples, dignes d'observation rationnelle.

Un bel élan du cœur et de la générosité à revendre, si nous osons l'expression, mais un fond à mieux assurer.

* Paris 1976. Pierre Belfond, 22 cm, 182 pages, 30 F.

Alexis Jacquemin

ECONOMIE INDUSTRIELLE EUROPEENNE STRUCTURES DE MARCHÉ ET STRATÉGIES D'ENTREPRISE

LE professeur de Louvain, qui a, ces dernières années, acquis compétence et célébrité sur les problèmes de l'industrie, a composé ici un grand tableau, en prenant pour modèle l'industrie de l'Europe occidentale, qui fit tant de bruit, et celle de la Communauté européenne, en 1965, sur les sociétés à dimension européenne, sont fortement combattues. Aux arguments précédents contre la dimension excessive sont ajoutés des arguments humains et des résultats d'expérience, lesquels seraient loin d'être concluants, même pour la recherche.

Et nous entrons ensuite, si l'on peut dire, en pleine « déroute » du livre est le suivant : une partie théorique, où il est montré que l'on n'a, malgré tout, rien trouvé de mieux que la concurrence, est suivie d'une description, assortie d'exemples, des efforts (appelés, bien entendu, stratégies) des entreprises, pour échapper au carcan concurrentiel. Viennent ensuite un examen des dispositifs prévus pour préserver la concurrence et des vues sur ce qu'il conviendrait de faire.

Sans vénérer J.-B. Say, ni même Friedman, et son arbre feuillu ensablé, les auteurs font ressortir les inconvénients de la tranquillité et décrivent les modèles classiques contemporains, notamment celui du « prix limite », qui assure au monopole non le profit maximal, mais la plus grande sécurité. La description des pratiques est claire et sans passion (prix imposés, ventes liées, prix postés, etc.). La Commission technique des ententes et des positions dominantes, en France, un rôle d'arbitre sans doctrine de fer, mais par une série de jugements du souverain éclairé. Quelques exemples heureux sont cités (acier sulfurique, notamment). Le panorama international confirme la diversité des solutions données par les pays « occidentaux », Japon compris, et l'absence de doctrine définie au coutelas.

concurrence. Les barrières à l'entrée sont loin d'être seulement douanières. Un tableau curieux est donné sur les profits types de monopole, dans diverses conditions.

C'est à ce moment (coïncidence ou symbole ?) que surviennent des vues sur l'autogestion, qui, nous le savons, mais nous le saurons mieux, sont loin de supprimer les conflits. Une longue phrase pittoresque de Meister est ici rappelée : « C'est alors le triomphe des plus intelligentes qui, au pouvoir, sont rarement les plus humains... »

Vient enfin le comportement des entreprises, en situation statique ou dynamique, et une étude de la politique européenne antitrust.

Dernière observation sur ce traité magistral : il est bien question de l'élasticité de la demande, bien que celle-ci puisse être considérée comme extérieure à l'entreprise, mais non (une fois de plus) de l'élasticité de l'offre, qui joue, dans nos heures et malheurs, un rôle si important et si méconnu.

Raccommodé par le préfacier aux étudiants et aux cadres, mais les syndicalistes y trouveront aussi maints enseignements.

* Paris 1975. Dunod, 22 cm, 347 pages, 58 F.

Frédéric Jenny et André-Paul Weber

L'ENTREPRISE ET LES POLITIQUES DE CONCURRENCE ENTENTES, CARTELS, MONOPOLES

C'EST une bien vieille question que celle des ententes, un gentil mot aussi, pour donner une idée d'harmonie, à une opinion qui ne voit, dans l'économie, que troubles et férociétés. Mais c'est que, précisément, notre régime est assés, dans son fond, sur une lutte darwinienne.

Les deux professeurs à l'ESSEC, établissement spécialisé dans les études de gestion, nous offrent une somme assez éloignée de l'époque manichéiste. Conscients du fait que « la main invisible » d'Adam Smith est parfois « une méchante petite », nous nous efforçons d'appliquer une judicieuse distinction entre les « bonnes » et les « mauvaises » ententes.

Le déroulement du livre est le suivant : une partie théorique, où il est montré que l'on n'a, malgré tout, rien trouvé de mieux que la concurrence, est suivie d'une description, assortie d'exemples, des efforts (appelés, bien entendu, stratégies) des entreprises, pour échapper au carcan concurrentiel. Viennent ensuite un examen des dispositifs prévus pour préserver la concurrence et des vues sur ce qu'il conviendrait de faire.

Sans vénérer J.-B. Say, ni même Friedman, et son arbre feuillu ensablé, les auteurs font ressortir les inconvénients de la tranquillité et décrivent les modèles classiques contemporains, notamment celui du « prix limite », qui assure au monopole non le profit maximal, mais la plus grande sécurité. La description des pratiques est claire et sans passion (prix imposés, ventes liées, prix postés, etc.).

La Commission technique des ententes et des positions dominantes, en France, un rôle d'arbitre sans doctrine de fer, mais par une série de jugements du souverain éclairé. Quelques exemples heureux sont cités (acier sulfurique, notamment). Le panorama international confirme la diversité des solutions données par les pays « occidentaux », Japon compris, et l'absence de doctrine définie au coutelas.

Le plus significatif nous paraît l'étude de la transparence de l'information, c'est-à-dire la publicité donnée aux ententes. La France est l'un des trois et même des deux pays qui refusent cette transparence. Toujours l'obsession nationale du secret.

Parmi les suggestions, notons celle qui porte sur une action plus intense du GATT.

A lire, à pénétrer, à utiliser.

* Paris 1975. Les Editions d'Organisation, 24 cm, 251 pages, 85 F. au magasin, 90 F. Franco.

Bureau international du travail

L'EMPLOI, LA CROISSANCE ET LES BESOINS ESSENTIELS PROBLÈME MONDIAL

TEXTE du rapport adressé par M. Francis Blanchard, directeur général du B.I.T., à l'importante conférence mondiale tripartite des cent vingt-huit États membres, tenue à Genève sur « l'emploi, la répartition des revenus, le progrès social et la division internationale du travail » (le Monde du 5 juin). C'est une revue générale de l'économie du monde et des moyens de l'améliorer.

Dès le début, un double doute est formulé sur le maintien du taux de croissance des années précédentes, du moins dans les pays développés capitalistes, et sur la liaison absolue entre croissance et emploi. La première partie, d'exposition, nous donne un panorama général, agrémenté de tableaux instructifs, tout en nous confirmant la grande incertitude des statistiques sur le chômage et la pauvreté, mal définis, mal mesurés. Le contraste est frappant, en tout cas dans les pays en développement, entre le sous-emploi ou chômage des hommes — en économie marchande — et la surcharge de travail — non rémunérée — imposée aux femmes. La coopération peut aller loin.

Si imparfaites qu'elles soient, les données de consommation alimentaire de la FAO sont plus probantes que les chiffres en dollars. La corrélation entre taux de croissance démographique et développement économique est, dit le rapport, sujette à controverse. Sur le plan des faits, cependant, les travaux de M. J.-C. Chesnais (corrélation nulle, entre 1960 et 1972, pour les « soixante-dix-sept pays ») n'ont jamais été contestés.

À propos des pays développés est soulignée à juste titre, mais non sans précaution, la recherche, de plus en plus poussée, des « meilleurs » emplois. Tout en comprenant la prudence à cet égard, on peut regretter de voir tant tarder l'explication, la plus sûre, du chômage des pays occidentaux. Du reste, en d'autres points, les faits valaient mieux que n'ont pas pu être mis en place.

La partie internationale est la plus vivante, la plus novatrice, moins sur les migrations internationales, un peu vieillues, que sur les redoutables sociétés multinationales. Ici, le courage devant les faits et les hommes, vraiment méritoire, « passe », grâce à un tact exemplaire. En particulier, sont cherchés les moyens d'augmenter les deux millions d'emplois directs, créés ainsi, dans les pays en développement. En fin de rapport, liste de questions posées à la conférence. Sans avoir pu approfondir les questions délicates, comme les relations entre productivité et emploi, si négligées déjà par les économistes, cet excellent rapport pose, de façon remarquable, l'ensemble des problèmes dans le monde.

* Genève 1975. Bureau international du travail, 24 cm, 302 pages, 38 F.

Réviser la politique à l'égard du chômage

(Suite de la page 7.)

À l'époque où les théories de la régulation globale ont été conçues, le marché du travail constituait un ensemble relativement homogène. Les coûts à l'embauche, les déséquilibres régionaux et la mobilité géographique de la main-d'œuvre ne posaient pas les mêmes problèmes qu'aujourd'hui. Il était alors « normal d'associer la croissance du revenu à l'accroissement de l'emploi ». La réduction des impôts ou l'accroissement des investissements déclenchaient l'augmentation de la demande et, de façon « indirecte mais efficace », la promotion de l'emploi.

Aujourd'hui, le danger est grand, pour les auteurs de ce texte, de voir une partie du pouvoir d'achat injecté se traduire par des augmentations de prix et des surcoûts salariaux « même en situation de sous-emploi ». Ils affirment que les structures actuelles du marché du travail et les conditions de la lutte pour la répartition des revenus demandent « des instruments ayant un effet maximum sur l'emploi et minimum sur les revenus. Dans cet esprit, il est opportun de réhabiliter les aides à la création d'emploi », afin que les entreprises soient incitées à augmenter leurs ventes sans attendre une hausse de leurs prix et qu'elles surmontent leurs réticences à recruter un personnel supplémentaire en raison des coûts additionnels à l'embauche.

Les quatre experts avancent cette solution avec « prudence et nuance », assurant qu'il ne s'agit ni d'une « négation de l'investissement » ni d'une « production ». Mais ils n'en invitent pas moins les gouvernements de l'Europe des Neuf à avoir « le courage de réviser (...) leur démarche à l'égard de l'emploi et du chômage ». Ils ajoutent qu'une opération d'investissement comporte toujours des risques et peut

entraîner un gaspillage, alors qu'à l'inverse la consommation publique secrète des fondations sociales qui peuvent comprendre un élément d'investissement non tangible mais très utile (dépenses de formation, de santé) ; à cet égard, une critique à peine voilée est faite de l'attitude « systématique de beaucoup de pays membres de la Communauté » qui a consisté, dans les années 60, à privilégier les « grands projets et les

catédras dans le désert » au détriment des travaux d'entretien, générateurs d'emplois plus diversifiés.

De toutes les façons, concluent-ils, « une société qui n'est pas en mesure d'offrir des emplois à ceux qui les cherchent ne doit pas s'efforcer de voir un jour le rôle même du travail, en tant que valeur sociale, remis en question ».

M. C.

La croissance ne saurait suffire

AU moment où les pouvoirs publics et les responsables patronaux s'inquiètent de l'insuffisance des investissements en France, indispensables à leurs yeux pour soutenir la reprise économique, les auteurs du rapport pour la C.E.E. n'hésitent pas à aller à contre-courant : ils estiment qu'il faut renverser l'ordre des priorités et aider directement les entreprises à créer des emplois plutôt que de tout azier sur la relance globale de l'investissement. Aux ministres de l'O.C.D.E., qui préconisent en juin dernier de « simplifier l'investissement et de freiner l'augmentation des dépenses publiques », les auteurs répondent par une mise en garde : les gouvernements européens ont trop souvent, estimant-ils, une vision schématisée et simplifiée du rôle des dépenses

d'équipements dans le processus de croissance. Opposer par exemple, parmi les dépenses publiques, l'investissement des administrations, considéré comme un acte positif, aux dépenses de formations, de santé, etc., est une erreur. Les dépenses d'investissement peuvent être source de gaspillage et d'inflation, tandis que l'accomplissement de fonctions sociales (formation, santé) peut avoir valeur d'investissement pour la communauté même et cela ne prend pas la forme physique de biens d'équipements.

Voilà que porte appui au programme de la gauche française dont les projets sociaux présentés comme devant contribuer à résoudre les problèmes de l'emploi sont souvent qualifiés d'inflationnistes, tant par la majorité que par les experts d'organismes internationaux.

Déplacer l'équilibre actuel

De leur côté, les pouvoirs publics français trouveront dans ce premier rapport remis à la Commission de Bruxelles des éléments propres à soutenir leurs projets. Les auteurs insistent en effet sur la nécessité pour les gouvernements de « déplacer l'équilibre actuel » entre les aides à l'emploi : il s'agit de multiplier les mesures de politique active (primes aux entreprises pour l'accroissement net de main-d'œuvre, réexamen des taxes assises sur le travail et des aides assises sur le capital) aux dépens des mesures à

caractère essentiellement passif (maintien du revenu pour les personnes privées d'emploi). Cela correspond tout à fait aux intentions de M. Chirac, qui souhaite une révision du système d'indemnisation à 90 % des salariés licenciés pour raisons économiques.

De même, M. Durafour, qui s'est montré fort intéressé par l'expérience canadienne des P.I.L. (Programme d'initiation locale), considère avec satisfaction que parmi les orientations préconisées par les experts figurent, comme formule complémentaire de stimulation de l'emploi, des aides publiques aux initiatives locales de mise au travail notamment pour des opérations répondant à des objectifs sociaux précis et comportant de faibles dépenses de capital.

Au-delà de ces considérations de nature à renforcer les thèses des uns ou des autres, les auteurs du rapport ont le mérite d'appeler à un renouvellement profond dans les attitudes et les méthodes qui prévalent actuellement en matière d'emploi. Celui-ci ne peut plus être considéré comme « le résultat passif d'un processus régi, d'un côté, par l'ensemble des politiques menées dans le domaine économique et financier et, de l'autre côté, par de lente développement des systèmes d'éducation ».

Ce qui constitue une réponse à ceux qui continuent d'affirmer : assurons une croissance soutenue sans inflation et le plein emploi nous sera donné par surcroît.

J.-M. D.

L'aide aux agriculteurs

(Suite de la page 7.)

En mars dernier (le Monde des 17 et 25 mars), M. Fourcade n'a pas régné au procédé : le « franc vert », qui a été révalué de 1,4 % le 6 mars, avec l'accord des Neuf, a été « dévalué » du même taux le 23 mars, après que le franc fut sorti du « serpent » monétaire le 14 mars. Du coup, les prix agricoles exprimés en francs, qui auraient dû augmenter de 6,1 %, ont été de 7,5 % au début de la campagne.

Restent trois solutions qui pourraient être complémentaires : l'impôt, le déficit budgétaire, l'emprunt. Il est difficile de percer les intentions des pouvoirs publics en ce qui concerne la fiscalité et le budget. L'idée d'un « emprunt vert » avait été lancée en 1975 par les chambres d'agriculture. Elle avait été écartée, car les pouvoirs publics jugeaient inopportun de faire ainsi concurrence aux autres émissions de titres à garantie d'Etat. L'idée est néanmoins reprise par certains avec une variante : le Crédit agricole lancerait pour son compte, avec la garantie de l'Etat, un emprunt dont il assurerait la redistribution aux exploitants. Ce n'est pour l'instant qu'une idée en l'air. Ce point, comme les autres, sera réglé officiellement le 29 septembre.

ALAIN GIRAUDD.

ELECTRICITE D'HAITI

Avant de lancer l'appel d'offre lancé par E.D.H. pour des LIGNES et POSTES 115 KV et 69 KV paru dans « Le Monde » daté 19 Juin 1976.

Les constructeurs intéressés à la soumission d'offres sont avisés que l'ouverture des plis est repoussée au :

17 Septembre 1976.

Les conditions d'ouverture restent celles définies dans l'appel d'offre.

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ÉTAT D'EXPERT COMPTABLE

Ancien diplôme, intégré à l'Université de Paris. Demandez le nouveau guide gratuit numéro 698. ÉCOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION. École privée fondée en 1873 soumise au contrôle pédagogique de l'État. 4, rue des Petits-Champs, 75230 PARIS - CEDEX 02.

هنا من العمل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

La Commission des Communautés Européennes

Centre Commun de Recherche - Etablissement d'Ispra (Italie)

RECRUTE:

1) Trois Chefs de Division

(grade A3) pour le Département A (Centre de Calcul, Informatique, Information Scientifique, Mathématiques Appliquées, Analyse des Systèmes).

Les candidats doivent satisfaire aux exigences suivantes:

- posséder un diplôme universitaire ou une expérience professionnelle d'un niveau équivalent, avec des connaissances approfondies dans les domaines scientifiques et techniques correspondants;
- avoir de l'expérience dans la gestion d'activités semblables;
- être au courant, si possible, des pratiques de la collaboration internationale.

1.1) Le premier poste concerne la gestion du Centre de Calcul (actuellement IBM 370/165) de l'Etablissement et les activités de service et de développement associées, dans l'informatique, y compris la Bibliothèque des Programmes.

1.2) Le deuxième emploi se réfère aux activités de gestion scientifique et technique des banques de données, à l'évaluation des codes et données nucléaires, aux techniques avancées relatives à la représentation, la manipulation et l'élaboration des données.

1.3) Le troisième poste concerne l'organisation et la direction des travaux scientifiques et techniques dans le cadre de l'analyse des systèmes appliquée aux projets, les méthodes mathématiques, l'évaluation technico-économique dans les domaines nucléaires et non nucléaires ainsi que la stratégie énergétique.

2) Un fonctionnaire scientifique

(grade A8-A5) au Département A, Division Informatique Appliquée, possédant diplôme universitaire en mathématiques, expérience processus de décision sur bases statistiques et algébriques (en particulier dans le cadre des ensembles flous), compression des données et traitement d'images numériques. Expérience approfondie en programmation scientifique pour activité de développement méthodes et programmes dans équipe Traitement des Données de Télédétect.

3) Un physicien ou ingénieur

(grade A8-A5) au Département B, Division Mécanique Appliquée, avec connaissances approfondies dans le domaine de l'hydrodynamique des stress thermiques, du transport de masse et de la chaleur. Ses travaux consisteront à développer des modèles théoriques et des codes, à concevoir des études expérimentales et à participer au dépouillement des résultats.

4) Un fonctionnaire scientifique

(grade A8-A5) au Département B, Division Electronique avec diplôme d'ingénieur électronique ou expérience professionnelle d'un niveau équivalent et connaissance approfondie dans le domaine du logiciel d'application. Il sera chargé du développement d'appareils électroniques dans le domaine de l'électronique analogique et numérique; en particulier du développement de logiciel pour mini-ordinateurs et microprocesseurs.

5) Un fonctionnaire scientifique

(grade A8-A5) au Département B, réacteur ESSOR, possédant un diplôme universitaire d'ingénieur nucléaire, mécanicien, électrotechnicien ou chimiste pour la conduite des installations nucléaires du réacteur ESSOR. Une préférence sera donnée aux candidats ayant une expérience de la conduite d'installations industrielles nucléaires ou conventionnelles.

6) Un technicien de laboratoire

(catégorie B) au Département B, réacteur ESSOR. Le candidat doit être en possession d'un diplôme de technicien du niveau supérieur avec spécialisation industrielle, électronique ou électrotechnique. L'expérience de conduite d'installations industrielles conventionnelles ou nucléaires serait un avantage. Le travail est effectué en continu par tour. Le candidat ne doit pas avoir dépassé l'âge de 30 ans.

7) Un technicien de laboratoire

(catégorie B) au Département B, Projet Slow Down, avec expériences dans le domaine de la technique des mesures et de l'instrumentation pour les mesures des quantités thermohydrauliques dans le cadre d'études expérimentales de sécurité des réacteurs.

8) Un technicien de laboratoire

(catégorie B) au Département B, Division Mécanique Appliquée, possédant un diplôme de technicien du niveau supérieur avec bonne connaissance des travaux de laboratoire de recherche dans le domaine des mesures (pression, températures, débits etc.). La connaissance d'instruments d'électronique et une expérience dans le domaine des montages mécaniques sont souhaitables. L'agent sera chargé de l'instrumentation et du montage d'expériences dans le domaine de la sécurité des réacteurs.

9) Un ouvrier qualifié

(catégorie C) ayant une excellente connaissance des travaux de fraisage et, éventuellement, de bonnes connaissances de tournage et ajustage, pour la réalisation d'appareils scientifiques et autres appareils dans l'Atelier Central du Centre Commun de Recherche.

10) Un ouvrier qualifié

(catégorie C) ayant une excellente connaissance des procédés de soudure pour la réalisation d'appareils scientifiques et autres appareils dans l'Atelier Central du Centre Commun de Recherche.

11) Un aide-photographe

(catégorie C) pour le Département A, avec formation ou expérience en photographie industrielle, qui travaillera sous la responsabilité d'un photographe professionnel.

Les candidats retenus seront recrutés sous contrat temporaire suivant le Règlement du Personnel de la Communauté Européenne et seront classés suivant leur formation et expérience professionnelle en application du barème des salaires de la Communauté.

Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae bien détaillé (copie des diplômes souhaités) ET SPÉCIFIANT CLAIREMENT

CENTRE COMMUN DE RECHERCHE, Division Administration et Personnel, I-21020 ISPRÀ (VA) Italie, AU PLUS TARD DANS LES QUINZE JOURS SUIVANT CETTE PUBLICATION.

Les candidats sont priés d'introduire une demande séparée pour chaque emploi auquel ils souhaitent éventuellement postuler.

ELF AQUITAINE
recherche
POUR UN CONTRAT DE 2 ANS
TECHNICIEN qualifié
Ayant un diplôme équivalent au BTS pour la maintenance des équipements électroniques et radio, nécessaires aux liaisons avec les plateformes de forage.
Lieu de résidence : SFAX.
Ecrire avec CV et prétentions à No69297, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 q. transn.

SOCIETE OMERA
recherche pour le ZAIRE
INGÉNIEUR ELECTRONICIEN
Débutant ou non. Pour installation et mise en service d'équipements divers sur chantiers. Le candidat devra être actif et dynamique. Formation assurée avant départ sur les matériels utilisés au ZAIRE. Avantages financiers. Ecr. à OMERA, 49, rue Ferdinand-Berthoud, 91500 Argenteuil, ou 061-32-44

REPRÉSENTATION N.C.R. EN COTE-D'IVOIRE
recherche
INGÉNIEUR COMMERCIAL
pour promouvoir ses ventes d'ordinateurs et de machines comptables
Le candidat retenu aura l'entière responsabilité des ventes dans tous les secteurs d'activité sur la Côte-d'Ivoire, le Niger et la Haute-Volta.
Connaissance de l'anglais appréciée.
Ecrire avec C.V. à n° 7.012, COFAP, 40, rue de Chabrol 75010 Paris 10.

emplois internationaux
Le Monde présente cette rubrique dans ses pages d'annonces le lundi et le mardi.
Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux

Le CRÉDIT AGRICOLE de Loire-Atlantique
recherche
UN COLLABORATEUR
pour son SERVICE JURIDIQUE et CONTENTIEUX
— Le candidat devra disposer d'un bon niveau de connaissances juridiques, sanctionnées par un diplôme de l'enseignement supérieur (licence Droit Privé) et/ou résultat d'une expérience professionnelle.
— Il assistera le Responsable du Service pour l'ensemble de ses activités.
Adresser lettre man. avec C.V., photo et prêt. à : C.R.C.A.M., Service du Personnel, La Gardo - Route de Paris - 30 X - 44000 NANTES Cedex.

IMPORTANTE BANQUE RÉGIONALE
recherche pour région RHONE-ALPES
CADRE DE BANQUE CONFIRMÉ
(Classe VI ou VII)
Expérience de Direction d'Agence nécessaire et solide formation au Crédit-Import Export appréciée.
Ecrire HAVAS LYON 8359.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE
recherche pour
NICE
INGÉNIEUR BATIMENT
diplômé B.T.P., E.S.T.P., A.M. ou équivalent
Il sera responsable de la réalisation d'opérations sur les plans technique, administratif et financier.
Il devra en particulier assurer la coordination des interventions entre le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, les entreprises et les services de la Société.
Il est demandé :
— une expérience d'au moins trois ans dans le bâtiment T.C.E. et possible dans la construction hospitalière;
— des capacités de contact à un niveau élevé.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt., sous référence 8.558, à

Q7 organisation et publicité
à N.E. avenue - 75009 PARIS 9
M. ayant expérience et connaissance approfondie droit commercial et procédure, pour secrétariat général tribunal de commerce de ROUEN.
Ecr. avec C.V. et prétentions, B.P. 531, 76005 ROUEN.
Importante Société rech. très forte personnalité pour vente matériels grande diffusion. Gros chiffre réalisable. Important salaire assuré.
Place d'avenir.
Ecr. R. JORET, 27, r. Léonide-Lacroix - ANGOULÈME

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
recherche :
COLLABORATEURS (TRICES)
Libres de suite, dynamiques, ambitieuses. Bonne formation. Excellente présentation. Travail sur rendez-vous.
AVANTAGES SOCIAUX. Salaires importants. Formation assurée. Statut d'avenir.
Se prés. en jour : 204, bd Saint-Germain, PARIS-6^e, de 10 h. à 12 h. et de 14 h. à 20 h.

STÉ DE RÉASSURANCE
quartier OPERA recherche
COMPTABLE QUAL.
C.V. et prétentions à C.T.R., 15, rue de la Grande, 75002 PARIS.

CABINET EXPERTISE COMPTABLE (ETUIE)
recherche
COLLABORATEURS
Niveau B.T.S., D.E.S.
Tel. 303-9-75
Le groupe I.F.C.A.C.B. recherche pour ses INSTITUTS DE FORMATION (niveau 2^e et 3^e cycle univers.)
RESPONSABLES DES ETUDES
Diplôme Grande Ecole ou université (Sc. Eco. gestion...) expérience professionnelle
PROFESSEUR RECHERCHE
EXPERIENCE PEDAGOGIQUE SOUHAITEE
Adresser C.V., photo et prêt. à I.N.T.G., 27, quai de Grenelle, 75738 PARIS, Cedex 15.

IMPORT. STE INDUSTRIELLE
recherche
pour prendre la responsabilité du service informatique de gestion
INGÉNIEUR DIPLOMÉ
OPTION INFORMATIQUE E.S.E. ou EQUIVALENT
Une expérience minimale de 5 ans comme responsable ou adjoint d'un poste similaire dans une entreprise industrielle est indispensable.
Ecrire avec C.V. et prétentions 112 2174 Pouches réelles, 112 Bd Voltaire, 75011 Paris.

RATP
recherche
STATISTICIEN
Titulaire du D.I.T.
Libéré obligations militaires
Adresser curriculum vitae et photo au diplômé à :
DIRECTION DU PERSONNEL DE LA RATP
BOITE POSTALE 75-6 75271 PARIS, CEDEX 06

Recherche Professeur Français
pour corrections grammaticales, Punctuation et orthographe. Manuscrit dactylographié. Etude économique de 300 pages devant être réalisée avant la dernière semaine d'août 1976. Excellente rémunération. Ecr. n° 1 90.492 M. Rôle-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2^e.

Urgent ch. bon mécanicien auto
se présenter, 21, rue Ordener, 75018 PARIS (station Essor).

Stat. activité Sports-Lesbais
recherche
ASSISTANT DE GESTION
25 a. min., goût des contacts humains, prononcé. Diplômé. E.S.C. ou équivalent, option finances, comptabilité. Ecr. à Stas sous n° 72.044 B, 17, r. Labat, 9400 Vincennes.

sema
Première Société Européenne de Conseil
recherche pour sa Division INFORMATIQUE
ingénieur grande école
pour intervenir en clientèle sur des études et des réalisations de gestion automatisée
• ayant deux à trois ans d'expérience en organisation et des connaissances générales en informatique de gestion
• susceptible de devenir à court terme Chef de projet
• parlant anglais.
(réf. 10.107 M)
ingénieur programmeur
pour participer à des études et réalisations informatiques au sein d'équipes pluridisciplinaires intervenant en clientèle
• possédant de préférence un diplôme d'une Grande Ecole;
• ayant déjà une expérience de la programmation en langage évolué ou en assembleur;
• parlant anglais;
Des connaissances pratiques en mini-informatique seront appréciées.
(réf. 10.108 M)
programmeur
pour participer à des travaux en clientèle
• possédant une formation informatique (I.U.T., inst. program...)
• ayant déjà de préférence une expérience pratique.
(réf. 10.109 M)
Pour tous ces postes :
• Les candidats devront être volontaires pour des déplacements et séjours en province et à l'étranger
• Les salaires offerts dépendront essentiellement des compétences et de la personnalité des candidats.
Adresser curriculum vitae, photo et prétentions en rappelant la référence correspondante à R. LELEU.

sema selection
Centre Metra
18-18, rue Barbès
92126 Montrouge Cedex

مكتبة الأمل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AGRICULTURE

Les industriels refusent d'être tenus pour responsables de la hausse des prix des aliments du bétail

L'augmentation de 8,75 % des aliments composés du bétail autorisée le 13 juillet dernier a provoqué une vague d'indignation de la part de certaines organisations paysannes, notamment le C.N.I.A. N'était-il pas scandaleux de renchérir le prix des rations pour le cheptel au moment où, du fait de la sécheresse, les éleveurs avaient les pires difficultés à assurer leur approvisionnement ? Les prix de ces produits ne devaient-ils pas être « bloqués » ou « taxés » ?

Les autorisations de hausses ont été accordées au terme de deux réunions : l'une dans la salle à manger du ministère de l'Agriculture, l'autre chez le directeur des prix et de la concurrence. Les industriels et les coopératives de l'alimentation animale y étaient représentés ainsi que les représentants des organisations paysannes.

Comment dès lors condamner, pour ces organisations, une mesure à l'élaboration de laquelle elles ont collaboré ? Pourquoi en faire porter la responsabilité aux seuls industriels privés, alors que les coopératives agricoles formaient les mêmes demandes ?

Exaspérés par les attaques dont ils sont l'objet, les industriels de l'alimentation (S.N.I.A.) viennent en tout cas de « mettre les pieds dans le plat ».

« Si l'on entend [en demandant le « blocage » et la « taxation » des prix] que les aliments fabriqués industriellement doivent être soumis au contrôle des prix, cette demande est inutile puisque déjà satisfaite, déclarent-ils. Les tarifs des industriels et des coopératives ne peuvent en effet être modifiés qu'avec l'autorisation de la Direction générale de la concurrence et des prix dans le cadre d'un accord de programmation ».

Le S.N.I.A. poursuit dans son communiqué : « Si l'on estime au contraire que les prix doivent rester stables, quelles que soient les variations des matières premières, ce sont les prix de celles-ci qu'il faudrait taxer. Or, 77 % des matières premières employées sont d'origine nationale. Lorsqu'elles sont soumises, comme les céréales, aux règles du Marché commun, les prix de base sont revendus chaque année à la demande des producteurs et les cours varient dans la limite des prix d'intervention et des prix de seuil. S'il s'agit de produits importés, comme la majorité des tourteaux, le prix suit les fluctuations des marchés mondiaux : la taxation n'aurait qu'un effet, celui d'empêcher les

approvisionnements si le prix était inférieur à celui du marché mondial ».

« A l'inverse, ces mêmes matières premières importées permettent parfois des baisses, précise le S.N.I.A. C'est ce qui s'est produit à deux reprises en 1975, baisses à chaque fois publiées au Bulletin officiel des services et des prix sous forme d'un avenant à l'accord de programmation ».

Conclusion : « Les industriels de l'alimentation animale sont favorables à toute solution permettant de stabiliser les cours des matières premières, mais rejettent à l'avance celles qui ne reposent que sur des apparences et non sur la réalité des faits ».

En arriverait-on à ces réglementations de comptes écrits si la concentration, chère aux pouvoirs publics, était moins sévère et si les éleveurs « de base » étaient mieux au courant des responsabilités prises par leurs organisations professionnelles ?

Changement de directeur à la Fédération des exploitants et aux chambres d'agriculture

M. Michel Ménard, administrateur civil au ministère des finances, va prochainement succéder à M. François Clerc à la direction générale de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles. M. Clerc devrait entrer au service international de la Caisse nationale de crédit agricole.

Ingénieur en chef du génie rural des eaux et des forêts, M. François Clerc, qui est âgé de quarante-neuf ans, occupait ces fonctions depuis 1970. Il avait été nommé directeur général de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.) en 1967-1968, puis secrétaire général de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.) en 1968-1969, puis secrétaire général de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.) en 1969-1970.

Agé de quarante-deux ans, M. Jean Le Nèze est licencié en droit et titulaire d'études supérieures de lettres. Il fut inspecteur des services de l'agriculture de 1967 à 1970, puis directeur de l'agriculture de 1970 à 1972, date à laquelle il a été nommé sous-préfet de Libourne.

LA HAUSSE DE 4 CENTS PAR LIVRE (environ 20 centimes) du prix de l'aluminium appliquée aux États-Unis par Alcoa, se généralisera au début de septembre. L'aluminium sera vendu 48 cents (240 F environ) la livre.

CONJONCTURE

Les pressions sur le franc

(Suite de la première page.)

Selon le ministre de l'économie et des finances, le responsable de la situation est le dollar, dont la montée est liée aux bonnes nouvelles qui ont été publiées sur l'économie américaine. Mais M. Fourcade n'a rien dit de la hausse du franc suisse, les deux devises qui ont pourtant le plus monté par rapport au franc français ces derniers temps.

Les spécialistes, eux, observent un assez grand malaise sur une évolution qui les déconcerte souvent. Plusieurs ont été surpris de voir la Banque de France continuer à ne

pas intervenir. Les commentaires s'orientent de plus en plus vers les conséquences de la chute du franc. Chaque fois que le franc perd 1 % par rapport au dollar, la facture des importations françaises de pétrole s'élève de 500 millions de francs (en année pleine). La baisse du franc dépassant maintenant 11 % depuis le début de l'année, les importations de pétrole vont coûter en 1976 plusieurs milliards de francs supplémentaires, si la devise française ne se redresse pas.

Le patronat s'en inquiète. Il redoute aussi qu'une persistance pendant l'année des fortes augmentations de salaires du premier trimestre ne contribue à dégrader la situation relative des exportateurs français face à leurs concurrents étrangers. L'avantage que constitue

M. PINAY : on ne lutte pas assez contre l'inflation.

« On ne lutte pas assez contre l'inflation », a déclaré samedi 7 août, sur les antennes d'Europe 1, M. Antoine Pinay à propos des attaques persistantes contre le franc. Anté yeux de l'ancien président du conseil, « la France vit au-dessus de ses moyens », et il convient que le gouvernement fasse la preuve de son autorité, il veut regagner la confiance et le « support de l'opinion publique ».

M. Pinay ne croit pas que les organisations syndicales acceptent d'elles-mêmes une politique de rigueur. « Je n'ai jamais vu que les organisations syndicales renoncent à leurs avantages », a-t-il conclu.

LES PRIX DE DÉTAIL EN FRANCE ont augmenté de 1,2 % en juillet, selon l'indice de la C.O.T. En un an (juillet 1976 comparé à juillet 1975), la hausse du coût de la vie a atteint 13,2 %, selon le même indice. En juillet la hausse se décompose ainsi : + 0,8 % pour l'alimentation ; + 1 % pour l'habillement ; + 0,3 % pour l'hygiène et la santé ; + 0,1 % pour les transports ; + 0,5 % pour les communications ; + 0,7 % pour la culture.

EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE, les prix de détail ont baissé de 0,4 % en juillet par rapport à juin. En un an (juillet 1976 par rapport à juillet 1975), la hausse n'est plus que de 4,1 %. Il faut remonter au début de 1971, pour trouver un aussi faible taux annuel d'inflation.

C.d.F.-CHIMIE, filiale des Charbonnages de France, a décidé de majorer de 8,5 %, à compter du 30 août, le prix de base du polyéthylène basse densité (dénommé), qui passera ainsi de 2,85 F à 3,09 F le kg. Cette augmentation, précisée-on au siège de l'entreprise, vise à compenser les diverses hausses de coûts subies ces derniers temps, qui n'avaient pu être prises en compte avant la libération des prix des matières plastiques intervenue à la fin de la première quinzaine de juillet. C.d.F.-Chimie est le premier producteur français de polyéthylène basse densité, avec une capacité de production de 480 000 tonnes/an.

ÉNERGIE

Les États-Unis importent cette année 41 % de leur pétrole

contre 23 % il y a six ans

La part du pétrole importé ne cesse de croître dans le bilan énergétique des États-Unis. Selon le dernier rapport semestriel du Bureau fédéral de l'énergie rapporté par l'A.P.P., les importations de pétrole s'élèveront en 1976 à 35 milliards de dollars (contre 27 milliards en 1975). Elles représenteront 41 % de la consommation américaine de pétrole, contre 37 % en 1975 et 23 % en 1970.

Cette part croissante du pétrole étranger s'explique par l'augmentation de la consommation et la diminution de la production nationale. Selon M. Frank Zarb, administrateur du Bureau de l'énergie, aucun renversement de tendance n'est à attendre avant l'entrée en production de l'important gisement de Prudhoe-Bay, en Alaska, à la fin de 1977.

L'administration américaine a, d'autre part, l'intention de continuer à un maximum de 10 % de la consommation de gaz les importations de gaz liquéfié. Celles-ci sont actuellement peu élevées, seuls quelques distributeurs du nord-est des États-Unis achetant un peu de gaz liquéfié algérien, pour faire face à la demande de pointe en hiver. Mais plusieurs projets importants sont actuellement en cours de réalisation ou à l'étude.

La Commission fédérale de l'énergie (Federal Power Commission) a déjà approuvé l'importation d'environ 11 milliards de mètres cubes par an en provenance d'Algérie d'ici à 1980. D'autres projets sont en cours de négociation avec l'Iran, le Nigeria et l'Indonésie.

M. Frank Zarb a déclaré que le gouvernement allait demander à la Federal Power Commission de fixer un plafond global de 10 % de la consommation. Au sein de la commission, qui est une agence indépendante, ne suivrait pas cette recommandation, le président pourrait utiliser les pou-

voirs que lui donne la législation commerciale pour limiter les arrivages. M. Zarb a souligné qu'il s'agissait d'éviter que les États-Unis ne deviennent trop dépendants de l'étranger en général et de certains pays en particulier. Aucun pays fournisseur ne sera donc autorisé à exporter vers les États-Unis plus de 28 milliards de mètres cubes par an.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CREDIT LYONNAIS se réunira entre le 16 et le 20 août pour désigner un successeur à Jacques Chaine, président de l'établissement, assassiné le 14 mai dernier devant le siège central de la banque, boulevard des Capucines. Le choix se portera sur M. Claude Pierre-Benoît, ancien secrétaire général de l'Élysée, nommé membre du conseil en qualité de représentant de l'État (le Monde du 4 août).

Dans un communiqué, le Crédit lyonnais précise l'autre part que, dans le cadre de son nouveau plan informatique, il espère réaliser, de 1976 à 1980, des gains de productivité équivalents à 3 000 emplois. « Il ne s'agit pas d'une entreprise de 48 000 personnes, dont le volume d'activité croît en outre chaque année, ces gains de productivité, en réduisant le personnel, ne sauraient entraîner aucun licenciement ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CREDIT LYONNAIS
EUROPARTENAIRES :
Banca di Roma
Banco Hispano Americano
Commerzbank

SITUATION AU 30 JUIN 1976

La situation au 30 juin 1976 s'établit à 152.639 millions contre 150.647 millions au 1^{er} juillet 1975.

Au passif, le poste Incidents d'Emis-sion, Banques et Entreprises des hautes adresses au marché monétaire se chiffre à 44.674 millions. Les Comptes d'Entreprises et divers totaux s'élèvent à 22.848 millions et les Comptes de Particuliers à 33.658 millions. Les Bons de Caisse atteignent 19.334 millions.

A l'actif, les Crédits à la Clientèle Portefeuille s'élèvent à 52.478 millions et les Comptes débiteurs à 24.917 millions.

Les Crédits mobilisés, hors-bilan, s'inscrivent pour 13.785 millions.

COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe pour le premier semestre 1976 s'élève à 10 616 millions de francs, toutes taxes comprises, et à 9 282 millions de francs hors taxes. Pour la même période de l'exercice précédent, les montants correspondants étaient de 9 595,5 millions.

	Premier semestre 1975	Premier semestre 1976	Variations 1976-1975
Electromécanique	2 382	2 825	+ 18,2 %
Entreprises, entreprises électriques	1 949	2 196	+ 12,7 %
Engineering	1 451	1 839	+ 26,7 %
Travaux	633	723	+ 14,2 %
Chimie	91	78	- 14,2 %
Divers	809	1 015	+ 25,3 %
Total	7 907	9 286	+ 17,5 %

COMMONWEALTH OF THE BAHAMAS
IN THE SUPREME COURT
Equity Side
No. 378

IN THE MATTER OF BAHAMAS COMMONWEALTH BANK LIMITED (IN LIQUIDATION) AND IN THE MATTER OF THE COMPANIES ACT (CHAPTER 184)

NOTICE

Creditors of the above-named Company are required to send to the Official Liquidators of the said Company, at the Office of the Official Liquidators, the particulars of their debts or claims (in a form, copies of which may be obtained from the Official Liquidators of the said Company) to the Official Liquidators of the said Company, at the Office of the Official Liquidators, by way of proof in the appropriate form to the Official Liquidators on or before September 21, 1976 will result in such creditor being excluded from any distribution made before such date is proved or, as the case may be, from objecting to such distribution.

R.C. Kemp D.A. Jones
Official Liquidators

L'ORÉAL

Le chiffre d'affaires consolidé de L'Oréal et de ses filiales françaises et étrangères s'est élevé, au cours du premier semestre 1976, à 2 106,5 millions de francs contre 1 774,9 millions pour le premier semestre 1975, soit une croissance de 18,5 %.

A données comparables, l'Oréal a, à taux de change identiques et sans les sociétés nouvellement entrées en consolidation, la progression par rapport au premier semestre 1975 est de 14,8 %.

USINOR

Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé par Usinor au cours du premier semestre 1976 s'élève à 4 734 millions de francs contre 4 344 millions pour le premier semestre 1975.

La production d'acier s'est située à 4 435 000 tonnes, dont 334 000 tonnes en provenance de Solmer. Elle avait été de 4 119 000 tonnes au premier semestre 1975, dont 422 000 tonnes en provenance de Solmer.

Pour les mêmes périodes, les livraisons à la clientèle ont atteint 3 millions 638 000 tonnes contre 3 323 000 tonnes.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INVESTISSEMENT
en France et à l'étranger

Situation au 30 juin 1976

Actif net : F. 65 774 474,23
Répartition de l'actif net (en %):

- actions françaises : 16,62
- actions étrangères : 25,75
- obligations françaises : 12,01
- obligations étrangères : 10,11
- liquidités et autres éléments de l'actif : 3,50
- liquidités et autres éléments de l'actif : 1,73

Nombre d'actions en circulation : 446 236
Valeur Liquidative : F. 154,19
Dividende net + Avoir : F. 7,19
mis en paiement le : 10 mai 1976

FRANCE GARANTIE

Situation au 30 juin 1976

Actif net : F. 1 124 288 791,73
Répartition de l'actif (en %):

- Obligations classiques : 94,30
- Obligations indexées : 2,29
- Liquidités et autres éléments de l'actif : 3,41

Nombre d'actions en circulation : 5 599 822
Valeur Liquidative : F. 204,35
Dividende net + Avoir : F. 16,78
mis en paiement le : 22 mars 1976

INTERNATIONAL PREQUALIFICATION
for
ROAD CONSTRUCTION IN THE SOMALI DEMOCRATIC REPUBLIC

The Somali Democratic Republic invites interested contractors to submit prequalification documents to

**MINISTRY OF PUBLIC WORKS
CIVIL ENGINEERING DEPARTMENT
P.O. Box 958 - MOGADISHU**

for the construction of the 257 km road between Goleen and Gelfi which forms part of the road between Mogadishu and Kismayo, and which is being considered to be financed by the European Development Fund and the Arab Fund for Economic and Social Development.

Prequalification is open internationally on equal terms to all contractors with the exception of those unacceptable to the Somali Democratic Republic and the financing agencies.

Information about the provisions for prequalification can be obtained from the following address:

**GELSENCONSULT
P.O. Box 1060 - D 4650 GELSENKIRCHEN
FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY**

Prequalification documents should be submitted in English to the Civil Engineering Department of the Ministry of Public Works, Mogadishu, on or before the 15th of September 1976.

This advertisement cancels the advertisement on the same subject in this paper, dated 24 July 1976.

RÉPUBLIQUE ARABE D'EGYPTE

ORGANISATION GÉNÉRALE DES EAUX DU CAIRE

(Comité de recherche extérieure
42, rue Ronsard, Le Coire
B.P. 55 LE CAIRE)

Ajournement de l'adjudication du Fostat

L'Organisation annonce que l'adjudication générale pour les nouveaux travaux des Eaux à Fostat, au sud du Caire, qui devait avoir lieu le 13-9-76 a été remise au 13-10-76 à midi.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. AFRIQUE
- 2-3. DIPLOMATIE
3. EUROPE
4. ASIE
- 4-5. POLITIQUE
5. RELIGION
- 5-6. DÉFENSE
6. SOCIÉTÉ
6. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS
- FEUILLETON

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

PAGES 7 ET 8

- Les conséquences de la sécheresse : comment assurer aux agriculteurs une compensation « juste et rapide » ?
- Un rapport d'experts pour la C.E.E. : les gouvernements doivent réviser leur politique à l'égard du chômage.
- Les notes de lecture, d'Alfred Sauvy.

9. SPORTS
10. MÉDECINE
- 10-11. ARTS ET SPECTACLES
14. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (10)
Annonces classées (12 et 13) :
Anjou d'aujourd'hui (8) ; Carnet (11) ;
« Journal officiel » (9) ; Météo-
rologie (5) ; Mots croisés (6) ;
Bourse (10).

LA TROISIÈME EXPÉRIENCE DE VIKING-1 confirme la possibilité d'une vie sur Mars

Une nouvelle expérience à bord de Viking-1, samedi 7 août, donne à penser — comme les premiers résultats des deux précédentes expériences l'avaient indiqué il y a une dizaine de jours — qu'il existe une forme de vie sur Mars. Du carbone a été absorbé par l'échantillon de sol prélevé sur la planète, dans des conditions analogues à l'absorption chlorophyllienne des plantes terrestres.

Les deux premières expériences biologiques avaient, tour à tour, constaté l'absence de vie dans une cellule où un échantillon de sol était en contact avec de la « nourriture » radioactive, ou avait observé un dégagement de gaz carbonique par l'échantillon. Cela suggère que des êtres vivants avaient consommé la nourriture, assimilé le carbone radioactif qu'elle contenait, et rejeté, pour une partie, ce dernier à l'état de gaz carbonique. Dans une seconde cellule, en présence d'une « nourriture » différente, on avait observé une émission d'oxygène, aussi expliquée par l'action d'êtres vivants.

Dans la troisième cellule, il n'y avait aucune « nourriture », mais seulement une atmosphère de gaz carbonique et d'oxyde de carbone radioactifs, et une forte lampe jouant le rôle de soleil artificiel. Les chercheurs espéraient que, si le sol de Mars contenait des organismes pratiquant, comme les plantes terrestres, l'assimilation chlorophyllienne, le gaz carbonique serait absorbé. Après quelques jours d'éclairage suivi d'un chauffage à 65 degrés Celsius pour décomposer les produits formés, on vient effectivement de trouver du carbone radioactif dans l'échantillon.

Les expériences ont toutes trois donné le même résultat. Faut-il en conclure que la vie existe sur Mars ? Ce serait prématuré. Outre qu'il peut s'être produit des incidents dans les expériences, les résultats peuvent être attribués à des mécanismes purement chimiques. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le laboratoire biologique de Viking comporte trois expériences différentes. Une réaction chimique donnée peut simuler la vie dans une des expériences, pas dans les trois. Mais, tant qu'on n'en saura pas davantage sur la composition chimique du sol martien, on ne peut rien conclure.

● Le P.C.F. et le Liban. — Dans une déclaration publiée par l'Humanité du lundi 9 août, le secrétaire du comité central du P.C.F. appelle à une manifestation mardi à la Maison des métallurgistes, rue Jean-Pierre-Rimbaud. Il assure notamment : « Depuis le premier jour, le P.C.F. soutient les forces progressistes libanaises et la résistance palestinienne. Il exige le retrait immédiat des troupes syriennes du Liban et condamne les agissements du gouvernement français qui contribuent à prolonger les souffrances d'une population durablement éprouvée. »

● Naufrage d'un ferry-boat en Thaïlande. — Vingt-sept personnes ont péri et quarante sont portées disparues après le naufrage, dans la nuit de vendredi 6 août à samedi, d'un ferry-boat, au large de la province de Surat-Thani, au sud de la Thaïlande.

AU TERME DE SON SÉJOUR AU GABON

M. Valéry Giscard d'Estaing a réaffirmé le caractère strictement « commercial » du contrat nucléaire avec Pretoria

Au terme de trois jours de visite officielle au Gabon, M. Valéry Giscard d'Estaing a quitté Libreville le 8 août, pour Gambia, au nord-ouest du Zaïre. Le chef de l'Etat a été pendant vingt-quatre heures l'hôte du président Mobutu à Gbadolite, village natal du chef de l'Etat, au bord de l'Oubangui, qui marque la

frontière entre le Zaïre et la République centrafricaine. C'est à partir de Gbadolite que, pendant neuf jours, M. Giscard d'Estaing fera des sauteries dans les savanes situées de part et d'autre du fleuve-frontière. Le retour du président de la République est prévu pour le 19 août, au départ de Bangui.

De notre envoyé spécial

de la Banque de Paris et des Pays-Bas et de la S.N.P., qui accompagnait M. Giscard d'Estaing, n'ont fait montre d'aucun enthousiasme particulier devant les demandes de participation faites par M. Bongo pour ses projets d'équipement hydro-électrique et de construction d'un complexe de production de ferromanganèse. La crainte du président gabonais est, en effet, de voir se ralentir dans les prochaines années le rythme d'exploitation des réserves pétrolières. La production suit actuellement un rythme qui ne pourra être maintenu longtemps de nouveaux investissements ne sont pas découverts. Le ferromanganèse peut offrir un recours dans la mesure où cet alliage est susceptible de débouchés importants dans les dix ans qui viennent.

Aucune décision définitive n'a été prise à l'occasion du voyage de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui a été précédé par M. Bongo et suivi de M. Bongo. Les études techniques et économiques sont poursuivies. Le projet de barrage du Grand-Pouabara représente en effet un investissement de l'ordre de 1 milliard 300 millions à 1 milliard 600 millions de francs. L'usine de ferromanganèse est estimée à 300 à 400 millions. Si l'on y ajoute la cémenterie de Ndom, les diverses aides promises par la France en matière de transports, de prospection minière, de développement agricole et de formation, l'ensemble des projets financiers serait de l'ordre de 2 milliards 300 millions de francs.

M. Valéry Giscard d'Estaing a abordé samedi, au cours de sa conférence de presse, d'autres sujets intéressant le continent africain. A propos de la fourniture de centrales nucléaires à l'Afrique du Sud, le président de la République a noté que le continent était « inquiet » de ces ventes. Or, selon lui, il ne s'agit que de transactions commerciales sans signification politique. « Les projets français, a-t-il affirmé, ont été choisis sur des critères techniques. Toutes les précautions seront prises

pour que cette vente commerciale ne puisse constituer un danger d'une autre nature pour l'Afrique et les voisins de l'Afrique du Sud. Les centrales ne pourront servir exclusivement qu'à la fourniture d'électricité. »

Le président de la République a aussi parlé de la situation dans le Zaïre et de la fourniture de la gible (lire en première page).

Pas de conversations sur l'affaire Claude

Enfin, en ce qui concerne l'avenir du territoire français des Aïres et des Isles, M. Giscard d'Estaing a déclaré : « Le problème de la sécurité extérieure de cet Etat restera posé. Des garanties devront, en outre, être données aux populations du port de Djibouti. »

La présence de M. Robert Galley, ministre de l'Équipement et du Logement, auprès de M. Giscard d'Estaing avait pu laisser croire que, en marge de la visite présidentielle, des conversations sur la libération de M. et Mme Claude, toujours détenus dans le Kénia, pourraient être réalisées. M. Bongo a, en effet, l'an dernier, servi de médiateur entre le Tchad et la France. Il n'en a rien été, et les responsables français n'ont pas pu de solution à cette affaire en dehors d'un règlement du conflit qui oppose M. Isen Habré au gouvernement tchadien. Ce règlement pourrait d'ailleurs être facilité par l'arrivée au pouvoir des éléments de la Libye s'opposant à N'Djamena.

THIERRY PFISTER.

LE COMMUNIQUÉ COMMUN

La décolonisation en Afrique australe devra être conduite à son terme

Dans le communiqué commun publié à Libreville, le 7 août, les deux chefs d'Etat soulignent « le caractère privilégié des relations franco-gabonaises » et « l'inspiration d'une large compréhension et d'une étroite communauté d'esprit dans le respect mutuel de la souveraineté des deux nations et de leurs intérêts fondamentaux ».

Le communiqué indique qu'« un accord de globalisation vient d'être signé pour mettre à la disposition du Gabon les enseignants et les assistants techniques de haut niveau qu'il pourrait avoir besoin ». Il ajoute que la France prendra part, en particulier, à la poursuite des études techniques et économiques concernant le barrage du Grand Pouabara et le complexe de production de ferromanganèse. Sur la base de ces études, elle participera à la réalisation de cet aménagement hydro-électrique et recherchera avec le Gabon les financements complémentaires nécessaires. De la même façon la France participera à la mise en œuvre du projet de la cémenterie de Ndom.

Le texte ajoute encore que la France participera substantiellement à l'exécution de projets gabonais et plus spécialement, au plan de transport, à la prospection minière et à divers projets agricoles. De même, la France prendra une part active à l'équipement et au fonctionnement de l'Institut polytechnique de Franceville et de l'hôpital militaire de Libreville. Elle consacrera des efforts importants à la « formation de techniciens civils et de la marine marchande ».

Dans le domaine international, le communiqué souligne « la convergence de vues et la similitude des principes qui inspirent et animent les politiques extérieures des deux grands problèmes mondiaux ».

Les deux chefs d'Etat « ont exprimé le souhait que les problèmes du continent africain soient résolus de préférence par les Africains eux-mêmes ».

Le numéro du Monde daté 8-9 août 1976 a été tiré à 471 784 exemplaires.

A B C D F G H

Deux personnes sont tuées à la station Trocadéro

Seule une partie de contrôle, due peut-être à l'abus d'alcool, expliquerait le geste de cet agent de la R.A.T.P., dont le comportement a provoqué deux morts dimanche 8 août à 0 h 40, la station de métro Trocadéro : la sienne et celle d'un gardien de la paix.

Cette fusillade, dont le déroulement a donné lieu à des témoignages en général concordants, a incité M. Bélin, président de la Régie, à marquer son opposition à la multiplication d'agents armés de la R.A.T.P. Il a déclaré : « Il n'est pas impossible que la psychose actuelle, l'exagération des incidents qui se sont produits ces dernières semaines aient rendu le personnel plus sensible, plus fragile, plus inquiet. »

Un incident aussi grave amène à se demander de quels contrôles, outre la prestation de serment, sont assorties les remises d'armes à des gens qui ne font pas partie de la police ?

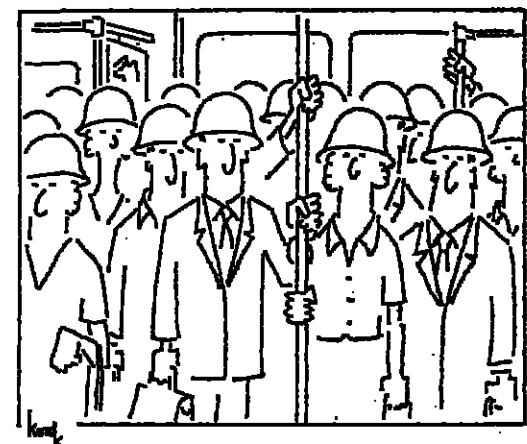
A la station Trocadéro, dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8 août, vers 0 h 40, M. Claude Madigou, âgé de trente-huit ans, agent de la R.A.T.P., membre de la brigade de surveillance de nuit, a tué par balle un gardien de la paix en uniforme, M. Dominique Larose, âgé de vingt-deux ans, avant d'être tué à son tour par un autre policier, M. Henri Labache.

De nombreux témoignages permettent de retracer assez exactement

l'état d'esprit de l'agent. Les analyses le démontrent.

M. Madigou appartenait depuis onze ans à la Régie et, depuis deux ans, à la brigade de surveillance de nuit, qui comprend quatre-vingt personnes. Il était armement et avait le droit de porter une arme. C'était un fonctionnaire bien noté et, au dire de ses voisins, d'un tempérament tranquille.

La direction de la R.A.T.P. juge « inexplicable » l'attitude de M. Madigou.



(Dessin de KONE)

les péripéties du drame. A l'origine, un simple contrôle de billets. M. Madigou, qui était en civil, et n'avait pas encore pris son service, a demandé à un voyageur tunisien qui venait de passer le portillon automatique qu'il était bien en possession du coupon de la carte orange. M. Madigou Ben Ali raconte : « J'ai été interpellé par ce monsieur qui paraissait un peu chagrin, et tout ce que j'ai vu, c'est une arme à la main. L'agent de la R.A.T.P. a montré sa plaque. »

Bien que le voyageur ait été en règle, M. Madigou semble s'en être pris spontanément à M. Ben Ali, et aurait sorti son arme, un 7,65 mm. M. Ben Ali dit lui avoir demandé ce qu'il comptait en faire. « Avec ça, je te tue », aurait-il répondu. Un autre Tunisien, que M. Ben Ali assure ne pas connaître, et qui se trouvait sur le quai, a alors tenté de s'interposer. Selon M. Ben Ali, le contrôleur lui aurait alors lancé : « Ta gueule. Tu veux que je te tue aussi ? »

Le chef de la station Trocadéro raconte, pour sa part, que M. Madigou l'avait repoussé dans son bureau, lui enjoignant de n'en pas sortir. Il aurait alors téléphoné à la police-secours, tandis que deux gardiens de la paix, qui venaient de terminer leur service et se trouvaient dans la station, étaient alertés par un témoin. M. Larose, arrivé sur le quai, interpellé par M. Madigou, lui demandant de lui remettre son arme. L'agent de la R.A.T.P. a alors déchargé son pistolet sur le policier, le tuant net. L'autre gardien de la paix, qui se trouvait sur le quai opposé, a tiré à son tour, blessant mortellement M. Madigou.

« Pas de police spéciale pour la R.A.T.P. »

M. Laurent Clément, directeur de cabinet de M. Pierre Sonveillé, préfet de police, a déclaré, deux heures après les faits : « Je ne m'explique pas la fin de cette affaire. Je suis vraiment très surpris. Le contrôleur

UN NOUVEAU MOUVEMENT AUTONOMISTE CORSE REVENDIQUE UN ATTENTAT A VANNES

L'attentat commis dans la nuit du 7 août (le Monde du 8-9 août) dans un bureau du palais de justice de Vannes (Morbihan) a été revendiqué par un mouvement, l'Action révolutionnaire corse (A.R.C.), dans un communiqué remis aux agences des journaux régionaux d'Ajaccio. Dans ce texte, l'A.R.C. déclare « qu'elle n'empêche personne » et « qu'elle entend faire avancer la cause du peuple corse en se manifestant, car se situe l'explosion de la révolte corse ». Elle entend « élever notre voix ».

« L'Action révolutionnaire corse », mouvement clandestin dont la création a été annoncée il y a une vingtaine de jours, n'a aucun point commun avec le mouvement autonomiste corse (A.C.C.) dont le correspondant à Ajaccio, avec l'ex-ARC (Action pour la renaissance de la Corse), mouvement autonomiste d'origine, ont été récemment dissous après la fusillade d'Ajaccio. La nouvelle organisation revendique également trois autres attentats, mais ne fournit aucune précision sur l'endroit où ils ont eu lieu.

L'attentat contre le palais de justice de Vannes et le sidique commis en Bretagne depuis le début du mois de juillet. Le dernier en date s'est produit dans la nuit du 5 au 6 août à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) contre le centre des impôts. Cet établissement était visé pour la troisième fois. Aucune des récentes explosions n'a fait de victimes, à l'exception de celle qui a endommagé le rez-de-chaussée du palais de justice de Vannes. Une femme de ménage, Mme Adèle Lechanteur, cinquante-sept ans, a été hospitalisée au C.H.U. de Nantes (Loire-Atlantique). Elle souffre de coupures au visage, d'une fracture ouverte à la jambe et de brûlures. Deux gardiens de la paix avaient également été légèrement blessés lors de l'attentat commis pendant la nuit du 16 au 17 décembre 1975 contre l'antenne du S.R.P.J. à Brest.

Imaginez le très grand luxe et le raffinement d'un des plus beaux salons de Paris (entièrement climatisé).

Imaginez aussi un massage tout en douceur et en nuance, pratiqué en bain d'eau tiède et discrètement parfumé.

C'est le massage thaïlandais tel que le conçoit Claude Massard et son équipe de danseuses massotrices.

A découvrir de toute urgence. Prenez pour cela un rendez-vous personnel par téléphone.

Institut Corpeud Claude Massard

6, rue de la Paix 75002 Paris
Tél. 261.21.25-261.21.97

مكتبة الأنجلو